

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

LUNDI 28 NOVEMBRE 2016

TOME V

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Tiltina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

ACM – Refinancement du contrat de prêt MPH258061EUR – Modification des dates d'effet de l'opération

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La délibération n° 2016 / 401 du Conseil Municipal du 20 octobre 2016 doit être modifiée pour prendre en compte les dates d'effet du contrat de prêt de refinancement communiquées par la banque.

Les caractéristiques rectifiées du contrat de prêt de refinancement sont les suivantes :

- Prêteur : CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL
- Emprunteur : OPH ACM
- Score Gissler : 1A
- Montant du contrat de prêt : 14 814 192,94 EUR
- Durée du contrat de prêt : 13 ans
- Objet du contrat de prêt : à hauteur de 14 814 192,94 euros, refinancer, en date du 01/12/2016

le contrat de prêt ci-dessous :

N° du contrat de prêt refinancé : MPH258061EUR001 (score Gissler 3 E)
Capital refinancé : 13 928 192,94 euros

Le montant de l'indemnité compensatrice dérogatoire intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement est de : 866 000,00 euros

Le montant total refinancé est de 14 814 192,94 euros

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/12/2016 au 01/12/2029

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- Montant : 14 814 192,94 EUR
- Versement des fonds : 14 814 192,94 EUR réputés versés automatiquement le 01/12/2016
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 4,43%
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité annuelle
- Mode d'amortissement : personnalisé
- Remboursement anticipé : en fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche
 - jusqu'au 01/12/2027 : autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
 - au-delà du 01/12/2027 jusqu'au 01/12/2029 : autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

La Ville de Montpellier accorde sa garantie pour le remboursement de toute somme due en principal à hauteur de 100 %, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires.

La garantie de la Ville de Montpellier est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse Française de Financement Local, la Ville de Montpellier s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil Municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 Novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Clôture du budget annexe parking de l'Hôtel de Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville, la Ville de Montpellier a créé une régie municipale dotée de la seule autonomie financière et un budget annexe pour y retracer les écritures comptables.

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par Décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 avec effet au 1^{er} janvier 2015. Cette création s'est accompagnée d'un transfert de compétences dont celle de la gestion des parcs et aires de stationnement.

Le budget annexe Parking de l'Hôtel de Ville doit donc faire l'objet d'un transfert à Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de finaliser le transfert de ce budget annexe, il est nécessaire pour la Ville de Montpellier de clôturer le budget annexe Parking Hôtel de Ville et de transférer l'intégralité du budget et de la trésorerie à Montpellier Méditerranée Métropole.


Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Approuver la clôture du budget annexe « Parking Hôtel de Ville » ;
- Autoriser le transfert l'intégralité du budget et de la trésorerie à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint au Maire délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Convention de mise à disposition de services entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la dématérialisation des procédures marchés publics

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 41 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour les achats de fournitures de matériels informatiques et de services informatiques d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique. En outre, pour les marchés d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser de recevoir les documents transmis par voie électronique.

Montpellier Méditerranée Métropole propose à ses communes membres depuis plusieurs années une solution mutualisée de dématérialisation des procédures dans le cadre des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il s'agit aujourd'hui de renouveler la convention permettant à la commune de Montpellier de bénéficier de cette solution.

La convention proposée par la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" maintient une solution de type "portail" dématérialisé permettant de personnaliser l'accès et les modalités d'échanges d'informations et prévoit les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation.
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie.
- Maintenance et mise à jour du portail de dématérialisation.
- Paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans la commune de Montpellier.

- Assistance pour la mise en oeuvre du système de dématérialisation au sein de la commune de Montpellier. Les agents responsables des marchés publics pourront bénéficier de formations proposées par la Métropole en rapport avec la plateforme de dématérialisation.
- Archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année (31/12).

Le coût annuel de mise à disposition de cette solution s'élève à 3 884,89 € HT. La convention est conclue à compter de sa notification et jusqu'au 31 décembre 2018.

Le montant est fixé forfaitairement au prorata de la population de la commune et ce, quel que soit le nombre de procédures concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention de mise à disposition de services entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la dématérialisation des procédures de marchés publics jointe à la présente ;
- de prélever cette somme sur les crédits correspondants à la mise en œuvre de cette solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics et inscrits au budget primitif de la ville, ligne 27 174 – fonction 920 200 nature 62876 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer ladite convention telle qu'annexée.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 Novembre 2016



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES
ENTRE LA COMMUNE DE MONTPELLIER
ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE
POUR LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES DE
MARCHES PUBLICS**

Entre les soussignés :

La ville de MONTPELLIER,

représentée par son Maire, M. Philippe SAUREL, habilité à l'effet de la présente par délibération n° du Conseil Municipal en date du ,

d'une part,

et

Montpellier Méditerranée Métropole,

représentée par son Vice-Président délégué aux finances, Monsieur Max LEVITA, habilité à l'effet de la présente par délibération n° 13587 du Conseil de Métropole en date du 27 Janvier 2016,

d'autre part.

Préambule

Conformément à l'article 41 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour les achats de fournitures de matériels informatiques et de services informatiques d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique. En outre, pour les marchés d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser de recevoir les documents transmis par voie électronique.

La dématérialisation des procédures de passation des marchés publics se déroule conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de marchés publics et à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité développer une solution mutualisée de dématérialisation des procédures en partenariat avec ses collectivités membres dans le cadre des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 1^{er} : Description de la plateforme de dématérialisation.

Montpellier Méditerranée Métropole en association avec l'ensemble des communes et CCAS partenaires a développé un portail d'accès aux procédures dématérialisées.

Dans le cadre de ce portail, chaque collectivité est identifiée au sein d'une page d'accueil.

Dans le cadre de la présente convention, la commune de MONTPELLIER, à l'instar des autres partenaires, dispose de sa propre charte graphique et de ses propres messages aux entreprises.

Cette solution de type « portail » permet l'accès aux procédures dématérialisées des principaux maîtres d'ouvrages de Montpellier Méditerranée Métropole tout en permettant aux collectivités partenaires de personnaliser l'accès et les modalités d'échanges d'informations sur chacun de leurs sites.

Le portail, ainsi que l'ensemble des solutions dématérialisées qu'il regroupe est mis en œuvre sur la base d'une solution de dématérialisation paramétrée, hébergée et mise à jour par les services de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour la commune de MONTPELLIER, la solution de dématérialisation mutualisée concerne tous les marchés dont le montant est supérieur à 10 000 € HT.

Article 2 : Prestations assurées par Montpellier Méditerranée Métropole

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, Montpellier Méditerranée Métropole assure les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie.
- Maintenance et mise à jour du portail de dématérialisation.
- Paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans la commune de MONTPELLIER.
- Assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein de la commune de MONTPELLIER. Les agents responsables des marchés publics pourront bénéficier de formations proposées par Montpellier Méditerranée Métropole en rapport avec la plateforme de dématérialisation.
- Archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année (31/12). Toutes les offres à l'état « à archiver * » seront copiées sur CD ou DVD et seront supprimées de la plateforme de dématérialisation. Les CD ou DVD seront transmis à chacune des communes, lesquelles seront responsables de leurs archives.

* Chaque offre terminée devra faire l'objet de la part du responsable des marchés publics de la commune de MONTPELLIER d'un changement de statut, et celui-ci deviendra « A archiver ». Si pour différentes raisons, l'offre à l'état « terminée » n'a pas évolué à l'état « A archiver » six mois après, alors ce statut sera fixé de façon automatique.

Article 3 : Durée de la présente convention de mise à disposition

La présente convention est conclue à compter de sa notification à la commune de MONTPELLIER jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 4 : Coût

Le coût annuel de mise à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre d'une solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics pour la commune de MONTPELLIER s'élève à 3 884,89 € HT par an selon la formule suivante :

population de la Commune x coût de mise en œuvre du logiciel de dématérialisation (*)

population totale des Communes membres

(*) = 37 512,00 € H.T.

Le montant est fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures de la commune de MONTPELLIER ayant fait l'objet d'une dématérialisation.

Le montant sera versé d'un commun accord entre la Commune, Montpellier Méditerranée Métropole et le receveur de Montpellier Méditerranée Métropole sur la base d'un échancier

de paiement, après émission d'un titre de recettes par Montpellier Méditerranée Métropole correspondant au montant défini à l'article 4, éventuellement révisé.
Ce titre sera émis au plus tard 3 mois après la date anniversaire de la présente convention.

Article 5 : Révision du prix

Le coût de mise à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole sera révisé à chaque date anniversaire de la convention sur la base de la formule suivante :

$$C' = C (0,15 + 0,85 \text{ Ing/Ing0})$$

C' = coût révisé

C = coût initial

Ing = indice ingénierie à la date anniversaire de la convention

Ing0 = Indice ingénierie au mois de mars 2016.

Article 6 : Respect de la loi Informatique et Libertés – Droit de propriété intellectuelle

En conformité avec les dispositions de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le traitement automatisé des données nominatives réalisées à partir de la plateforme mutualisée de dématérialisation des marchés publics fera l'objet de la part des services de Montpellier Méditerranée Métropole d'une déclaration auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL). Cette déclaration sera transmise à chacune des communes prestataires.

Les utilisateurs de la plateforme mutualisée de dématérialisation des marchés publics sont tenus de respecter les dispositions de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dont le non-respect est passible de sanctions pénales. Ils doivent notamment s'abstenir, s'agissant des informations nominatives, de toute collecte, de toute utilisation détournée.

Article 7 : Limitation de responsabilités

Montpellier Méditerranée Métropole ne peut être tenue pour responsable d'une mauvaise utilisation de la plateforme de dématérialisation par une commune partenaire, ainsi que de toute interruption temporaire du service, incidents techniques ou en cas de force majeure.

Montpellier Méditerranée Métropole ne peut également être tenue pour responsable des dommages directs, indirects, matériels ou immatériels résultant du dysfonctionnement de la plateforme de dématérialisation.

Article 8 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à chaque date anniversaire. La demande de résiliation devra être notifiée à l'autre partie au moins 3 mois avant la date anniversaire de la convention. Dans ce cas, la partie à l'initiative de la résiliation devra verser un dédommagement égal à 50 % du coût annuel visé à l'article 4 pour chaque année ayant fait l'objet de la résiliation.

Montpellier Méditerranée Métropole se réserve la possibilité de résilier la présente convention, sans indemnité, en cas de non-paiement du montant visé à l'article 4 après 3 mises en demeure avec accusé de réception restées sans effet.

Fait à MONTPELLIER

Le

**Le Maire de la Commune
de MONTPELLIER**

Philippe SAUREL

Fait à Montpellier

Le

**Le Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Max LEVITA

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Adhésion au réseau "Clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion"

Convention de coopération entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis plusieurs années, la commande publique est reconnue comme un levier d'action pour le développement de l'insertion et de l'accès à l'emploi des personnes en difficulté sociale et professionnelle.

Ainsi, l'article 38-I de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics permet notamment à l'acheteur public de fixer, des conditions d'exécution de marché « *prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi* ».

A ce titre, les collectivités publiques ont donc la possibilité de contribuer à l'insertion de personnes en difficulté, en réservant notamment un pourcentage d'heures de travail à des personnes éloignées de l'emploi.

Le choix de l'entreprise attributaire se fait sans référence aux critères liés à l'insertion. La clause est une condition d'exécution du marché, que toute entreprise doit s'engager à respecter.

Lors du Conseil métropolitain du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de structurer une « plateforme collaborative métropolitaine clause sociale » de mise en œuvre et de suivi des clauses sociales, co-élaborée et inscrite dans le cadre du Contrat de ville.

Cette plateforme s'appuiera sur l'ensemble des prescripteurs du territoire métropolitain (Pôle emploi, Mission locale des jeunes métropolitaine, Département, communes, centres communaux d'action sociale, associations de proximité, médiateurs à l'emploi...) et des opérateurs (Structures d'Insertion par l'Activité Economique,...) dans l'objectif de proposer des solutions aux entreprises et de favoriser le dialogue et la concertation entre les acteurs.

Cette plateforme permettra :

- De mettre à disposition des maîtres d'ouvrages une expertise dédiée aux clauses sociales : appui au repérage des opérations appropriées à la clause d'exécution, conseil dans les choix des procédures, appui au calcul des heures d'insertion attendues, conseil sur la rédaction des appels d'offres, assistance permettant de répondre aux questions des entreprises sur les modalités de mise en œuvre de la clause d'exécution (sous-traitance à des SIAE, embauches directes, ...)
- D'animer un partenariat composé de l'ensemble des prescripteurs du territoire métropolitain (Service Public de l'Emploi dont la Mission Locale des Jeunes métropolitaine, Département, CCAS, associations de proximité, médiateurs à l'emploi...) et des opérateurs (Structures d'Insertion par l'Activité Economique,...) dans l'objectif de proposer des candidatures aux entreprises et de favoriser le dialogue et la concertation entre les acteurs.
- D'aller à la rencontre des entreprises attributaires pour les accompagner dans les modalités d'application de la clause et dans le recrutement de candidats.
- De créer un lieu ressource pour les entreprises répondant aux marchés publics.
- De mutualiser les heures d'insertion sur plusieurs opérations afin d'offrir des parcours d'insertion plus structurants.
- De suivre l'exécution des engagements à travers la collecte des pièces justificatives.
- D'évaluer les résultats, tenir des tableaux de bord et animer des temps de restitution

Afin d'optimiser l'application et le suivi de ces clauses d'insertion dans les marchés publics passés par la commune de Montpellier, il est proposé de s'associer à cette plateforme collaborative par la signature d'une convention de coopération.

Les engagements de la commune de Montpellier dans le cadre de cette convention sont les suivants:

- Fournir à la plateforme « clause sociale » la liste prévisionnelle des marchés susceptibles d'entrer dans le champ de la présente convention
- Désigner en son sein, une personne référente, interface avec les chargés de mission de la plateforme « clause sociale »
- Associer lesdits chargés de mission, au stade de l'avant-projet, à la réflexion sur les marchés retenus, le choix des lots à « clausurer », la rédaction de la clause et le calcul des heures
- Garantir la présence d'un chargé de mission de la plateforme « clause sociale » à la première réunion de lancement du marché.

L'adhésion à cette plate forme permettra de pérenniser et développer l'action propre engagée par la commune depuis plusieurs années, pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes éloignées de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à la plateforme collaborative de la Métropole en matière de clause sociale ;
- d'approuver à cet effet les termes de la convention annexée à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Novembre 2016



CONVENTION DE COOPERATION

- Entre** Ville de Montpellier
Sise 1 place Georges Frêche - 34267 Montpellier Cedex 02
Représenté par le Maire, Monsieur Philippe SAUREL
D'une part,
- Et** Montpellier Méditerranée Métropole,
Sise 50, Place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 02
Représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL
D'autre part,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Vu le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Préambule :

La Ville de Montpellier souhaitant affirmer sa volonté d'agir en faveur de l'emploi dans le cadre de sa commande publique, s'est fixée l'objectif de promouvoir les achats socio-responsables.

Dans ce but, la Ville de Montpellier s'engage dans un objectif de promotion de l'emploi à travers l'utilisation des clauses sociales d'insertion dans ses marchés publics.

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence emploi-insertion, a développé un dispositif d'appui à Maitrise d'Ouvrage relatif à l'application de clauses de promotion de l'emploi et de l'insertion dans les marchés publics, sous la forme d'une plateforme collaborative.

Cette plateforme métropolitaine vise, dans le sens de l'intérêt général, à assurer la bonne application de la clause sociale d'insertion. Elle permet aux entreprises, quel que soit le maître d'ouvrage, d'avoir un interlocuteur unique qui pourra mutualiser les heures d'insertion sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole dans l'objectif de créer des parcours d'insertion vers l'emploi durable.

Cette plateforme s'appuiera sur l'ensemble des prescripteurs du territoire métropolitain (Pôle emploi, MLJ3M, Département, CCAS, associations de proximité, médiateurs à l'emploi...) et des opérateurs (Structures d'Insertion par l'Activité Economique,...) dans

l'objectif de proposer des solutions aux entreprises et de favoriser le dialogue et la concertation entre les acteurs.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la convention est de fixer les règles de collaboration entre la Ville de Montpellier d'une part, et Montpellier Méditerranée Métropole d'autre part, pour la mise en œuvre des clauses de promotion de l'emploi et de l'insertion dans les marchés de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : OBJECTIF DE LA CONVENTION

A travers la mise en œuvre de la présente convention de coopération, les signataires s'engagent favoriser l'accès à l'emploi pour un public qui n'aurait pu accéder aux emplois générés par ces marchés et de renforcer leurs chances d'insertion.

Ces publics, sans que l'énumération soit limitative pourront être allocataires du RSA, allocataires des minima sociaux, API, AH, jeunes sans qualification, jeunes sans expérience, personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville, demandeurs d'emploi longue durée, au sens des publics prioritaires définis par l'Etat.

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

La Ville de Montpellier décide de s'associer à Montpellier Méditerranée Métropole à travers la plateforme collaborative « clause sociale », pour la mise en place du suivi opérationnel de la mise en œuvre des clauses de promotion de l'insertion et de l'emploi.

Afin de mener à bien cette démarche de promotion de l'insertion et de l'emploi, la mission d'appui de la Plateforme « Clause Sociale » repose sur plusieurs engagements :

- Pour le maître d'ouvrage : travailler avec les services concernés de la Ville de Montpellier au repérage des marchés, au choix des lots, à la rédaction des clauses, au choix des conditions d'exécution des marchés selon l'ordonnance relative aux marchés publics , au calcul des heures d'insertion, à la vérification des engagements des entreprises,...
- Pour les entreprises soumissionnaires : Répondre à leur questions sur les différentes modalités de réponses à la clause sociale afin qu'elles puissent construire leur offre de service.
- Pour l'entreprise attributaire :
 - o l'aider à construire son offre d'insertion susceptible d'être présentée à la maîtrise d'ouvrage en liaison avec l'ensemble des opérateurs, structures d'insertion par l'activité économique tel que les agences d'intérim d'insertion,

les groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification ,les associations d'insertion , les entreprises d'insertion,...

- ⊖ Appuyer les entreprises au recrutement des candidats : La plateforme « clause sociale » assure un soutien au repérage des candidats en lien avec les partenaires de l'emploi et de l'insertion du territoire (prescripteurs). Chaque candidature sera validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion, en lien avec le Service Public de l'Emploi.
- Suivre l'application de la clause et procéder à son évaluation régulière selon les indicateurs suivant :
 - Nombre d'heures travaillées
 - Typologie des populations bénéficiaires
 - Situation des personnes bénéficiaires en fin de marchés

ARTICLE 4 : LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

L'...(1) prend les engagements suivants :

- fournir à la Plateforme « Clause sociale » de Méditerranée Métropole la liste prévisionnelle des marchés susceptibles d'entrer dans le champ de la présente convention
- désigner en son sein, une personne référente, interface permanente avec les chargés de mission de la Plateforme « Clause sociale » de Montpellier Méditerranée Métropole
- inviter un des chargés de mission Plateforme « Clause sociale » de Montpellier Méditerranée Métropole au stade de l'avant-projet détaillé pour travailler sur la validation du marché retenu, le choix des lots, la rédaction de la clause, le calcul des heures.
- garantir la présence d'un chargé de mission de Plateforme « Clause sociale » de Montpellier Méditerranée Métropole à la première réunion de lancement de marché entre la Ville de Montpellier et l'entreprise attributaire

ARTICLE 5 : L'EVALUATION

L'Unité Emploi Insertion de Montpellier Méditerranée Métropole produit un bilan annuel reprenant les indications suivantes :

- Nombre d'heures réalisées,
- Nombre de personnes concernées,
- Typologie des bénéficiaires
- Modalité d'application de la clause (sous-traitance, mise à disposition, embauche directe)
- État de situation des personnes ayant bénéficié d'un contrat de travail via la clause sociale

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date du jour de la signature pour une durée d'1 (un) an reconductible 4 (quatre) fois par tacite reconduction. Soit une durée totale de 5 (cinq) ans

Fait à ..., le ...

Pour Montpellier Méditerranée Métropole

Pour la Ville de Montpellier

Qualité du signataire

Qualité du signataire

CACHET

CACHET

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Conventions pour la fourniture de services de communications fixes et mobiles entre la Ville et l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin d'assurer la fourniture de services de télécommunications en téléphonie fixe pour l'hôtel de ville et en téléphonie mobile, la Ville de Montpellier a lancé un appel d'offres arrivant à échéance, dont les lots concernés arrivent à terme respectivement les 5 mai et 24 février 2017 (marché n° 4D00542670). À ce jour, le parc de téléphonie mobile est constitué d'environ 750 lignes.

Après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'équipements adaptés aux besoins de la Ville.

Ainsi pour la fourniture de services de communications fixes pour l'hôtel de ville et prestations annexes, la commande sera effectuée directement auprès de l'UGAP, pour un montant estimatif de 25 000€ HT par an et pour une durée estimée à 28 mois, ceci représentant une réduction de 18% par rapport au marché actuel.

Concernant la fourniture de services de communications mobiles et prestations annexes, l'UGAP met à disposition un dossier de marché subséquent issu d'un accord cadre relatif à cette prestation. Cette mise à disposition se formalise par la signature d'une convention et le paiement de droits d'entrée d'un montant de 6 042€ HT.

Le montant estimatif pour cette fourniture de services est de 53 000€ HT par an, ce qui représenterait un écart de 45% par rapport au marché actuel, soit une économie annuelle de 44 000 € HT. La durée initiale du marché subséquent est de 24 mois, renouvelable une fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De recourir à l'UGAP pour l'achat de prestations de téléphonie fixe pour l'hôtel de ville et de téléphonie mobile.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer les deux conventions et tous documents relatifs à celles-ci.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 Novembre 2016



CADRE RESERVE A L'UGAP

Date d'arrivée du document
Original à l'UGAP (tampon) :

CONVENTION VALANT COMMANDE

N°0000163540 D'INSCRIPTION AU REPERTOIRE DES CONVENTIONS DE L'UGAP

**PORTANT CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES SERVICES DE TELEPHONIE FIXE AINSI QUE
LES PRESTATIONS ASSOCIEES ET ANNEXES**

Entre, d'une part :

MAIRIE DE MONTPELLIER

1 PLACE GEORGES FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté(e) par **Monsieur Max Lévi** agissant en qualité de **Maire Adjoint**.

Personne responsable de l'exécution de la convention : **Monsieur Frédéric FAYOLLE** en qualité de **DSI**
Téléphone : 0467347130 Télécopie : Email : frederic.fayolle@ville-montpellier.fr

Numéro SIRET : 21340172201787

Code usager UGAP : 34172003

Numéro d'EJ ou N° de commande interne ou équivalent :

En cas de modification du numéro ci-avant et afin d'éviter tout rejet de facture par le payeur, l'utilisateur veille à communiquer à l'UGAP, par tout moyen permettant de donner date certaine, tout changement de numéro EJ ou N° de commande interne ou équivalent.

Comptable assignataire des paiements : Service comptabilité de la ville de Montpellier - Madame Sylvie Abbai

1 place Georges Freche
34267 Montpellier

Téléphone : 0467347074 Télécopie : Email : dsi@ville-montpellier.fr

Ci-après dénommé(e) « l'utilisateur »,

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP), établissement public industriel et commercial de l'État régi par le décret 85 801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, ayant son siège : 1, boulevard Archimède - Champs-sur-Marne, 77444 Marne-la-Vallée Cedex 2, représenté par le président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié précité

Personne responsable de l'exécution de la commande agissant par délégation : **Guy Fournier - Directeur adjoint du réseau**

Téléphone : 01.64.73.27.76 / 21.04 Télécopie : 01.64.73.24.49

Email : telfixe@ugap.fr

Ci-après dénommée l'UGAP, d'autre part,

Le présent document type a reçu, en date du 26/05/2016 à 14h41, le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP.

Page 1 sur 6

823

PREAMBULE

- Vu l'article 26-I de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics qui prévoit qu'une centrale d'achat peut acquérir des fournitures ou des services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ou des entités adjudicatrices ;
- Vu l'article 26-II de l'ordonnance susvisée, au terme duquel les pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices, lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat soumise à ladite ordonnance, sont dispensés de leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence ;
- Vu les articles 1er 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que l'UGAP « constitue une centrale d'achat au sens du code des marchés publics et de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005... », pour le deuxième article, que « l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions du code des marchés publics applicables à l'Etat » et, pour le troisième article, que « les rapports entre l'établissement public et une collectivité ou un organisme mentionné à l'article 1er (du décret susvisé) peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement » ;
- Vu le marché n° 612 860, notifié le 18 avril 2016, ayant pour objet l'exécution de services de téléphonie fixe ainsi que les prestations associées et annexes.

[A rajouter, le cas échéant: Vu la délibération du conseil municipal, départemental, régional, ect...) n° XXX du XXXXXX autorisant la passation convention ;]

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

L'utilisateur commande à l'UGAP les services de téléphonie fixe ainsi que les prestations associées et annexes dans les conditions définies par la présente convention.

Préalablement à leur mise en service, ces prestations peuvent faire l'objet de modifications et/ou d'annulation dans les conditions prévues aux articles 4.2 et 4.3 des conditions générales d'exécution (CGE).

La rémunération de l'UGAP est fixée à 10% du prix d'achat HT des prestations payées par l'UGAP au prestataire.

Le montant estimé annuel du périmètre initial de l'utilisateur, rémunération UGAP incluse, s'élève à 60000 € HT.

Commande relative au périmètre initial

La présente convention vaut commande auprès de l'UGAP des prestations relatives au périmètre initial défini dans le bon de souscription dit « BS » Initial.

Dès réception présent document dûment signé par l'utilisateur, l'UGAP établit et transmet la commande initiale au prestataire.

Seule l'UGAP est habilitée à transmettre la commande du périmètre initial au prestataire.

La date de réception, par le prestataire, de cette commande initiale constitue la date de démarrage des délais de mise en service des prestations.

Gestion des modifications en cours d'exécution de la présente convention (évolution du périmètre)

Par la signature de la présente convention, l'UGAP donne mandat à l'utilisateur, qui l'accepte, en son nom et pour le compte de l'UGAP, représenté par la personne physique mentionnée en première page de la présente convention, à l'effet d'émettre et transmettre directement au prestataire, dans les conditions définies aux articles 4.2 et 4.3 des CGE :

- les bons de commande d'ajout et de modification de prestation(s),
- les éventuelles annulations et/ou résiliations de prestations (à l'exclusion d'une résiliation et/ou annulation de toutes les prestations du périmètre).

Ces bons de commande sont transmis par courrier électronique et/ou via l'extranet dédié à l'exécution des prestations objet des CGE.

Responsabilité et engagement

L'usager :

- est responsable des personnes habilitées à passer les commandes auprès du prestataire et en demeure totalement responsable ;
- est responsable du contenu et de l'étendue des prestations commandées directement auprès du prestataire ;
- est responsable de l'installation, du paramétrage et de la maintenance, dans le respect de l'état le plus récent des règles de l'art, de son système de téléphonie (IPBX) raccordé au réseau du prestataire. Il s'assure de la fiabilité et de la sécurité de ses propres matériels et équipements ;
- s'engage à ne pas divulguer ses codes d'accès individualisés à l'extranet du prestataire, le cas échéant. Tout usage frauduleux de ces derniers, notamment du fait de sa négligence, ne saurait être opposé à l'UGAP et au prestataire en cas de contestation lors de la facturation.

L'UGAP est dégagée de toute responsabilité à l'endroit de l'usager, au regard notamment des personnes habilitées à passer les commandes auprès du prestataire et au contenu et périmètre de ses commandes. Par l'effet du présent mandat, l'usager est engagé à l'égard du prestataire sur toute la durée des commandes.

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

Les documents contractuels régissant la présente convention sont par ordre de priorité décroissante :

- la présente convention ;
- le « bon de souscription (BS) » initial relatif aux prestations demandées par l'usager au titre du périmètre initial et le cas échéant le(s) BS additionnel(s) ;
et / ou
- l'annexe 1 : « Validation de la reconduction du précédent bon de souscription » ;
- la (les) commande(s) de l'usager au prestataire le cas échéant (dans le cadre de l'évolution du périmètre Initial) ;
- les « conditions générales d'exécution (CGE) » relatives aux modalités d'exécution des prestations mentionnées à l'article 1 ci-avant et ses annexes « Description des prestations » et « Engagements de qualité de service (SLA) » ;
- et de manière supplétive, les conditions générales de vente (CGV) de l'UGAP disponibles sur le site www.ugap.fr.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet :

- à compter de la réception par l'UGAP de l'original de la présente convention dûment complétée et signée par l'utilisateur.
- et expire au terme de l'exécution de la dernière prestation commandée du périmètre.

Etant entendu que :

- les prestations avec abonnement ont une durée minimale de un (1) an à compter de leur date de réception, à l'exception des dispositions particulières définies à l'article 4.3 des CGE ;
- Les prestations avec abonnement commandées avant la date d'échéance du marché demeurent exécutables pendant neuf (9) mois au-delà de la date de fin du marché, soit jusqu'à :

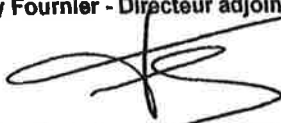
- o 17/01/2020 inclus (si aucune reconduction de marché n'est activée) ;
- o 17/07/2020 inclus (si une reconduction de 6 mois est activée) ;
- o 17/01/2021 inclus (si les deux reconductions de 6 mois chacune prévues au marché sont activées).

L'UGAP prévient en temps utile l'utilisateur de l'activation des éventuelles reconductions du marché.

A chaque reconduction du marché, la présente convention-client est reconduite tacitement.

La demande de non-reconduction de la présente convention-client doit être adressée à l'UGAP avant la date d'expiration de la période en cours d'exécution.

Le présent document a été établi en deux (2) exemplaires originaux.

Fait à	le	Fait à Champs sur Marne, le 26/09/16
<p>L'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des CGV disponibles sur ugap.fr/cgv et des CGE relatives aux conditions d'exécution des «Services de téléphonie fixe ainsi que les prestations associées et annexes» du 13/04/2016. La signature de la présente convention vaut acceptation des CGV et des CGE précitées, pleinement et sans réserve.</p> <p>Pour l'utilisateur (*) : (nom et qualité du signataire)</p>		<p>Pour l'UGAP : Pour le Président du conseil d'administration, et par délégation</p> <p>Guy Fournier - Directeur adjoint du réseau</p> 

(*) : En indiquant le nom et la qualité de la personne signataire et en apposant le cachet de l'établissement.
Lorsque la personne signataire n'est pas le représentant légal, produire le pouvoir.

La date de transmission au contrôle de légalité, le cas échéant :

ANNEXE 1 A LA CONVENTION VALANT COMMANDE

Validation de la reconduction du précédent bon de souscription

Insérer tableau récapitulatif :

Confirmez-vous la reprise du bon de souscription de votre précédente convention valant commande ?

☐ Oui ☐ Non

Et le mode de facturation actuel (concentrée / décentralisée)

☐ Oui ☐ Non

ATTENTION : Dans le cas d'une réponse négative, un nouveau BS doit être dûment complété, validé et signé entre l'usager et le prestataire préalablement à la signature de la présente convention valant commande.

CONVENTION

N° 162964 d'inscription au répertoire des conventions de l'UGAP

**Ayant pour objet :
la mise à disposition d'un dossier de marché subséquent**

**sur le fondement de l'accord-cadre ayant pour objet la fourniture de services de communications
mobiles et prestations annexes**

Entre, d'une part :

Ville de Montpellier

Adresse : 1 place Georges Freche – 34267 Montpellier cedex 2

Représenté(e) par Max Levita agissant en qualité de Maire Adjoint

Téléphone : 04 67 34 70 74

Email : dsi@ville-montpellier.fr

Code usager UGAP : 34 172 003

N° EJ :

ci-après dénommé « l'utilisateur », d'une part ;

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics

Etablissement public industriel et commercial de l'Etat créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, ayant son siège 1, boulevard Archimède – Champs-sur-Marne, 77444 Marne-la-vallée cedex 2, représenté par le président de son conseil d'administration en vertu de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 précité ;

ci-après dénommée « l'UGAP », d'autre part ;

Représentée par :

Personne responsable de l'exécution de la convention, agissant par délégation :

Le directeur du réseau territorial Mr Sébastien MAIRE

Adresse UGAP – Direction du Réseau Territorial Sud – 17 rue Paul Mesplé

BP 13651 – 31038 TOULOUSE CEDEX 1

Téléphone 05 34 31 82 95

Télécopie

Email : smaire@ugap.fr

ci-après dénommée « l'UGAP »,

ensemble, dénommées « les parties » ;

PRÉAMBULE

- Vu les articles 26-I et 26-II de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, définissant, pour le premier, les modalités d'intervention des centrales d'achat, pour le second, que les pouvoirs adjudicateurs, lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat soumise à ladite ordonnance, sont dispensés de leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence ;
- Vu les articles 1^{er}, 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que « L'Union des groupements d'achats publics est une centrale d'achat au sens de l'article 9 du code des marchés publics », pour le deuxième, que « l'établissement est soumis aux dispositions du code des marchés publics applicables à l'Etat » et, pour le troisième, que « les rapports entre l'établissement public et une collectivité [...] peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement » ;
- Vu l'accord-cadre n° 771141 ayant pour objet la fourniture de services de communications mobiles et prestations annexes, conclu par l'UGAP le 23 février 2016 avec le groupement conjoint d'opérateurs économiques SFR/Coriolis pour une durée de 48 mois avec un engagement maximum en quantité de 100 000 abonnements voix ;

Il a été convenu ce qui suit:

Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition d'un dossier de marché subséquent issu d'un accord-cadre relatif à la fourniture de services de communications mobiles et prestations annexes.

Le terme « titulaire » désigne, dans la présente convention, l'opérateur économique avec lequel l'UGAP a conclu un accord-cadre à l'issue de la procédure d'appel d'offres ouvert n° 15U009.

Le terme « usager » désigne le signataire de la présente convention.

Article 2. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée allant de la date de réception par l'UGAP, de l'original de la présente convention qui lui est destiné, signé par l'usager (sur lequel est portée le cas échéant, la date de réception par le contrôle de légalité) jusqu'à la réception par l'usager des éléments figurant à l'article 7 de la présente convention.

Le marché subséquent est conclu pour une durée ne pouvant être inférieure à vingt-quatre (24) mois, ni supérieure à quarante-huit (48) mois à compter de sa date de notification, sans pouvoir toutefois dépasser de plus d'une année la durée de l'accord cadre.

L'acte d'engagement du marché subséquent précise si le marché est reconductible. Le cas échéant, le marché peut être reconduit 1 ou 2 fois par décision expresse de l'usager.

Article 3. ETENDUE DU BESOIN EN SERVICES DE TELEPHONIE MOBILE

Le besoin de l'usager porte sur la mise à disposition d'un marché subséquent ayant pour objet la fourniture de :

- 525 lignes voix,
- 104 lignes voix + transmission de données,
- 87 lignes transmission de données,
- 34 lignes M2M (machine to machine)

Le présent document-type a reçu en date du 01/06/2016 le visa électronique du Contrôleur Général placé auprès de l'UGAP

Article 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont par ordre de priorité décroissant :

- La présente convention ;
- Et de manière supplétive, les conditions générales de vente de l'UGAP disponibles sur le site www.ugap.fr, rubrique « Conditions générales de vente ».

Article 5. MISSIONS DE L'UGAP

Pour la satisfaction des besoins exprimés ci-dessus, la mission de l'UGAP est de mettre à disposition un cadre contractuel.

L'UGAP a conclu un accord-cadre relatif à la fourniture de services de communications mobiles et prestations annexes, réalisée en France métropolitaine (Corse comprise), avec le groupement d'opérateurs de communications mobiles SFR/Coriolis.

Dans ce cadre, l'UGAP fournit les documents du marché subséquent à cet accord-cadre, dans les conditions précisées à l'article 6 ci-dessous.

Article 6. MODALITES ET DELAI DE MISE A DISPOSITION DU MARCHE SUBSEQUENT PAR L'UGAP

A compter de la réception de la présente convention signée par l'usager, l'UGAP met à disposition de l'usager, par courriel avec accusé de réception, l'ensemble des documents contractuels et opérationnels, listés à l'article 7 de la présente convention, dans un délai de 5 jours ouvrés.

Article 7. CONTENU DU DOSSIER DE MARCHE SUBSEQUENT

Le dossier de marché subséquent, transmis par l'UGAP à l'usager, est constitué de :

- Un kit « contractuel » comprenant :
 - Les pièces de l'accord-cadre
 - a. Le CCAP et ses annexes,
 - b. Le CCME,
 - c. Le CCTP,
 - d. L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes :
 - Les pièces « passation du marché subséquent »
 - a. L'acte d'engagement type du marché subséquent (non renseigné),
 - b. La lettre type d'invitation à remettre une offre,
 - c. Le guide d'aide à la passation d'un marché subséquent,
 - d. Le formulaire de migration administratif et d'ouverture de vie du marché subséquent (bon de commande types du titulaire),
- Un kit « opérationnel » comprenant :
 - 1- Le mode d'emploi collecte de mobile
 - 2- La présentation de l'offre SFR/Coriolis avec :

Le marché est soumis au CCAG-TIC Option A approuvé par arrêté du 16 septembre 2009.

Article 8. OBLIGATIONS DE L'USAGER

8.1. La signature et notification du marché subséquent

L'utilisateur renseigne et signe l'acte d'engagement fourni, notifie et exécute le marché subséquent.

L'utilisateur doit notifier son marché subséquent dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception par l'UGAP de la présente convention signée par l'utilisateur.

L'utilisateur transmet, à l'UGAP, une copie de la lettre de notification de son marché subséquent.

Si l'utilisateur ne notifie pas son marché subséquent dans le délai imparti, l'UGAP se réserve la possibilité de « remettre à disposition » les lignes objet de la présente convention. La rémunération de l'UGAP reste due à titre indemnitaire.

8.2. Echanges d'informations entre l'utilisateur et l'UGAP

Dès la notification de son marché subséquent, l'utilisateur transmet pour information à l'UGAP :

- une copie de la lettre de notification de son marché subséquent
- la date de fin du marché subséquent,
- la ou les période(s) de reconduction, le cas échéant.

A la date anniversaire de son marché subséquent, l'utilisateur s'engage à informer l'UGAP du nombre de lignes activées.

8.3. Confidentialité

L'utilisateur s'engage à ne pas divulguer, sans autorisation de l'UGAP, sous quelque forme que ce soit, des informations, renseignements ou documents relatifs à l'accord-cadre couverts par le secret professionnel et industriel.

Cette stipulation s'applique à l'encontre de tout tiers à la présente convention, y compris au titulaire de l'accord-cadre.

En cas de non-respect de cette stipulation, l'UGAP peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

8.4. Exécution du marché subséquent

L'utilisateur assure seul l'exécution du marché conclu avec le titulaire sur la base des pièces contractuelles remises.

L'utilisateur s'engage à respecter l'ensemble des dispositions lui étant applicables en vertu de la passation et de l'exécution de son marché subséquent, notamment les spécifications de l'accord-cadre.

Tous les dommages causés par la faute de l'utilisateur, y compris le préjudice commercial, la perte de bénéfice, la perte de chiffres d'affaires, la perte de commandes, la perte de clientèle, l'atteinte à l'image, sont à la charge de l'utilisateur.

8.5. Responsabilités

L'utilisateur s'engage à respecter l'ensemble des dispositions lui étant applicables en vertu de la passation et de l'exécution de son marché subséquent, notamment les spécifications de l'accord-cadre.

Tous les dommages, y compris le préjudice commercial, la perte de bénéfice, la perte de chiffres d'affaires, la perte de commandes, la perte de clientèle, l'atteinte à l'image, causés par la faute de l'utilisateur en méconnaissance des documents contractuels, sont à sa charge.

Article 9. MONTANT ET MODALITES DE LA REMUNERATION DE L'UGAP

Sous réserve de conditions tarifaires particulières figurant dans une convention de partenariat signée, le cas échéant, avec l'utilisateur, la rémunération de l'UGAP pour la mise à disposition du marché subséquent est de **6 256 euros HT**.

Les prix de facturation sont ceux en vigueur à l'UGAP à la réception de la commande.

Le paiement de la rémunération de l'UGAP est exigible à compter de la mise à disposition du dossier de marché subséquent à l'utilisateur.

Chaque paiement est effectué selon les modalités décrites à l'article 8 des conditions générales de vente de l'UGAP.

Conformément à l'article 13 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, l'utilisateur peut procéder au paiement de la rémunération de l'UGAP par le versement d'avances, sans limitation de montant, selon les modalités décrites à l'article 8 des conditions générales de vente de l'UGAP.

Article 10. MODALITES DE PAIEMENT

Le montant de la rémunération est facturé en une fois par l'UGAP lors de la mise à disposition du dossier de marché subséquent.

Le comptable assignataire des paiements dus à l'UGAP est : Sylvie Abbal

Les titres de paiement sont établis exclusivement au nom de l'agent comptable de l'UGAP. Ils rappellent les références de la demande de paiement présentée par l'UGAP.

Les virements sont effectués au compte ouvert au nom de l'agent comptable de l'UGAP, à la Recette générale des Finances de Paris, sous le numéro « 10071 75000 00001000047 36 ».

Article 11. RELATION USAGER - UGAP

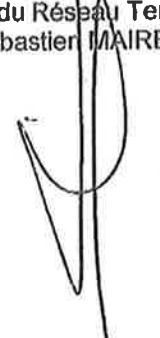
L'utilisateur et l'UGAP désignent, chacun pour ce qui le concerne, une personne chargée du suivi de l'exécution de la présente convention et destinataire des informations y afférentes.

En cas de changement de la personne chargée du suivi de l'exécution, le client en informe l'UGAP dans les plus brefs délais.

Article 12. DIFFERENDS ET LITIGES

Les différends et litiges liés à l'objet de la présente convention sont portés devant l'UGAP dans les conditions décrites à l'article 11 des conditions générales de vente de l'UGAP, disponible sur le site www.ugap.fr.

Le présent document est établi en deux (2) exemplaires originaux,

Fait à le	Fait à Champs-sur-Marne le 18/08/2016
L'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des CGV de l'UGAP. La signature de la présente convention vaut acceptation des CGV précitées, pleinement et sans réserve. Pour l'utilisateur(*) : <i>(nom et qualité du signataire)</i>	Pour le Président de l'UGAP, et par délégation Le Directeur du Réseau Territorial Sud Sébastien MAIRE 

(*) : En indiquant le nom et la qualité de la personne signataire et en apposant le cachet de l'établissement.
Lorsque la personne signataire n'est pas le représentant légal, produire le pouvoir.

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 45 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 128 949,00 €

DATES	SALLES	Organismes	Tarif salle	Tarif appliqué	Valorisation
10/11/2016	Salle Jules PAGEZY	Amicale des retraités municipaux	1 630,00	51,00	1 579,00
10/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Montpellier Cuba Solidarité	450,00	0,00	450,00
19/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Coeur Marianne	450,00	30,50	419,50
21/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Ambassade du Canada	410,00	30,50	379,50
21/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Enfance et Partage - Comité de l'Hérault	315,00	0,00	315,00
24/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Compagnie des Experts près de la Cour Administrative	315,00	30,50	284,50
25/11/2016	SALLE PETRARQUE	Amitiés France Asie	610,00	30,50	579,50
28/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	ISCRA	450,00	30,50	419,50
29/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	450,00	30,50	419,50
02/12/2016	CENTRE RABELAIS	CHRU de Montpellier	1 325,00	662,50	662,50
02/12/2016	SALON DU BELVEDERE	Epidaure	315,00	30,50	284,50
03/12/2016	Salle du Conseil Municipal	AFM Téléthon	2 190,00	0,00	2 190,00
03/12/2016	SALLE DES RENCONTRES - Hôtel	ORDRE DES AVOCATS	3 260,00	51,00	3 209,00
03/12/2016	CENTRE RABELAIS	Mouvement pour une Alternative Non-Violente	1 585,00	77,00	1 508,00
04/12/2016	SALLE DES RENCONTRES - Hôtel	Amicale des Alsaciens et Lorrains, Gens de L'Est de l'Hérault	3 260,00	102,00	3 158,00
04/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	CAES/CNRS L-R	610,00	61,00	549,00
04/12/2016	SALON DU BELVEDERE	Association Watertoren	610,00	61,00	549,00
04/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Asso des Parents et futurs parents Gays et Lesbien	4000	102	3 898,00
06/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	315,00	30,50	284,50
08/12/2016	SALON DU BELVEDERE	Association des Avocats Honoraires	315,00	30,50	284,50
08/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Banque Alimentaire de l'Hérault	2040	0	2 040,00
09/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
10/12/2016	SALLE PETRARQUE	Inner Wheel	610,00	0,00	610,00
10/12/2016	SALLE DES RENCONTRES - Hôtel	CE CHEMINOTS	3 260,00	51,00	3 209,00
10/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	CE CARSAT	315,00	30,50	284,50
10/12/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Coeur Marianne	450,00	30,50	419,50
10/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Eclaireurs et Eclaireuses de France	2040	51	1 989,00
11/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	AEPAPE 34	610,00	61,00	549,00
11/12/2016	SALLE PETRARQUE	CLICS34	1 220,00	61,00	1 159,00
11/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Scand'Oc Club	4000	102	3 898,00
13/12/2016	SALLE PETRARQUE	Centre Communautaire et Culturel Juif	610,00	305,00	305,00
15/12/2016	CENTRE RABELAIS	Association ONCODEFI	1 585,00	77,00	1 508,00
15/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Restaurants du Coeur - Relais du coeur	315,00	0,00	315,00
15/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Association des Familles de Traumatisés Crâniens LR	2040	51	1 989,00
16/12/2016	CENTRE RABELAIS	LE LAIT SUR LE FEU	1 585,00	77,00	1 508,00
16/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Calandreta Candola	315,00	157,50	157,50
17/12/2016	Salle Jules PAGEZY	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE	1 630,00	0,00	1 630,00
17/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	MOZAIK Outre-Mer	315,00	157,50	157,50
18/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association DSD	610,00	305,00	305,00
19/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	LA CARDABELLE	315,00	30,50	284,50
14 au 30/12/16	SALLE PETRARQUE	La Garriga Lengadociana	11 590,00	579,50	11 010,50
14/11/16; 6/02, 10/04, 29/5/17	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	2 440,00	122,00	2 318,00
15 et 16/12/2016 et du 13/02 au 31/03/2017 soit 37 dates	SALON DU BELVEDERE	Université du Tiers Temps	11 655,00	1 128,50	10 526,50
2 au 4/12/2016	SALLE PETRARQUE	LES ENFANTS DU SOLEIL MADAGASCAR	2 440,00	0,00	2 440,00
5 au 7 /12/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Aider - Asso Installation à Domicile des Equations Rénales	1 350,00	91,50	1 258,50
entre le 3/10 et le 24/05/2017 soit 99 dates	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	60 390,00	3 019,50	57 370,50
TOTAL =			136 910,00	7 961,00	128 949,00

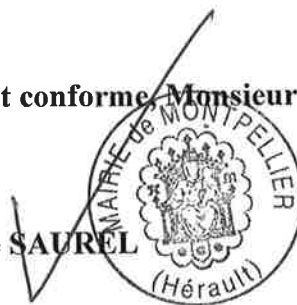
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire...

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 Novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE,

Commission consultative des services publics locaux Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créées par la loi n°2002-276 relative à la démocratie de proximité, les Commissions consultatives des services publics locaux (CCSPL) ont pour vocation de permettre aux usagers d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics.

Elles sont consultées sur certaines mesures relatives à l'organisation des services publics et émettent toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaire.

La Commission consultative des services publics locaux de la ville de Montpellier est ainsi consultée préalablement à toute délégation de service public, tout projet de création de service public, en délégation de service public ou en régie dotée de la personnalité morale de l'autonomie financière (SPIC ou SPA).

Conformément à l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales, la Commission consultative des services publics locaux est composée de :

- Un Président, le Maire ou son représentant,
- Des membres du Conseil municipal désignés sur le principe de la représentation proportionnelle,
- Des représentants des associations locales désignés par le Conseil municipal,

Les représentants actuels sont les suivants :

Représentants élus :

- Patrick RIVAS
- Jean-Marc DI RUGGIERO
- Rémi ASSIE
- Hervé MARTIN
- Alex LARUE

Associations :

- Comité de liaison des associations de personnes handicapées
- Association Consommation Logement Cadre de vie de Montpellier
- Confédération Générale du Logement
- Association Consommation Nationale du Logement

Afin d'améliorer le fonctionnement de la commission, il est proposé au Conseil municipal de désigner des membres suppléants au sein de celle-ci.

Il est également proposé de remplacer parmi les associations, la Confédération Générale du Logement, celle-ci n'existant plus à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner des membres suppléants au sein de cette instance,
- de désigner une nouvelle association afin de remplacer la Confédération Générale du Logement.

Ont été élus :

Suppléant de P. RIVAS : S. SALOMON
Suppléant de J-M DI RUGGIERO : T. RASSAT
Suppléant de R. ASSIE : N. LIZA
Suppléant de H. MARTIN : M. DELAFOSSE
Suppléant de A. LARUE : J. DOMERGUE

Association : UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS QUE CHOISIR DE MONTPELLIER - U. F. C. QUE CHOISIR dont le siège social est situé 3 rue Richelieu BP 2114 34026 Montpellier, pour remplacer la Confédération Générale

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 Novembre 2016

Règlement intérieur

Commission Consultative des Services Publics Locaux

Article 1 : La composition

Conformément à la délibération du **24 avril 2014**, la commission est composée des membres à voix délibérative suivants :

- Le Maire, Président représenté par Jean Luc COUSQUER
- 5 conseillers, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, membres titulaires :
 - Patrick RIVAS
 - Jean-Marc DI-RUGGIERO
 - Rémi ASSIE
 - Hervé MARTIN
 - Alex LARUE
- 4 associations locales, membres permanents de la commission :
 - Comité de liaison des associations des personnes handicapées
 - Association Consommation Logement Cadre de vie Montpellier
 - Confédération du logement
 - Association Nationale du Logement

Article 2 : Domaines de compétence

La commission examine chaque année, sur le rapport de son président :

- Les comptes rendus techniques et financiers (rapports annuels des délégataires) transmis chaque année avant le 1^{er} juin à la collectivité, conformément à l'article L1411-3 du CGCT ;
- Les bilans d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- Le rapport mentionné à l'article L. 1414-14 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.

La commission est également consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :

- Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;
- Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
- Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2.

Article 3 : Incompatibilité : Les membres de la commission ne peuvent :

- Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises ou régies chargées de la gestion d'un service public.
- Occuper une fonction ou assurer une prestation pour ces entreprises et régies.

Article 4 : Durée du mandat :

Les membres de la commission sont nommés pour une période ne pouvant excéder la limite de durée du mandat municipal.

En cas de démission ou de décès, il est procédé dans les plus bref délais au remplacement de la personne démissionnaire ou décédée et le nouveau membre exerce son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du conseil municipal.

Article 5 : Périodicité des séances

La commission se réunit au moins une fois par an dans le cadre de ses attributions rappelées à l'article 2. Elle peut, en outre, être réunie par son président chaque fois que celui-ci le juge utile.

Article 6 : Convocations

Toute convocation est faite par le président. Elle est adressée aux membres par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des membres, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse.

Le délai de convocation est fixé à 5 jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le président en rend compte dès l'ouverture de la séance qui se prononce sur l'urgence.

Toute convocation indique l'ordre du jour et contient tout document nécessaire à la tenue de la commission.

En cas d'urgence, le président peut inscrire tout sujet complémentaire à l'ordre du jour en début de réunion.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

Article 7 : Quorum

La commission ne délibère valablement que lorsque la majorité des membres en exercice est présente. Si après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint la commission est à nouveau convoquée. Elle délibère alors valablement sans condition de quorum.

Article 8 : Pouvoirs

Un membre de la commission empêché d'assister à une séance peut donner à un autre membre pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Article 9 : Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, la commission nomme un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Le secrétaire participe aux séances sans prendre part aux délibérations.

Article 10 : Personnes extérieures

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Article 11 : Vote

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage de voix, la voix du président est prépondérante.

Article 12 : Comptes rendus

Le compte rendu est adressé à chaque membre de la commission.

Article 13 : Rapport annuel de la commission

Les travaux de la commission donnent lieu chaque année à l'élaboration d'un rapport qui est transmis au maire et communiqué par celui-ci aux membres de la commission ainsi qu'au conseil municipal.

Article 14 : Règlement intérieur

Dès sa première réunion, la commission approuve son règlement intérieur à la majorité absolue.

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Collèges de Montpellier Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite à la réforme du Code de l'Education par le décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014, il convient de désigner un seul représentant du Conseil Municipal dans chaque Conseil d'Administration des différents collèges de Montpellier.

Collèges	Quartier	Elus
Collège Camille Claudel	CENTRE	Titulaire : Caroline NAVARRE Suppléant : Valérie BARTHAS-ORSAL
Collège Gérard Philipe	CENTRE	Titulaire : Pascal KRZYZANSKI Suppléant : Marie-Hélène SANTARELLI
Collège Clemenceau	CENTRE	Titulaire : Jérémie MALEK Suppléant : Luc ALBERNHE
Collège Joffre	CENTRE	Titulaire : Guy BARRAL Suppléant : Sauveur TORTORICI
Collège Clémence Royer	CENTRE	Titulaire : Mylène CHARDES Suppléant : Maud BODKIN

Collège Fontcarrade	CENTRE	Titulaire : Jean-Marc DI RUGGIERO Suppléant : Chantal LEVY-RAMEAU
Collège Las Cazes (Simone VEIL)	CEVENNES	Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI Suppléant : Chantal LEVY-RAMEAU
Collège Arthur Rimbaud	CEVENNES	Titulaire : Rabii YOUSSEUS Suppléant : Jean-MARC DI RUGGIERO
Collège Croix d'Argent	CROIX D'ARGENT	Titulaire : Robert COTTE Suppléant : Sophia AYACHE
Collège Marcel Pagnol	CROIX D'ARGENT	Titulaire : Robert COTTE Suppléant : Sophia AYACHE
Collège Jeu de Mail	HOPITAUX- FACULTES	Titulaire : Séverine SCUDIER Suppléant : Patrick RIVAS
Collège Escholiers de la Mosson	MOSSON	Titulaire : Rabii YOUSSEUS Suppléant : Henri de VERBIZIER
Collège Les Garrigues	MOSSON	Titulaire : Samira SALOMON Suppléant : Henri MAILLET
Collège François Rabelais (Alco)	MOSSON	Titulaire : Patrick RIVAS Suppléant : Henri de VERBIZIER
Collège Les Aiguerelles	PRES D'ARENES	Titulaire : Pascal KRZYZANSKI Suppléant : Brigitte ROUSSEL-GALIANA

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de procéder à ces désignations dans les Conseils d'Administration des collèges du territoire de la Ville de Montpellier.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 Novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Lycées professionnels, lycées généraux et autres établissements scolaires du second degré de Montpellier Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite à la réforme du Code de l'Éducation par le décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014, il convient de désigner un seul représentant du Conseil Municipal dans chaque Conseil d'Administration des différents lycées de Montpellier.

Lycée	Représentants de la Ville
Lycée Joffre	Titulaire : Michèle DRAY-FITOUSSI Suppléant : Sauveur TORTORICI
Lycée Clemenceau	Titulaire : Séverine SCUDIER Suppléant : Maud BODKIN
Lycée Mermoz	Titulaire : Sauveur TORTORICI Suppléant : Guy BARRAL

Lycée Professionnel Jules Ferry	Titulaire : Maud BODKIN Suppléant : Jean-Marc DI RUGGIERO
Ecole Régionale Enseignement Adapté	Titulaire : Jérémie MALEK Suppléant : Jean-Marc DI RUGGIERO
Lycée Jules Guesde	Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI Suppléant : Henri de VERBIZIER
Lycée Agricole Frédéric Bazille	Titulaire : Sonia KERANGUEVEN Suppléant : Patrick RIVAS
Lycée Professionnel Léonard de Vinci	Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI Suppléant : Rabii YOUSSEUS
C.F.A. Pierre de Villeneuve	Titulaire : Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : Henri de VERBIZIER
Lycée Jean Monnet	Titulaire : Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : Henri de VERBIZIER

<p align="center">Lycée Professionnel Pierre Mendès France</p>	<p align="center">Titulaire : Sauveur TORTORICI</p> <p align="center">Suppléant : Valérie BARTHAS-ORSAL</p>
<p align="center">Lycée George Frêche</p>	<p align="center">Titulaire : Michèle DRAY-FITOUSSI</p> <p align="center">Suppléant : Rémi ASSIE</p>

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à ces désignations.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 Novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Convention pour la télédéclaration et le télépaiement de la contribution de solidarité

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la rénovation de la gestion publique, une procédure de télédéclaration et de prélèvement de la contribution de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi, créée par la loi n°82-839 du 4 novembre 1982, a été mise en place.

Cette procédure a pour objet la dématérialisation complète des opérations de déclaration et se traduit par la mise en œuvre du service gratuit du prélèvement comme mode de règlement de la contribution de solidarité.

L'utilisation de ce site est conditionnée par la signature d'une convention tripartite entre la Ville de Montpellier, le représentant du Fonds de Solidarité et le comptable public, pour la télédéclaration et le télépaiement de ladite contribution.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le projet de convention ci-joint en annexe et fixant les modalités d'application.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Convention pour la télédéclaration et le télépaiement de la contribution de solidarité

Préambule

Dans le cadre de la rénovation de la gestion publique, une procédure de télédéclaration et de prélèvement de la contribution de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi, créée par la loi n° 82-839 du 4 novembre 1982, a été mise en place.

Cette procédure a pour objet la dématérialisation complète des opérations de déclaration, et se traduit par la mise en œuvre du prélèvement comme mode de règlement de la contribution de solidarité.

Cette procédure concerne :

- les collectivités locales et établissements publics locaux et les établissements de santé, dans le cadre de la lettre circulaire DGFIP n° LC 2008/11/7142 du 30 décembre 2008, complétée par les lettres circulaires n° 2010/04/14918 et n° 2012/05/3859 du 30 mai 2012 relatives au règlement par prélèvement automatique des dépenses des collectivités et établissements publics locaux et par la note DGFIP n° 2012-08-8602 du 19/03/2013 relative à la procédure de télé-déclaration et de paiement par prélèvement de la contribution de solidarité dans le secteur public local.
- les établissements publics nationaux, dans le cadre fixé par l'instruction DGFIP n° 10-003-M9 du 29 janvier 2010 relative à la modernisation des procédures de dépenses.

Ce service gratuit et sécurisé permet aux utilisateurs :

- de procéder aux déclarations de la contribution de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi;
- de donner les accords de règlement par prélèvement correspondants ;
- de recevoir des alertes et des courriels permettant d'assurer le suivi des opérations ;
- d'accéder en consultation aux opérations en instance (déclarations, régularisations, règlements...) et aux historiques ;
- de recevoir des informations du Fonds de solidarité par courriel dans la boîte aux lettres électronique de leur choix.

Ce service est accessible en permanence via <https://www.telefds.fr>. La procédure d'inscription concerne à la fois l'ordonnateur déclarant et le comptable public dont il dépend.

Les utilisateurs adhèrent pour la totalité de ce service et n'effectuent plus de déclaration sur papier à compter de leur adhésion. Les comptables des collectivités locales qui adhéreront à Téléfds en informeront leur direction départementale ou régionale des finances publiques.

Convention entre :

La collectivité ou l'établissement ou le GIP, dénommé(e) le déclarant, représenté(e) par

Le Fonds de solidarité, représenté par son directeur,

Le comptable public Mme B. Blonier

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'établissement de la télédéclaration et du prélèvement de la contribution de solidarité par prélèvement sur le compte indiqué par le comptable de la collectivité ou de l'établissement.

Article 2 : Identification des utilisateurs

Le déclarant d'une part, puis le comptable désigné par le déclarant d'autre part, s'inscrivent au service de téléprocédure.

Le Fonds de solidarité délivre à chacun d'eux un numéro d'inscription de huit chiffres. Chacun de ces utilisateurs choisit un code d'accès au service, composé d'au moins six caractères, et est responsable de sa confidentialité. Ce code peut être modifié par les utilisateurs. En cas d'oubli, un courriel comportant ce code est adressé à l'utilisateur concerné.

Article 3 : Mise en place du prélèvement

Le site telefds établit un mandat de prélèvement complété automatiquement lors de la saisie des coordonnées bancaires de l'IBAN-BIC, et sur lequel figureront les éléments suivants :

- l'identifiant ICS (Identifiant Créancier SEPA) du Fonds de solidarité (FR84ZZZ506196)
- la Référence Unique de Mandat (RUM) des opérations pour chacun des déclarants rattachés.

Ce mandat de prélèvement devra être signé par le comptable et envoyé sur la boîte électronique prévue à cet effet (mandat-fds@jouve-hdl.com), selon la procédure indiquée sur le site.

Après accomplissement de ces formalités, le Fonds de solidarité peut opérer des prélèvements sur le compte désigné par le comptable public, pour chaque télé-déclaration validée par l'ordonnateur et visée par le comptable.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'établissement de la télédéclaration et du prélèvement de la contribution de solidarité par prélèvement sur le compte indiqué par le comptable de la collectivité ou de l'établissement.

Article 2 : Identification des utilisateurs

Le déclarant d'une part, puis le comptable désigné par le déclarant d'autre part, s'inscrivent au service de téléprocédure.

Le Fonds de solidarité délivre à chacun d'eux un numéro d'inscription de huit chiffres. Chacun de ces utilisateurs choisit un code d'accès au service, composé d'au moins six caractères, et est responsable de sa confidentialité. Ce code peut être modifié par les utilisateurs. En cas d'oubli, un courriel comportant ce code est adressé à l'utilisateur concerné.

Article 3 : Mise en place du prélèvement

Le site telefds établit un mandat de prélèvement complété automatiquement lors de la saisie des coordonnées bancaires de l'IBAN-BIC, et sur lequel figureront les éléments suivants :

- l'identifiant ICS (Identifiant Créancier SEPA) du Fonds de solidarité (FR84ZZZ506196)
- la Référence Unique de Mandat (RUM) des opérations pour chacun des déclarants rattachés.

Ce mandat de prélèvement devra être signé par le comptable et envoyé sur la boîte électronique prévue à cet effet (mandat-fds@jouve-hdi.com), selon la procédure indiquée sur le site.

Après accomplissement de ces formalités, le Fonds de solidarité peut opérer des prélèvements sur le compte désigné par le comptable public, pour chaque télé-déclaration validée par l'ordonnateur et visée par le comptable.

Article 4 : Conditions spécifiques à la télédéclaration

Un menu pour télédéclarer est mis à la disposition des utilisateurs qui devront établir et compléter la déclaration pour chaque période d'exigibilité de la contribution et ce, selon leur périodicité de versement mensuelle ou trimestrielle.

Si aucune rémunération n'est versée, l'ordonnateur doit cependant effectuer la déclaration en mentionnant une masse salariale soumise nulle.

La modification des données saisies pour la télédéclaration demeure possible jusqu'à la date d'exigibilité indiquée par le calendrier des dates d'échéances publiques affiché sur le site et établi conformément aux dispositions législatives en vigueur.

En cas de dépassement de cette date limite, une majoration de retard est émise conformément à l'article L 5423-28 du code du Travail.

A l'issue de chaque opération de télédéclaration, un courriel valant accusé de réception sera adressé à l'utilisateur.

La conception du système garantit l'intégrité des données ainsi que leur fiabilité. Les enregistrements électroniques font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 5 : La réalisation des prélèvements (périodicité, montant, contestation)

Les prélèvements de la contribution de solidarité seront effectués en fonction du calendrier des échéances, établi conformément aux dispositions législatives en vigueur, pour les montants préalablement validés par le déclarant et visés par le comptable conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Si, pour des raisons techniques, les dates de prélèvement prévues à l'échéancier doivent être retardées par le Fonds de solidarité, celui-ci doit, quelques jours avant la mise en circulation du fichier de prélèvement, informer les utilisateurs de la nouvelle date de prélèvement.

Les majorations de retard émises conformément à l'article L 5423-28 du code du Travail sont prélevées à la plus proche date prévue sur cet échéancier après validation par l'ordonnateur et visa du comptable, dans les mêmes conditions que la contribution.

Aucun prélèvement ne peut donc être effectué sans que son montant ait recueilli l'accord préalable de l'ordonnateur et du comptable.

En tout état de cause, le comptable dispose toujours, après la réalisation du prélèvement sur son compte BDF ou son compte IEDOM, ou son compte DFT, de la faculté de rejeter l'opération au titre de l'un des motifs prévus par la réglementation interbancaire ou prévus au contrat de prélèvement

Article 6 : Définition de la référence du prélèvement

Les normes techniques sont celles du prélèvement SEPA.

Article 7 : Obligations de l'ordonnateur et du comptable

La validation par le déclarant, via la procédure de télédéclaration, de la déclaration de la contribution de solidarité ou de la majoration précitée autorise le comptable à payer cette dépense, suivant les termes de cette convention.

La procédure de télédéclaration et de prélèvement de la contribution de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi ne remet pas en cause l'émission d'un mandat par l'ordonnateur qu'il continue de transmettre au comptable, pour règlement de cette dépense dans les conditions de la convention.

Article 8 : Indisponibilité du service

En cas d'indisponibilité du service, ou en cas de non-enregistrement des informations saisies, l'ordonnateur devra effectuer de nouvelles tentatives, ou prendre contact avec le Fonds de solidarité, pour obtenir confirmation des voies et moyens exceptionnels à mettre en œuvre pour accomplir ses obligations pour la date d'exigibilité.


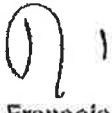
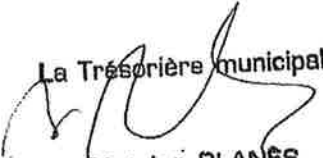
Article 9 : Dénonciation de la convention

La présente convention est à conserver par l'ordonnateur et par le comptable.

La résiliation s'effectue sur le site telefds avec préavis d'un mois de la part du comptable ou de l'ordonnateur :

- si l'ordonnateur n'est plus assujéti à la contribution de solidarité (cessation d'activité, disparition en tant que personne morale, absence définitive d'employé assujéti) ;
- en cas de changement de statut conduisant l'organisme à ne plus être doté d'un comptable public,
- en cas de non-exécution par le Fonds de solidarité de ses obligations.

La dénonciation de la présente convention entraîne la suppression des mandats de prélèvements correspondants.

Le Fonds de solidarité	L'ordonnateur,	Le comptable public
 Le Directeur,  Jean-François ROBINET		 La Trésorière municipale Béatrice BLANES

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Modification des modalités de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du COSC

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La délibération n°2015 / 334 du 23 juillet 2015 a modifié les modalités de mise à disposition de trois agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles de la Ville et du CCAS de Montpellier : trois agents titulaires de catégorie C à temps complet relevant du cadre d'emplois des Adjointes Administratifs territoriaux.

A compter du 1^{er} janvier 2017, il est proposé de modifier par avenant la convention de mise à disposition afin de substituer à la mise à disposition d'un agent de catégorie C du cadre d'emplois des Adjointes administratifs, la mise à disposition d'un agent de catégorie B relevant du cadre d'emplois des Rédacteurs.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un agent de catégorie B à temps complet en remplacement d'un des trois agents de catégorie C prévus par la délibération du 23 juillet 2015 ;
- d'appliquer le principe de remboursement des salaires versés à l'agent mis à disposition ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire ou Monsieur Le Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines à signer l'avenant à la convention relative à cette mise à disposition ;
- d'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



AVENANT A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

- **VU** le Code Général des collectivités territoriales,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et plus particulièrement les articles 61 à 63,
- **VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°2014/189 du 22 mai 2014 relative à la mise à disposition d'agents auprès du COSC,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 23 juillet 2015 relative à la modification des modalités de mise à disposition d'agents auprès du COSC,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 15 décembre 2016 relative à la modification des modalités de mise à disposition d'agents auprès du COSC,
- **VU** la convention de mise à disposition du 12 juin 2014 relative à la mise à disposition de trois agents de la Ville auprès du COSC,
- **VU** l'avenant à la convention de mise à disposition d'août 2015 de trois agents de la Ville auprès du COSC,

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE

ENTRE

La Ville de Montpellier, représentée par son maire, d'une part,

ET

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles, représenté par son Président d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

A compter du 1^{er} janvier 2017 et jusqu'au 22 mai 2017 inclus, la Ville de Montpellier met à la disposition du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles :

- Un agent titulaire à temps complet de catégorie B du cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux ;
- Deux agents titulaires à temps complet de catégorie C du cadre d'emplois des Adjoints Administratifs,

Les autres articles de la convention de mise à disposition du 12 juin 2014 restent inchangés.

Article 2 : JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,
Le Maire,

Pour le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles,
Le Président,

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2016/0322	Attribution du marché à bons de commande n° 6D0029 sans minimum ni maximum sur une durée initiale de 12 mois aux sociétés suivantes - Lot n° 1 : Gardiennage de sites attribué à Surveillance Montpelliéraine Sécurité Privée - Lot n° 2 : Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations attribué à N Sécurité.
2016/0326	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BONNET Marie Pierre.
2016/0329	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Abdelkader AMEUR.
2016/0330	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DERENNES Philippe (APPEL).
2016/0331	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MORTAGNE Brigitte.
2016/0336	Avenant au marché n° 4C00401020 "Achat d'un logiciel métier de la petite enfance et maintenance" : à la suite de l'attribution du marché et de l'audit préparatoire, entre la Ville et le prestataire TECHNOCARTE, il a finalement été décidé de ne pas équiper les Relais d'Assistants Maternels (RAM) d'une licence applicative dédiée mais de conserver l'outil informatique actuel venant en moins-value au marché.
2016/0339	Attribution du marché 6D0006 « Etudes programmatiques "espace public" sur le territoire de Montpellier Grand Cœur », en amont des réalisations de compétences métropolitaines, à l'équipe composée de C. Fayel architecte-urbaniste, M. Richier paysagiste, Lieux Dits sociologues et SERI bureau d'études techniques. Marché d'un an reconductible trois fois pour un montant mini de 2500€ HT et un montant maximum de 80000€ HT.
2016/0340	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHEVALLIER Denis.
2016/0341	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI PVA (APPEL).
2016/0342	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ORTUNO.
2016/0343	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SACUTO.
2016/0344	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GAYET Matthieu.
2016/0345	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CELHAY Katia.

2016/0346	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BIACHE Suzanne et Louis (RS).
2016/0348	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché " Prestations de service Traiteurs pour les Services de la Ville de Montpellier (N° 5D0048)". Pour le lot n°1 (Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations de 1 à 200 personnes) aux sociétés LM Traiteur, La Table de Cana, Arts et Saveurs, La Bulle Bleue, HUSSER, Traiteur PLEIADE, pour un montant total annuel estimé de 100 000 € HT, pour le lot n°2 (Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations pour 201 personnes et plus) aux sociétés La Table de Cana, LM Traiteur, Arts et Saveurs, HUSSER pour un montant total annuel estimé de 100 000 € HT, pour le lot n°3 (Prestations de préparation de Plateaux-repas froids ou chauds et Pizzas pour 4 à 1.000 personnes) aux sociétés CABIRON, Brasserie le M, La Table de Cana pour un montant total annuel estimé de 50 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant de la notification du marché jusqu'au 31/12/2017 par la Ville de Montpellier et du 01 janvier au 31 décembre 2017 pour Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2018 - 2019 - 2020).
2016/0349	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Marguerite CLEMENTE.
2016/0350	La Ville de Montpellier décide de céder et réformer des véhicules (Direction Energie et Moyens Techniques, Servie Parc Auto), des matériels (Direction Règlement Tranquillité Publique, Service des Ressources Communes), des matériels (Direction Jeunesse Sports Emploi et Logement, Service des Sports) des matériels (Direction Energie et Moyens Techniques, Service Achats et Production Graphique), des matériels (Parc de Lunaret, Service Technique), des mobiliers (Direction Proximité Citoyenneté, Service des Maisons Pour Tous).
2016/0351	Attribution du marché public n° 6C0014 "Direction artistique et production de la programmation artistique de la ZAT" à Lieux Publics, 225 avenue des Aygalades, 13015 Marseille pour un montant de 133 350 € HT pour une durée de 12 mois.
2016/0352	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. et Mme LAMBERT.
2016/0353	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE REFORMEE DE FRANCE.
2016/0354	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL LE MUSTANG.
2016/0355	La Fondation 30 Millions d'Amis souhaite faire don à la Ville de 20 abris à chats afin de sédentariser la population féline dans le but de compléter les actions de régulation et de stérilisation des chats libres. La valeur estimée pour l'ensemble des biens donnés est de 22 348 euros T.T.C.
2016/0356	Convention Ville / Association Languedocienne Pour la Jeunesse pour la mise à disposition de locaux situés 300 avenue de Barcelone destinés à l'usage de la micro-crèche "Les Fabulettes" pour l'accueil des enfants de 0 à 4 ans, du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021, moyennant une redevance annuelle de 7 200 €.
2016/0357	Attribution d'un marché à procédure adaptée n° 6B0123 selon un accord cadre à bons de commande concernant le dispositif de médiation sociale et urbaine de règlement des conflits de voisinage à l'Association de Médiation Pénale Montpelliéraine sise 34070 Montpellier pour un montant maximum de 18 500,00 Euros H.T. sur une durée de 24 mois.
2016/0358	Attribution du marché n° 6B0078 "Travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs" à l'entreprise DEBART, dans le cadre d'un marché à bons de commande de 74 000 € HT maximum, pour une durée d'un an.
2016/0359	Renouvellement de la cotisation de 2000 € en 2016 à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (somme inscrite au budget 2016).
2016/0360	Exercice du droit de priorité – Propriété de l'Etat - Parcelle KW n°143 - Ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve.

2016/0361	Attribution du marché n° 5D0072 "Maintenance et nettoyage des toitures et des chenaux des bâtiments communaux" à la société Languedoc Toitures, sans montant minimum ni maximum, conclu pour une durée initiale d'un an, qui peut être reconduite par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
2016/0362	Dans le cadre de la construction du groupe scolaire Port Marianne, il y a lieu de réaliser une mission de programmation. En conséquence, un marché à procédure adaptée, d'une durée de 14 mois, à compter de la notification, a été lancé sous la référence 6B0122. Il ressort du rapport d'analyse des offres que le groupement SCET/ALAYRAC, ayant pour mandataire la société SCET, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 21 400 € H.T.
2016/0363	Il est décidé la conclusion d'un mandat avec la SA3M de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente. Le mandat est conclu pour un an à compter du 7 novembre 2016. Il est renouvelable annuellement jusqu'au 19 février 2022. La rémunération du mandataire est établie comme suit et les prix seront révisés annuellement : - Ensemble des locaux de la Mairie A + Annexes techniques + Parking extérieur : 30 500 € HT - Salle polyvalente + Annexes : 3 400 € HT.
2016/0364	Attribution du marché à bons de commande n° 6D0029 sans minimum ni maximum aux sociétés suivantes - Lot n° 1 : Gardiennage de sites : Surveillance Montpelliéraine Sécurité Privée sise 34080 Montpellier et Lot n° 2 : Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations : N Sécurité sise 34171 Castelnau Le Lez sur une durée initiale de 12 mois
2016/0365	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL RRT 34.
2016/0366	Attribution du marché n° 6D0007 " Achat de mobilier scolaire pour les Services de la Ville de Montpellier" pour le lot n°1 (mobilier scolaire pour les maternelles) à la société DELAGRAVE pour un montant total annuel estimé de 200 000 € HT, pour le lot n°2 (mobilier scolaire pour les élémentaires) à la société DELAGRAVE pour un montant total annuel estimé de 200 000 € HT, pour le lot n°3 (Achat de tableaux) à la société ASB 34 pour un montant total annuel estimé de 20 000 € HT, pour le lot n°4 (mobilier de restauration) à la société DELAGRAVE pour un montant total annuel estimé de 30 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant de un an à compter de sa notification, pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2018 - 2019 - 2020).
2016/0367	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Isabelle DANCE.
2016/0368	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes des Archives municipales, il est nécessaire d'ouvrir un compte de dépôt de fonds, de modifier les recettes autorisées et ajouter le virement bancaire aux modes de recouvrements.
2016/0369	Attribution du marché n° 6B0129 "Travaux d'installation des Hivernales et d'entretien du patrimoine électrique extérieur" à la société CITEOS pour un montant maximum de de 89 000 € HT; Le marché durera de la notification au 31 mars 2017.
2016/0370	Attribution du marché 6C0030 portant sur le projet de communication événementielle Miss France 2017 à Arena Montpellier à la société Midimédia pour un montant de 97 394 € HT.
2016/0373	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame CATALOGNAS.
2016/0374	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Alain NICOLAS.
2016/0375	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DEVERT.
2016/0376	Attribution de l'accord-cadre n° 6B0114 ayant pour objet de missionner un prestataire pour l'accompagner dans la définition d'une stratégie pour le déploiement d'un processus BIM à la société BIM IN MOTION, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 85 000 € H.T, pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification.
2016/0377	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUNAIM AURAND.
2016/0378	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts dans l'affaire Ville/Guy RATTO.

2016/0379	Attribution du marché à procédure adaptée n° 6B0125 concernant la mise en lieu de dépôt des animaux placés par le Maire de la Ville de Montpellier au Centre Canin du Pilier des Masques sis 34400 Saint Christol selon un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 85 000,00 Euros H.T. sur une durée de 48 mois.
2016/0393	Il s'agit de confier à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) une mission de conduite d'études techniques ((programmation urbaine, études paysagère, VRD, hydraulique, circulation) en vue du réaménagement du secteur Croix d'une superficie d'env. 25 ha (montant estimé des études : 285 000 € HT, montant forfaitaire d'honoraires : 90 000 € HT).
2016/0380	Attribution du marché n° 6C0024 passé selon une procédure adaptée et concernant le lot n° 1 : Actions de soutien d'urgence aux populations sinistrées et d'encadrement des bénévoles à la Croix Rouge Française sise 34790 Grabels selon un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 160 000,00 Euros H.T. sur une durée de 48 mois.
2016/0381	Accord-cadre n° 6D0013 "Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie de sites" Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conclu pour un an renouvelable trois fois. Il est décidé d'attribuer les lots de la manière suivante : 1 - Maisons pour Tous : SUD SERVICE 2 - Equipements sportifs : DERICHEBOURG PROPTE 3 - Mairies annexes, bureaux, postes de police, divers : SUD SERVICE 4 - GS Croix d'Argent - Cévennes sud : CLEANING BIO 5 - GS Haut de Massane - Hôpitaux facs : CLEANING BIO 6 - GS Cévennes nord - Mosson : CLEANING BIO 7 - GS Centre est - Centre nord : CLEANING BIO
2016/0382	Marché public n°6B0153 "Contrat de cession du spectacle Ubu roi au théâtre Jean Vilar" pour un montant de 20 017.10 € HT attribué à la Compagnie des Dramaticules.
2016/0383	Marché n° 6B0115 : dans le cadre des études relatives au PLUi, il est proposé de confier une étude urbaine "Axes Majeurs Avenue de Palavas et avenue de la Justice de Castelnau" au bureau d'études Tribeca pour un montant de 20 925 € HT.
2016/0384	Marché public n°6C0007 "Conception, réalisation, livraison et installation d'une statue en hommage au musicien Manitas de Plata" attribué à l'atelier Jean-Loup Bouvier pour un montant de 105 820.00 € HT.
2016/0385	Contrat de location de l'Arena et du hall A2 du Parc des Expositions de Montpellier et gestion de la billetterie de la manifestation auprès de Montpellier Events dans le cadre de l'élection nationale Miss France 2017 pour un montant de 391 354.95 € HT.
2016/0386	Convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne à la société Razel-Bec le 16.11.2016.
2016/0387	Théâtre Jean Vilar : autorisation de dépôt de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales.
2016/0388	Avenant au marché n° 6B0017 "Numérisation et indexation des registres de délibérations et arrêtés du Conseil municipal de 1791 à 1896" afin d'en modifier les délais d'exécution. Cet avenant ne modifie ni la durée globale du marché ni son montant.
2016/0389	La Ville décide d'adopter l'avenant de régularisation exercice 2015 relatif au contrat expositions fixant le montant de la prime en régularisation pour l'exercice 2015 à 4673,02 €.
2016/0390	Exercice du droit de préemption sur la propriété de Monsieur TOURRIER Philippe située 49 rue de la Cavalerie, cadastrée CD 177 au prix de 250 000 € plus 13 441 € de commission d'agence.
2016/0391	Marché (6B0072) "Entretien du vignoble du Mas Nougier" attribué à l'ESAT les Compagnons de Maguelone pour un montant minimum de 0 et un montant maximum de 85 000 € HT.
2016/0394	Exercice du droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de la Société BARKINGDEDD, situé 22 rue Diderot, cadastré section HV 146, pour un montant de 90.000 €.
2016/0393	Il s'agit de confier à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) une mission de conduite d'études techniques ((programmation urbaine, études paysagère, VRD, hydraulique, circulation) en vue du réaménagement du secteur Croix d'une superficie d'env. 25 ha (montant estimé des études : 285 000 € HT, montant forfaitaire d'honoraires : 90 000 € HT).
2016/0395	Exercice du droit de préemption sur la propriété de M. Philippe TOURRIER située 5 impasse du Chapeau Rouge, cadastrée HO 86 au prix de 680 000 €, plus 36 559 € de commission d'agence.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉCISIONS ET ANNEXES

**Attribution du marché n° 6D0029 passé selon une
procédure adaptée ouverte**
Lot n° 1 : Gardiennage de sites
Lot n° 2 : Surveillance d'expositions et
accompagnement de manifestations
Autorisation à signer le Marché

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R en date du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un marché à bons de commande portant sur chacun des deux lots suivants :
Lot n° 1 : Gardiennage de sites
Lot n° 2 : Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations ;
 - Qu'à la suite d'une consultation en date du 21 juin 2016 selon une procédure adaptée ouverte immatriculée 6D0029, conformément à l'article 28 du décret n° 2016 – 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - Que les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum, passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres, et sera conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Ce marché pourra faire l'objet de 3 reconductions tacites possibles par périodes successives d'un an.
 - Que le montant estimé pour la durée initiale de chaque lot sur 1 an est le suivant :
Lot n° 1 : 250 000,00 Euros H.T.
Lot n° 2 : 350 000,00 Euros H.T.
Estimation globale sur la durée totale des 2 marchés sur 4 ans : 2 400 000,00 Euros H.T.
 - Que la Commission d'Appel d'Offres, en date du 20 septembre 2016 a décidé d'attribuer les deux lots aux sociétés ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %
- Lot n° 1 - Gardiennage de sites :
SURVEILLANCE MONTPELLIERAINE SECURITE PRIVEE sise La Fontaine aux Roses 531 Rue André Le Nôtre – 34080 Montpellier
- Lot n° 2 – Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations :
N SECURITE sise Parc d'Activités La Garrigue – B.P 21 – 34171 Castelnau Le Lez

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés à bons de commande sans minimum ni maximum selon les deux lots aux sociétés suivantes :
Lot n° 1 - Gardiennage de sites :
SURVEILLANCE MONTPELLIERAINE SECURITE PRIVEE
Lot n° 2 – Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations :
N SECURITE
sur une durée initiale de 12 mois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer les marchés avec les sociétés retenues par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 20.6.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 24.6.2016
Notifiée le :

Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ BONNET Marie
Pierre**
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172
15V0227**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

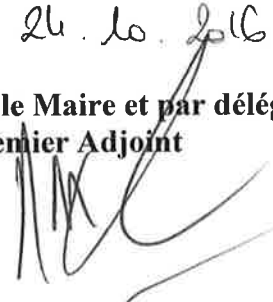
- Que par un arrêté du 02/11/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SA URBIS REALISATIONS, visant à effectuer la construction de 30 logements, 1166 avenue du Professeur Louis Ravas ;
- Que Mme BONNET Marie Pierre a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/03/2016 sous le n° 1601582-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 . 10 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 27 . 10 . 2016
Notifiée le :

CONTENTIEUX

Monsieur Abdelkader AMEUR Appel contre jugement du 1er juillet 2016

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le Tribunal Administratif a annulé la décision du 16 avril 2014 concernant la reprise à mi-temps thérapeutique de Monsieur AMEUR ;
- Que la commune souhaite interjetter appel dans ce dossier.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 10 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 27 . 10 . 2016
Notifiée le :



Contentieux
COMMUNE DE MONTPELLIER c/ DERENNES
Philippe (APPEL)
Appel de M. DERENNES Philippe contre le jugement
du Tribunal Administratif de Montpellier du
08/07/2016

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un jugement du 08/07/2016, référencé n°1402777, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête présentée par M. DERENNES Philippe, visant à obtenir l'annulation de l'arrêté portant refus de permis de construire n ° PC 34172 13V0231 et du procès-verbal d'infraction n° PE 34172 13V0109 ;
- Que M. DERENNES Philippe a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 01/09/2016, par le dépôt d'une requête référencée 16MA03541 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 24.10.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 24.10.2016
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ MORTAGNE
Brigitte
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté
d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 15
01031

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 07/03/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de M. MORTAGNE Pascal, visant à procéder à la pose de brise-vues et à la réfection d'une terrasse pergola, 1180 rue des Bouisses ;
- Que Mme MORTAGNE Brigitte a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 30/06/2016 sous le n°1603411-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.10.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 27.10.2016
Notifiée le :

**Avenant au marché n°4C00401020 passé selon une
procédure adaptée pour l'achat d'un logiciel de gestion
de la petite enfance et maintenance**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2070/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, Adjointe au Maire déléguée ;

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à l'attribution d'un avenant au marché 4C00401020, d'un montant maximum de commande de 176 000€ HT pour la période initiale et de 12 000€ HT pour chaque reconduction, relatif à l'achat d'un logiciel métier de la petite enfance et de sa maintenance pour permettre la gestion informatisée des établissements d'accueil du jeune enfant ;
- Qu'à la suite de l'attribution du marché et de l'audit préparatoire, entre la ville et le prestataire TECHNOCARTE, il a finalement été décidé de ne pas équiper les Relais d'Assistants Maternels (RAM) d'une licence applicative dédiée mais de conserver l'outil informatique actuel ;
- Qu'à la suite de la transmission d'un devis modificatif du BPU, par l'entreprise attributaire TECHNOCARTE, il convient de modifier les prix unitaires du BPU en les réduisant du montant affecté au module RAM :
 - Le prix du logiciel Petite Enfance initialement chiffré à 21 250€ HT est porté à 19 250€ HT.
 - Le prix de la reprise des données Gram initialement chiffré à 1 078€ HT est porté à 0€ HT
 - Le prix du paramétrage initialement chiffré à 22 092€ HT est porté à 21 042€ HT
 - Le prix de la documentation initialement chiffré à 5 600€ HT est porté à 5 040€ HT.

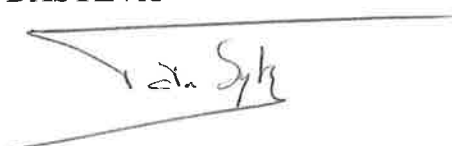
Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant au marché n° 4C00401020 « Achat d'un logiciel de gestion de la petite enfance et maintenance »,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer l'avenant précité et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 18.10.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Titina DASYLVA**

Publiée le : 20.10.2016
Notifiée le :



AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : TECHNOCARTE
Z.A LAVALDUC
370 Allée Charles Lavéran
13270 FOS SUR MER

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Achat d'un logiciel de gestion de la petite enfance et maintenance

N° du marché : 4C00401020

Notifié le : 26/08/2015

Montant initial du marché :

Montant HT : 200 000Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :...../...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la modification des prestations du contrat pour le motif suivant :

Modification des besoins par l'abandon de la livraison du module de gestion des Relais d'Assistants Maternels (RAM) :

les principaux postes du marché consistaient en l'achat et la mise en place d'un logiciel de gestion de la petite enfance, dont la part la plus importante concernait la gestion de la présence des enfants et des personnels dans les EAJE (Etablissements d'Accueil de Jeunes Enfants) de la Ville.

Mais il était également prévu, de manière accessoire, la fourniture, par le prestataire, d'une licence applicative dédiée aux Relais d'Assistants Maternels (R.A.M) permettant le suivi des contacts, la recherche des assistantes maternelles disponibles par quartier et par agrément, la gestion des activités, les statistiques CAF sur le suivi de l'activité de chaque R.A.M.

Cependant, lors de l'audit préparatoire entre la ville et le prestataire TECHNOCARTE, pour permettre la mise en œuvre de l'installation des solutions logicielles, il est finalement apparu que la solution proposée,

en ce qui concerne la gestion des RAM, impliquait, en interne à la Ville, une gestion au quotidien trop contraignante pour les services. Il a donc été décidé, de conserver l'outil informatique actuel utilisé par les R.A.M.

Par conséquent, il convient de modifier les prix unitaires du BPU relatifs au logiciel, à la reprise des données, au paramétrage et à la documentation, en les réduisant du montant affecté au module RAM.

ARTICLE 2

Le Bordereau des prix unitaires est modifié :

- Le Prix du logiciel Petite Enfance initialement chiffré à 21 250€ HT est porté à 19 250€ HT.
- Le prix de la reprise des données Gram initialement chiffré à 1 078€ HT est porté à 0€ HT
- Le prix du paramétrage initialement chiffré à 22 092€ HT est porté à 21 042€ HT
- Le prix de la documentation initialement chiffré à 5 600€ HT est porté à 5 040€ HT.

Le montant maximum du marché reste inchangé.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

La durée du marché reste inchangée.

D. Signatures des parties

A le

L'entrepreneur,

Le Directeur Général Adjoint des Services

Jean Paul DAYRE

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

MONTPELLIER GRAND COEUR
Etudes de programmation des espaces publics pour
l'amélioration du cadre de vie
sur le périmètre Grand Cœur.
Attribution du marché 6D0006

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 06 juin 2016, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

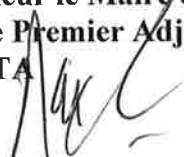
- Qu'il est nécessaire de réaliser des études de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Grand Cœur et ceci en amont des réalisations exécutées par Montpellier Méditerranée Métropole puisque relevant de ses compétences ;
- Qu'il convient de coordonner les conceptions de ces aménagements afin de donner une lecture homogène du centre-ville ;
- Qu'il convient d'inscrire ces études programmatiques dans le cadre de la charte des espaces publics de la Ville, tant sur les outils, les méthodes, les matériaux que les règles d'écriture ;
- Qu'une consultation a eu lieu avec une procédure de marché public en appel d'offre ouvert passé en application des articles 33 3° al. et 57 à 59 du Code des marchés publics et suivant les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande ;
- Que l'équipe de maîtrise d'oeuvre composée de C. Fayel architecte-urbaniste, M. Richier paysagiste, Lieux dits sociologues et SERI bureau d'études techniques a présenté l'offre la plus adaptée techniquement et économiquement ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande à l'équipe composée de C. Fayel architecte-urbaniste, M. Richier paysagiste, Lieux dits sociologues et SERI bureau d'études techniques, pour un montant compris entre un minimum de 2 500 euros HT et un maximum de 80 000 euros HT pour la première année ainsi que pour les trois années de reconduction ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville ; CRB 28500, chapitre 908.
- D'autoriser Monsieur Maire, son représentant ou Monsieur le 1^{er} Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire, notamment la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;

Montpellier, le 13/10/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 17/10/2016
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ CHEVALLIER Denis
Dossier n° 34172 PE 13V0104
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. CHEVALLIER Denis a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 4 Grand rue Jean Moulin et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.10.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 27.10.2016
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SCI PVA (APPEL)
Appel du jugement n°1501636 du 12/07/2016

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un jugement n°1501636 du 12/07/2016, le TA de Montpellier a rejeté la demande de la SCI PVA d'annuler les arrêtés n° 2014-I-701 du 5 mai 2014 et n°2014-I-1832 du 4 novembre 2014 par lesquels Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a déclaré d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Nouveau Saint Roch, cessibles les terrains nécessaires à sa réalisation et prolongé la cessibilité des terrains en question, situés 22 rue Leenhardt (parcelle EV 402) ;
- Que la SCI PVA a interjeté appel du jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26.10.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 27.10.2016
Notifiée le :

**CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ ORTUNO**

**Dossier PE 34172 12V0149
Décision de défendre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. et Mme ORTUNO ont réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 17 rue Cité Benoît et qu'ils sont poursuivis pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 10 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 27 . 10 . 2016
Notifiée le :

**CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ SACUTO
Dossier PE 34172 13V0049
Décision de défendre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. SACUTO a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 34 Grand rue Jean Moulin et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.10.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 27.10.2016
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ GAYET Matthieu
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté
d'opposition à déclaration préalable
n° DP 34172 15 00046

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 17/03/15, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de M. GAYET Matthieu, visant à procéder à la pose d'une clôture et d'un portail d'entrée, 2 rue Reynes ;
- Que M. GAYET Matthieu a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 13/05/2015 sous le n°1502775-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 10 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint

Publiée le : 24 . 10 . 2016
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ CELHAY Katia
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 14V0077 M01

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 23/12/15, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCI BCG FEUILLADE, visant à procéder à la modification de l'accès au parking prévu par l'arrêté n° PC 34172 14V0077, concernant un projet situé au n°220 rue du Capitaine Pierre Pontal ;
- Que Mme CELHAY Katia a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 21/06/2016 sous le n° 1603238-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26.10.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 27.10.2016
Notifiée le :

Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ BIACHE Suzanne et
Louis (RS)**
**Recours en suspension et annulation contre les arrêtés
n° PC 34172 15V0286, PC 34172 15V0287 et PC 34172
15V0287M01.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par deux arrêtés du 11/04/2016 et un troisième du 12/07/2016, Monsieur le Maire a autorisé la SARL OBJECTIF TERRAINS, à procéder à la construction de deux maisons individuelles, 143 route de Vauguieres ;
- Que M. et Mme BIACHE Suzanne et Louis ont formé deux recours auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 12/09/2016. Le premier visant à annuler la décision, référencé n°1604631-1, et le second visant à obtenir sa suspension, référencé n° 1604632 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.10.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 27.10.2016
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour les Prestations de service Traiteurs.
(N° 5D0048)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de Prestations de service Traiteurs pour les services de la Ville.
- Conformément à l'article 8 du code des marchés publics, ce marché est passé pour un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement.
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées a été lancée, en date du 11 mars 2016, conformément aux articles 28, 30, et 77-1 du Code des Marchés Publics (marché à bons de commande sans minimum et sans maximum) sous la forme d'un marché à procédure adaptée (N°5D0048). Le marché est conclu pour une durée initiale allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2017 pour la Ville de Montpellier et du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 pour Montpellier Méditerranée Métropole. Le marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2018-2019-2020).
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (*Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations de 1 à 200 personnes*) étaient les suivants : le prix pour 40%, la qualité pour 50% et le développement durable pour 10 %.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 04 octobre 2016, a attribué le marché aux sociétés LM Traiteur Zone du Mas d'Astre, 110 Allée Jean François Lesueur 34070 MONTPELLIER, La Table de Cana 515 Rue de l'Industrie 34070 MONTPELLIER, Arts et Saveurs 134 Montée des Picadous 34980 MONTFERRIER sur LEZ, La Bulle Bleue 285 Rue du Mas Prunet 34070 MONTPELLIER, Husser ZAC Garosud – 1 Rue Patrice Lumumba 34070 MONTPELLIER et Traiteur Pléïade 33 Avenue Vincent d'Indy 30100 ALES, qui ont proposé les offres économiquement les plus avantageuses au regard de l'ensemble des critères, pour le lot n°1, dans l'ordre précité.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (*Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations pour 201 personnes et plus*) étaient les suivants : le prix pour 40%, la qualité pour 50% et le développement durable pour 10 %.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 04 octobre 2016, a attribué le marché aux sociétés La Table de Cana 515 Rue de l'Industrie 34070 MONTPELLIER, LM Traiteur Zone du Mas d'Astre, 110 Allée Jean François Lesueur 34070 MONTPELLIER, Arts et Saveurs 134 Montée des Picadous 34980 MONTFERRIER sur LEZ et Husser ZAC Garosud – 1 Rue Patrice Lumumba 34070

MONTPELLIER, qui ont proposé les offres économiquement les plus avantageuses au regard de l'ensemble des critères, pour le lot n°2, dans l'ordre précité.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°3 (*Prestations de préparation de Plateaux-repas froids ou chauds et Pizzas pour 4 à 1.000 personnes*) étaient les suivants : le prix pour 40%, la qualité pour 50% et le développement durable pour 10 %.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 04 octobre 2016, a attribué le marché aux sociétés Cabiron 350 et 439 Avenue Maréchal Leclerc 34070 MONTPELLIER, Brasserie le M 500 Avenue de Vanières 34070 MONTPELLIER et La Table de Cana 515 Rue de l'Industrie 34070 MONTPELLIER, qui ont proposé les offres économiquement les plus avantageuses au regard de l'ensemble des critères, pour le lot n°3, dans l'ordre précité.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Prestations de service traiteurs n°5D0048 » :
 - Avec les sociétés LM Traiteur, La Table de Cana, Arts et Saveurs, La Bulle Bleue, Husser, Traiteur Pléiade pour le lot n°1 (pour une estimation annuelle de commandes de 100 000 € HT) dans l'ordre précité et selon leur disponibilité.
 - Avec les sociétés La Table de Cana, LM Traiteur, Arts et Saveurs et Husser pour le lot n°2 (pour une estimation annuelle de commandes de 100 000 € HT) dans l'ordre précité et selon leur disponibilité.
 - Avec les sociétés Cabiron, Brasserie le M et La Table de Cana pour le lot n°3 (pour une estimation annuelle de commandes de 50 000 € HT) dans l'ordre précité et selon leur disponibilité.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, nature 6257, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint délégué aux finances, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 18.10.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19.10.2016
Notifiée le :

Contentieux
Madame Marguerite CLEMENTE
Appels contre les jugements du 19 février 2016

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par deux jugements du 19 février 2016, le Tribunal Administratif a rejeté les recours de Madame CLEMENTE contre des titres régularisant sa rémunération suite à des congés maladies ;
- Que Madame CLEMENTE a interjeté appel de ces jugements (instances 16 MAO1473 et 16MAO1474 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 06 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 27 . 06 . 2016
Notifiée le :

Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels et des véhicules ;
- Que pour aucun des matériels ou véhicules cédés, la valeur ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-2210° visant les aliénations de gré à gré) ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de certains véhicules du Service Parc Auto (DEMT), il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de certains matériels du Service des Ressources Communes (DRTP), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces matériels sont obsolètes ou hors service et seront mis au rebut ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de certains matériels du Service Achats et Production Graphique (DEMT), il convient de réformer deux élévateurs électriques vétustes et un transpalette manuel cassé. Les prix de ventes, estimés par le Service Achats et Production Graphique serviront de base aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le service estime le prix de départ des élévateurs à 2 000 € ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de certains matériels du Service Technique du Parc de Lunaret, il convient de réformer et céder ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces matériels sont obsolètes ou hors service et seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les prix estimés de départ sont annotés dans la liste annexée ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de certains matériels du Service des Sports (DJSEL), il convient de réformer et céder ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces matériels sont obsolètes et ou hors service et seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les prix estimés de départ sont annotés dans la liste annexée ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériel du Service des Maisons Pour Tous (DPC), il convient de réformer 4 armoires, 60 tables, 190 chaises, 6 fauteuils. Ces mobiliers sont vétustes ou cassés et seront mis au rebut.

Décide en conséquence :

- D'accepter les réformes et cessions des véhicules et des matériels précités ;
- D'autoriser les ventes aux enchères des véhicules précités du Service Parc Auto par l'organisme Centre 113 ;
- D'autoriser la réforme des matériels précités du Service des Ressources Communes pour une mise au rebut ;
- D'autoriser les ventes aux enchères des matériels précités du Service Achats et Production Graphique par l'organisme AGORA STORE ;
- D'autoriser les ventes aux enchères des matériels précités du Service des Sports par l'organisme AGORA STORE ;
- D'autoriser les ventes aux enchères de matériels précités du Service Technique du Parc de Lunaret par l'organisme AGORA STORE ;
- D'autoriser la réforme des matériels précités du Service des Maisons Pour Tous pour une mise au rebut ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, nature 6231, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ces réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les organismes retenus.

Montpellier, le 18.10.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LÉVITA**

Publiée le : 19.10.2016
Notifiée le :

COMMISSION DE REFORME								
Véhicule								Estimation valeur résiduelle (€)
N° Parc	Immatriculation	Type	Marque	Modèle	Date Mise en circulation	Kilométrage	Commentaire	
92	K 371 T	DEUX ROUES	PEUGEOT	LUDIX SNAKE	20/10/2005	3 270	POUR PIECES	100 €
392	CQ 791 ME	VP	RENAULT	TWINGO	27/04/2007	66737	EPAVE ASSURANCE	0 €
509	CL 928 VF	VP	RENAULT	LAGUNA 3	30/01/2008	89 260		5 000 €
527	CM 014 LA	VP	RENAULT	MEGANE	27/04/2005	205 440		1 500 €
543	CK 070 XD	VP	RENAULT	LAGUNA 2	12/10/2005	142 200		2 000 €
555	CL 913 VF	VP	RENAULT	LAGUNA 2	12/07/2006	115 300		2 000 €
734	CZ 774 SH	CTTE	CITROEN	BERLINGO	16/05/2001	87 693	EPAVE	0 €
758	CN 519 CY	CTTE	CITROEN	BERLINGO	10/03/2004	109 897	CHOC AR	200 €
768	CM 216 LA	CTTE	CITROEN	BERLINGO	20/04/2004	106 385	GNV HS	800 €

**Marché public: Direction artistique et production de
la programmation artistique de la ZAT
n°6C0014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville organise au printemps 2017 la onzième édition de la manifestation ZAT et qu'il convient de choisir un directeur artistique également chargé de la production de la programmation artistique ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 28 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 12 mois ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, Lieux Publics, 225 avenue des Aygalades, 13015 Marseille a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Lieux Publics, pour un montant de 133 350 € pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 21. 10. 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 27. 10. 2016
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ M. et Mme
LAMBERT
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 15V0224

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 22/02/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à l'APEI GRAND MONTPELLIER, visant à procéder à la construction d'un ensemble FOYER-INTERNAT-ATELIERS, 2539 Avenue du Père Soulas ;
- Que M. et Mme LAMBERT ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 12/09/2016 sous le n° 1604654-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 10 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 27 . 10 . 2016
Notifiée le :

Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ ASSOCIATION
CULTUELLE DE L'EGLISE REFORMEE DE
FRANCE DE LA RUE DE BRUEYS (PC M01)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 23/06/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la FONDATION DU PROTESTANTISME, visant à modifier le permis n° PC 34172 13V0224 du 14/03/2014 visant à créer un pôle de services comprenant des logements bureaux et lieux d'accueil, 1B rue Brueys et 4 rue Saint Barthelemy;
- Que l'ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE REFORMEE DE FRANCE DE LA RUE DE BRUEYS a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 24/08/2016 sous le n° 1604346-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 10 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 27 . 10 . 2016
Notifiée le :

**CONTENTIEUX
SARL LE MUSTANG**

Refus d'extension de terrasse du 20 juillet 2016

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la SARL LE MUSTANG conteste la décision du 20 juillet 2016 refusant l'extension de sa terrasse (instance n°1604780-4) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26.10.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 27.10.2016
Notifiée le :

ANIMAL EN VILLE
Acceptation du don fait à la ville de Montpellier
par la Fondation 30 Millions d'Amis
concernant des abris à chats

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Rural et en particulier l'article L.2211-27 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2089 en date du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame SANTARELLI, Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité.

Considérant :

- Que la Fondation 30 Millions d'Amis, sise 40 cours Albert 1^{er}, 75402 Paris cedex 08, souhaite faire don à la Ville de vingt abris à chats afin de sédentariser la population féline dans le but de compléter les actions de régulation et de stérilisation des chats libres,
- Que la valeur estimée pour l'ensemble des biens donnés est de 22 348 euros (vingt-deux mille trois cent quarante huit euros) T.T.C.

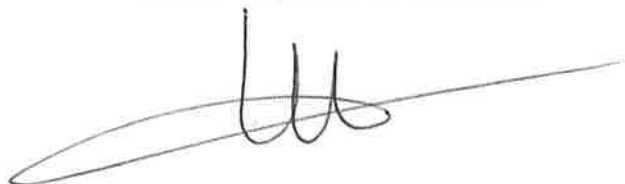
Décide en conséquence :

- D'accepter le don de la Fondation 30 Millions d'Amis, consistant en dix abris à chats de dimension 800 x 600 x 600 mm et dix abris à chats de dimension 1200 x 800 x 600 mm ;
- De porter la valeur en nature de ce don au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20 . 10 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 24 . 10 . 2016
Notifiée le :



**Ville de Montpellier / Association Languedocienne
Pour la Jeunesse (ALPJ)
Mise à disposition de locaux
Micro crèche "les Fabulettes"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2070/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Madame Titina DASYLVA, Adjointe déléguée à l'Enfance ;

Considérant :

- Que l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ) gère la structure d'accueil « Les Fabulettes », micro-crèche spécialement dédiée aux enfants dont les parents participent à un parcours d'insertion et/ou des cours d'alphabétisation ;
- Que cette action est inscrite au Contrat Enfance Jeunesse signé entre la Ville et la Caf de l'Hérault ;
- Que l'Association souhaite poursuivre son activité dans les locaux situés 300 avenue de Barcelone, qu'elle occupe depuis le mois de janvier 2011 ;

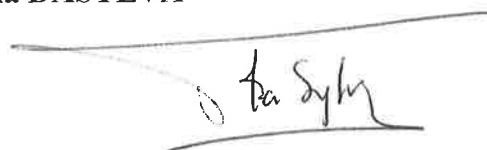
Décide en conséquence :

- De passer avec « l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse » dont le siège se trouve 2256 route de Mende 34090 Montpellier, une convention de mise à disposition à titre précaire et révocable pour une durée de 5 ans, du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021, concernant les locaux municipaux situés 300 avenue de Barcelone 34080 Montpellier, d'une superficie de 80 m² en rez de chaussée et moyennant une redevance annuelle de 7 200 €.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Titina DASYLVA**

Publiée le : 12.11.2016
Notifiée le :





CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL, dûment habilité par décision
du 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ),

Domiciliée 2256 route de Mende, 34090 MONTPELLIER,
Représentée par son président, Monsieur Michel MAURIES, en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire du local situé :
300 avenue de Barcelone 34080 Montpellier, relevant de son domaine public.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier autorise l'occupation des lieux ci-après désignés :
300 avenue de Barcelone 34080 Montpellier.

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 80 m² habitables en rez-de-chaussée (1 salle de vie, 1 bureau, 1 dortoir, 1 sanitaire, 1 petite cuisine) et disposent d'une cour extérieure.

L'occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage d'une micro-crèche pour l'accueil des enfants de 0 à 4 ans.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux d'entrée

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

Article 3 - Durée

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de 60 mois (5 ans). Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2017 et se terminera le 31 décembre 2021.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Redevance

4.1 - Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que l'occupant indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le l'occupant s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

4.2 - Redevance

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de 7 200 € (sept mille deux cent euros) que l'occupant s'oblige à payer trimestriellement, soit 1 800 € (mille huit cent euros) à terme échu au trésorier principal municipal.

Article 5 - Obligations de l'occupant

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - l'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;

- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

L'occupant ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;

- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

Article 6 - Assurances

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier

Paraphe ville

Paraphe occupant

pgc

Service Gestion Active de la Propriété Sécurité
Direction Architecture Immobilier
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

L'occupant devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

Article 8 – Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et l'occupant procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que l'occupant prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritrus divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritrus divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 – Litiges

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Montpellier, le

Pour la Ville

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Pour l'occupant,

Le Président,

Michel MAURIES

**Attribution du marché n° 6B0123 passé selon une
procédure adaptée
Dispositif de médiation sociale et urbaine de règlement
des conflits de voisinage
Autorisation de signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 18 500,00 Euros H.T. (dix-huit mille cinq cent Euros H.T.) sur une durée de 24 mois et portant sur un dispositif de médiation sociale et urbaine de règlement des conflits de voisinage ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 19 septembre pour un accord cadre à procédure adaptée immatriculé 6B0123, conformément à l'article 28 du décret n° 2016-630 du 25 mars 2016, l'association de Médiation Pénale Montpelliéraine sise 10 avenue de Lodève - 34070 Montpellier a présenté l'offre économiquement acceptable selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 70 %
 - Montant des prestations : 30 %

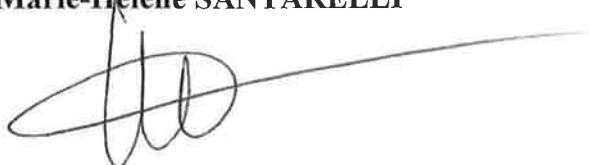
Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 18 500,00 Euros H.T. à l'association de Médiation Pénale Montpelliéraine sise 10 avenue de Lodève - 34070 Montpellier une durée de 24 mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction : 925 / 208 - Nature : 6226 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer le marché avec l'association retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 20 . 10 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 24 . 10 . 2016
Notifiée le :



MAPA 6B0078
**Travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et
éducatifs**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à M. Fabien ABERT, Adjoint à la Jeunesse et aux Sports.

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à des travaux et de la maintenance d'arrosage de sols sportifs et éducatifs de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée, conformément à l'article 27 décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60%, prix des prestations 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise DEBART IRRIGATION sise, 942 rue de l'Industrie - 34070 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché travaux et maintenance d'arrosage des sportifs et éducatifs à l'entreprise DEBART IRRIGATION pour un montant maximum de 74 000€ HT et pour une période d'un an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville : Section Investissement : nature 2113 – fonction 90412 et Section Fonctionnement : nature 61521 – fonction 92412 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 OCT. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT



Publiée le : 02 NOV. 2016
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0359

**Renouvellement de la cotisation à l'association du
Réseau National des Collectivités pour l'Habitat
Participatif (RNCHP) pour l'année 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 216/2077/T/R du 7 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 25 novembre 2013 approuvant l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat participatif (RNCHP).

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier soutient et encourage la démarche d'habitat participatif sur son territoire avec des projets réalisés (Mascobado, ZAC des Grisettes) ou en cours;
- Que compte tenu de son engagement, la Ville de Montpellier a signé la charte du réseau national d'habitat participatif en 2012 et a adhéré en 2013 à l'association du réseau national des collectivités pour l'habitat participatif ;
- Que cette association permet de mutualiser les ressources et l'expertise développées par ces membres, de les représenter auprès des pouvoirs publics et de sensibiliser les acteurs désireux de s'engager dans cette démarche.
- Il est donc proposé de renouveler la cotisation de 2000 € pour l'année 2016.

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation à l'association « Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif » d'un montant de 2000 € pour l'année 2016,
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 2000 € sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville (chapitre 928 241),
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 14 11 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 16. 11. 2016
Notifiée le :

DROIT DE PRIORITE

Propriété de l'ETAT

Parcelle KW n°143

**Ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve
Exercice du droit de priorité**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu les articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L.240-1 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision n°D2016-259 de Montpellier Méditerranée Métropole du 5 avril 2016 relative à la délégation du droit de priorité consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition du bien suivant : parcelle cadastrée KW n°143, située 123 bis avenue de Lodève à Montpellier ;

Considérant :

- que le 24 octobre 2016, l'Etat a adressé à la Ville une déclaration d'intention d'aliéner, dans le cadre du droit de priorité prévu par l'article L. 240-1 du code de l'Urbanisme, concernant la cession de la parcelle cadastrée KW n°143, située 123 bis avenue de Lodève, à Montpellier, au prix de 1 € symbolique ;
- que France Domaine fixe le prix de cession à 1€, d'une part, au regard des contraintes et obligations affectant le bien vendu, notamment la démolition des bâtis existants nécessitant des travaux de désamiantage et d'une manière générale, l'obligation par l'acquéreur ou son substitué de supporter tous les frais susceptibles de résulter de l'aménagement à opérer ; et d'autre part, de la réalisation par l'acquéreur d'un programme d'aménagement intégrant des logements sociaux et l'extension du pôle sanitaire et médico-social Beausoleil riverain.

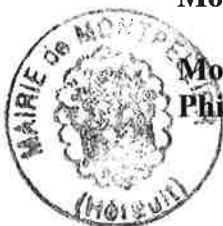
- que la parcelle concernée, acquise par la Ville sera immédiatement cédée à la SA3M dans le cadre de la concession Nouveau Grand Cœur 2013-2020 en date du 3 décembre 2013 en vue de réaliser l'opération d'aménagement afférente.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de priorité en vue de l'acquisition de la parcelle cadastrée KW N°143, propriété de l'Etat, située 123 bis avenue de Lodève, à Montpellier, au prix de 1 € symbolique;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur les crédits inscrits au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le

26 OCT 2016



Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 27/10/2016

Notifiée le :



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la délégation du droit de priorité - Parcelle KW n°143 - Commune de Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L.240-1 du Code de l'urbanisme,
- **CONSIDERANT** que l'Etat a le projet de céder l'emprise foncière cadastrée KW n°143 située 123 Bis Avenue de Lodève à Montpellier correspondant à l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve et que la ville de Montpellier a un projet d'intérêt communal sur cette emprise il y a lieu de déléguer le droit de priorité à la commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par exercice du droit de priorité conformément aux dispositions de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le droit de priorité est délégué à la commune de Montpellier pour l'acquisition du bien suivant : parcelle cadastrée KW n°143, située 123 Bis Avenue de Lodève à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-259
Reçue en Préfecture le	05/04/16
Affichée le	05/04/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160405- lmc1122804-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Maintenance et nettoyage des toitures
et des chenaux des bâtiments communaux
Marché public n° 5D0072**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code des marchés publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R en date du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévisa, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'effectuer la maintenance et le nettoyage des toitures et des chenaux des bâtiments communaux ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément à l'article 33 du code des marchés publics sous la référence 5D0072 « Maintenance et nettoyage des toitures et des chenaux des bâtiments communaux » ;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum. Le montant des commandes pour la durée initiale du marché est estimé à 100 000 € H.T. par an. Le même montant est estimé pour chaque année de reconduction ;
- Que le marché est conclu pour une durée initiale d'un an, qui peut être reconduite par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient : la valeur technique (60 %) et le prix (40%) ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 4 octobre 2016, a attribué le marché à la Société Languedoc Toitures (Adresse : Ancienne Gare – Route de la Gare – 34670 Baillargues) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché n° 5D0072 « Maintenance et nettoyage des toitures et des chenaux des bâtiments communaux » avec la Société Languedoc Toitures.
- D'imputer la dépense sur le budget 2016 de la Ville et suivants – Chapitres : 900, 901, 902, 903, 904, 906 et 909.

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/10/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 03/11/2016

Notifiée le :

Construction du groupe scolaire Port Marianne 2020
Mission de programmation
Marché public n° 6B0122

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment l'article 27 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la construction du groupe scolaire Port Marianne, il y a lieu de réaliser une mission de programmation ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée, d'une durée de 14 mois, à compter de la notification, a été lancé sous la référence 6B0122 ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre (60 %) et le prix des prestations (40 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que le groupement SCET/ALAYRAC, ayant pour mandataire la société SCET a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6B0122 « Construction du groupe scolaire Port Marianne 2020 : Mission de programmation » au groupement SCET/ALAYRAC, ayant pour mandataire la société SCET - Agence de Montpellier - Tour Europa - 101, allée de Délos - 34965 Montpellier Cedex 2, pour un montant de 21 400 € H.T.
La répartition entre les co-traitants est la suivante :
 - SCET : 16 500 € H.T.
 - ALAYRAC : 4 900 € H.T.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Chapitre 902.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 04.11.2016
Notifiée le :



Mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de la salle Pagezy conclu avec SA3M

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que par décision n°2016/0028 du 05 février 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec Montpellier Méditerranée Métropole une convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels concernant certaines superficies de l'Ancien Hôtel de Ville de Montpellier dans le cadre de la labellisation « French Tech »;
- Que par décision n° 2016/0041 du 15 février 2016, la Ville a confié à la SA3M un mandat de réalisation de travaux au sein de l'ancienne Mairie A, lié à la labélisation « French Tech » de Montpellier Méditerranée Métropole ; ces travaux devant aussi bénéficier à la totalité de l'immeuble.
- Que Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SA3M un mandat de gestion sur les surfaces qu'elle loue à la Ville dans le cadre du Préfigurateur de la « French Tech » ;
- Que, compte tenu de la complexité des différentes opérations (marché de travaux pour le compte de la Ville et gestion locative pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole), et dans un souci de cohérence d'action des intervenants, il apparaît opportun de confier la gestion technique de l'ancienne Mairie A et de la salle Pagezy à la SA3M dans le cadre d'un mandat ;
- Que ce mandat sera conclu pour une durée d'un an à compter du 7 novembre 2016. Il sera renouvelable annuellement jusqu'au 19 février 2022, date d'expiration de la convention constitutive de droits réels conclue le 05/02/16 entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant ce bâtiment. Toutefois, ce mandat pourra être dénoncé expressément par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de 3 mois avant la fin de chaque période.
- Que le titulaire devra assurer la gestion du site visant au maintien en bon fonctionnement général du bâtiment et au confort des locataires et usagers.
Le budget annuel de fonctionnement est : 375 000 € TTC. Il sera mis à jour chaque année.
- Que la rémunération du mandataire sera établie comme suit :
 - o Gestion de l'ensemble des locaux de la Mairie A + Annexes techniques + Parking extérieur : 30 500 € HT par an.
 - o Gestion de la salle Pagezy + Annexes : 3 400 € HT par an.Les prix seront révisés annuellement selon la formule prévue dans le mandat.

Décide en conséquence :

- D'approuver le projet de mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A à conclure avec la SA3M joint en annexe.
- De dire que l'ensemble des dépenses concernées sont inscrites au budget 2016 et suivants.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer ce mandat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/10/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 02/11/2016
Notifiée le :



MAITRE D'OUVRAGE : Ville de Montpellier

MANDATAIRE : S.A.3.M. - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole

***MANDAT DE GESTION TECHNIQUE
DE L'ANCIENNE MAIRIE A ET DE SA SALLE POLYVALENTE***

Ordonnateur/Personne habilitée à donner des renseignements sur l'état d'avancement du mandat : Monsieur le Maire

Comptable public auquel les cessions ou nantissements de créances résultant du mandat doivent être notifiés ou signifiés : Monsieur le Trésorier Principal Municipal

ENTRE :

Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier agissant en vertu de la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire .

Ci-après dénommée « Ville de Montpellier » ou « la personne publique » ou « le mandant »

D'UNE PART,

ET :

La **Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (S.A.3.M.)** société publique locale (SPL) à conseil d'administration et au capital de 1 770 000 Euros, immatriculée au R.C.S. de Montpellier sous le n° B 521 130 716, dont le Siège Social est en l'Hôtel de la Métropole de Montpellier, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

Représentée par Monsieur Christophe PEREZ, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société, en date du 18 septembre 2014,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts.

Ci-après dénommée « la SA3M » ou « la Société » ou « le mandataire »

D'AUTRE PART,

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT	5
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU BATIMENT	5
ARTICLE 3 – MISSIONS DU TITULAIRE	7
ARTICLE 4 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE.....	8
4.1 Entrée en vigueur	8
4.2 Durée	8
ARTICLE 5 – ECHANGES AVEC LA VILLE	8
ARTICLE 6 – REDDITION DES COMPTES	9
ARTICLE 7 – REMUNERATION DU TITULAIRE ET AVANCES	9
ARTICLE 8 - MODE D'EXECUTION DES ATTRIBUTIONS ; RESPONSABILITE DU MANDATAIRE.....	10
ARTICLE 9 - ASSURANCES	11
Assurance de responsabilité civile professionnelle (RCP)	11
ARTICLE 10 - PASSATION DES MARCHES.....	11
10.1 Modes de passation des marchés	11
10.2 Incidence financière du choix des cocontractants	12
10.3 Rôle du mandataire	12
10.4 Signature du marché	12
10.5 Transmission et notification	13
ARTICLE 11 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE	13
ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE	14
12.1 Sur le plan technique	14
12.2 Sur le plan financier	14
ARTICLE 13 - ACTIONS EN JUSTICE	14
ARTICLE 14 - CONTROLE TECHNIQUE PAR LA COLLECTIVITE.....	14
ARTICLE 15 - CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER PAR LE MANDANT ; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES	15
ARTICLE 16 - RESILIATION	15
16.1 Résiliation sans faute	15
16.2 Résiliation pour faute	16
16.3 Autres cas de résiliation	16
ARTICLE 17 – PENALITES	16
ARTICLE 18 - PIECES A PRODUIRE PAR LE MANDANT	17
ARTICLE 19 - LITIGES	17

PREAMBULE

En 2013, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nouvel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Aussi les plateaux de bureaux ont été proposés à la location pouvant ainsi répondre à une demande d'entreprises recherchant un loyer modéré.

Un Marché, n° 2H832660, de Gestion Immobilière et Technique de l'ancienne Mairie A et de sa Salle Polyvalente a été notifié à ICADE après appel d'offre le 7 novembre 2012 pour un an renouvelable trois fois.

Une Autorisation d'Occupation Temporaire a été signée entre la Ville de Montpellier et la Métropole de Montpellier relative à la location de 5 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces surfaces. Cette Autorisation d'Occupation Temporaire a fait l'objet d'une décision n° 2016/0028 du conseil municipal en date du 29 janvier 2016

Par décision n° 2016/0041 du 15 février 2016, M. Max LEVITA, élu délégué aux finances, a confié un mandat afin de réaliser des travaux nécessaires pour la pérennité du bâtiment afin de pouvoir poursuivre les locations de plateaux de bureaux, à la SAAM, Société d'Aménagement de l'agglomération de Montpellier, (conformément aux dispositions combinées de l'article L.300-1 et L.327-1 du Code de l'urbanisme permettant aux Sociétés publiques locales d'aménagement la réalisation d'équipements collectifs).

Montpellier Méditerranée Métropole a confié la S.A.3.M, Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole un mandat de gestion sur les surfaces qu'elle loue à la Ville de Montpellier dans le cadre du Préfigurateur de la French Tech.

Le marché de Gestion d'ICADE prenant fin le 6 novembre 2016, la ville de Montpellier souhaite confier à la S.A.3.M., un mandat de gestion technique. Compte tenu de la complexité des différentes opérations (marché de travaux pour le compte de la Ville et gestion locative pour le compte de la Métropole) qui ont été confiées à la S.A.3.M., et conformément à l'article L. 300-3 2° du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire gérer cet ouvrage en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes techniques, juridiques et comptables relevant des attributions du mandant.

Par décision n°... du 2016, la Ville de Montpellier a décidé de confier ce contrat de mandat à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), conformément aux dispositions de l'article L1531-1 du Code général des collectivités territoriales relatif aux Sociétés publiques locales.

Le présent contrat est exclu du champ d'application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, par l'article 17 III de ladite ordonnance relative aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel il exerce un contrôle comparable à celui qu'il exerce sur ses propres services et qui réalise l'essentiel de ses activités pour lui.

La Ville de Montpellier désigne son représentant légal, ou la personne habilitée par son organe délibérant comme étant la personne compétente pour la représenter pour l'exécution de la présente convention, sous réserve du respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales et du Code des marchés publics, et notamment pour donner son accord sur les avant-projets, pour approuver le choix des cocontractants, pour autoriser la signature des marchés, pour donner son accord sur la réception ; la personne publique pourra à tout moment notifier au mandataire une modification de ces personnes.

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

GESTION TECHNIQUE DE L'ANCIENNE MAIRIE A ET DE SA SALLE POLYVALENTE

Le mandat est un mandat de Gestion Technique d'un immeuble de bureaux.

L'ancienne Mairie A est installée dans un immeuble de 10 niveaux :

- Les niveaux -3, -2, -1 : gestion technique des parties communes et privatives. Ces niveaux sont occupés par des services de la Ville ou des services paramunicipaux.
- Futur Espace Jeunesse devant être créé dans le hall de l'immeuble au RDC : gestion technique des parties communes et privatives.
- Les niveaux RDC à R+4 (superficie totale de 3 600 m²) : gestion technique des parties communes uniquement. Les locaux précités sont à ce jour mis à disposition à la Métropole dans le cadre de la French Tech et d'une autorisation d'occupation temporaire signé entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.
- Le niveau R+5 (700 m²) : gestion technique des parties communes et privatives. Ce niveau est occupé par l'Office de Tourisme et le GIE SERM/SA3M.
- Le niveau R+6 est condamné.
- Salle Polyvalente : Gestion Technique uniquement

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU BATIMENT

2-1 : Description générale et usage envisagé

Le bâtiment A offre une surface globale de 8 910 m², décomposée comme suit :

- Niveau -3 : 1090 m² : Services Municipaux (Archives : Stockage) – Code du Travail
- Niveau -2 : 1090 m² : Services Municipaux (Archives : Bureau + Police Municipale : Vestiaires et bureaux) – Code du Travail
- Niveau -1 : 1090 m² : Services municipaux et bureaux espace jeunesse – Code du Travail
- Niveau RDC : 1694 m² : Services para municipaux — Futur Espace Jeunesse – Espace French Tech - (ERP type 5^{ème} catégorie)
- Niveau R+1 : 512 m² : Location – Code du Travail
- Niveau R+2 : 761 m² : Location – Code du Travail
- Niveau R+3 : 761 m² : Location – Code du Travail
- Niveau R+4 : 761 m² : Location – Code du Travail
- Niveau R+5 : 761 m² : Location – Code du Travail
- Niveau R+6 : 390 m² : Condamné

Et divers locaux annexes :

- Divers locaux techniques (sous stations, poste de transformation,...)
- Parkings extérieurs (environ 50 places)
- Salle polyvalente et ses annexes : 750 m² : services municipaux avec gestion occupation par Ville – ERP (type L de 2^{ème} catégorie)

En annexe 1, les plans des niveaux ont été insérés au présent mandat

L'accès au bâtiment peut se faire par la Place Francis Ponge et la Place d'Aguesseau.

Un passage public sera maintenu à travers le hall du 1/10 au 31/05 du lundi au vendredi de 9H00 à 17H30 - Heures d'hiver, du 01/06 au 31/09 du lundi au vendredi de 9H00 à 19H00 – Heures d'été (les modalités et horaires d'ouvertures étant en cours de définition). Ces horaires peuvent être modifiés sur décision du mandant.

Le site bénéficie d'une desserte en transports en commun : tramway lignes 1 et 2, bus. La gare est accessible à pieds ou en tramway.

Les parkings publics du centre-ville sont situés à proximité immédiate (Polygone, Triangle, Comédie et Europa).

2-2 : Description technique et non exhaustive des équipements devant être entretenus :

2-2-1 : Clos – Couvert – Aménagements intérieurs

Façades à murs rideaux
Fenêtres non ouvrantes et ouvrantes
Protection solaire intérieure et extérieures
Etanchéité
Aménagements intérieurs parties communes : cloisons industrielles, menuiseries,...

2-2-2 : Installations techniques

2-2-2-1 : Ascenseurs :

Duplex en Mairie A
Simplex accès Salle Polyvalente depuis RDC

2-2-2-2 : Chauffage – Climatisation

Sous station sur le réseau de chaleur chaud / froid de la SERM
Réseaux d'alimentation
Terminaux types ventilo-convecteurs, CTA,...
Systèmes de régulations
Système de ventilation des locaux
Gestion des abonnements et consommations

2-2-2-3 : Installations Hydrauliques

Alimentation principale : Suppresseur, ballon,...
Réseaux d'alimentation (parties communes)
Équipements sanitaires (parties communes)
Réseaux divers (Eaux pluviales, Eaux usées,...)

2-2-2-4 : Electricité

Courants Forts (parties communes): Alimentation principale, armoires générales et divisionnaires, canalisation, prises, éclairage,...
Courants Faibles (parties communes) : Canalisations, ...
Alarmes techniques : Télégestion, GTC,...
Éclairage de secours (BAES, BAEH, source secourue,...)
Electromécanique : Portails motorisés, barrières levantes, y compris parking et garage
Police Municipale
Gestion des abonnements et consommations

2-2-2-5 : Contrôle d'accès

Administration serveur et logiciel : maintenance, gestion des badges (liste, droits d'accès,...)
Masters et lecteurs
Paramétrage + Gestion des clés

2-3 : Sécurité incendie

Désenfumage manuel : exutoires, volet d'amenée d'air, commande, liaison commande,...
Alarme Incendie

- Asservissement SSI
- Clapets coupe-feu
- Porte de recoupement (asservies)
- Désenfumage asservi
- RIA
- Extincteurs
- Signalétique

Bâtiments relevant du Code du Travail et de la Réglementation ERP (cf. Description générale).

2-4 : Accessibilité handicapés

Les parties communes sont accessibles aux PMR.

2-5 : Documentation technique

Le mandant s'engage à remettre au mandataire toutes les documentations techniques du bâtiment, notamment les CCTP établis pour réaliser l'entretien des équipements techniques, les DOE, les listes des prestataires et leurs coordonnées, les inventaires techniques du matériel et les anciens rapports dont il dispose, sans que cette liste soit exhaustive.

ARTICLE 3 – MISSIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du mandat exercera pour le compte de la Ville l'ensemble des missions relevant du propriétaire. La description ci-après ne prétend pas être exhaustive, ni limitative.

3.1 Gestion Technique :

Le titulaire devra assurer la gestion du site visant au maintien en bon fonctionnement général du bâtiment et au confort des locataires et usagers.

Un budget annuel de fonctionnement sera proposé et fera l'objet d'une validation par la Ville. Ce budget est actuellement 375 000 € TTC.

Un suivi sous forme de reporting trimestriel sera effectué.

Le suivi des travaux d'investissement considérés comme intégrés au contrat de gestion sont ceux associés au maintien en bon fonctionnement du bâtiment et de ses équipements, aux mises en conformité (sur les parties communes / équipements communs).

Les réaménagements, changements de destination de locaux, grands travaux de réfection du clos et couvert sont exclus du contrat.

En cas de sinistre, faire toute déclaration auprès de l'assureur de la Ville, rédiger les constats d'assurance avec le locataire et en assurer la gestion ; Dans le cadre de sa mission, le titulaire interviendra auprès de l'assureur de la Ville en cas de sinistre. A cet effet, il fera toute déclaration de sinistre, et en assurera la gestion ;

Le titulaire fera exécuter tous travaux urgents ; en avisera immédiatement la Ville ; en réglera éventuellement les factures ;

La Ville informera le titulaire des suites qu'il envisagera y donner.

Les travaux d'investissements et de gros entretien exceptionnels devront être décidés en accord avec les services techniques de la Ville de Montpellier. Le montant maximum des travaux que le titulaire pourra entreprendre sans son accord est de 3 000 € HT.

3.2 Délai d'intervention :

Les délais d'interventions sont de deux heures maximum, notamment dans les locaux de la Police Municipale qui doit assurer une continuité de service.

Ce délai est ramené à une heure pour les alarmes ou pannes concernant les équipements essentiels : panne électrique sur le réseau privé, les systèmes de sécurité incendie.

La remise en état définitive de fonctionnement s'entend comme la remise en état permettant de retrouver les équipements selon leurs spécificités initiales :

- Pour des matériels ou équipements considérés comme essentiels (confort thermique, ascenseurs,...), le titulaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables à compter du constat contradictoire (par Ville ou Occupant du site) pour effectuer la remise en état définitive.
- Pour les autres équipements, à compter du constat contradictoire de la panne (par Ville ou Occupant du site), un délai de vingt jours sera accordé au titulaire pour effectuer la remise en état de fonctionnement.

Les deux délais fixés pour les deux alinéas précédents sont prolongés des délais d'approvisionnement dûment justifiés. Les délais d'approvisionnements sont communiqués à la Ville et au demandeur (Occupant site) dans les deux jours suivant le constat de panne.

Suivant la gêne et la durée occasionnées par le dysfonctionnement, une solution intermédiaire sera proposée dans les deux jours.

ARTICLE 4 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

4.1 Entrée en vigueur

La Collectivité notifiera au Mandataire le contrat de mandat signé. Le contrat de mandat prendra effet à compter du 7 novembre 2016.

4.2 Durée

Le mandat est conclu pour une durée de 1 an.

Il peut être reconduit par période successive de 1 an jusqu'au 19 février 2022.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le mandant au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du mandat.

Le mandataire remettra, à la fin de ses missions, l'ensemble des dossiers afférents à cette opération.

ARTICLE 5 – ECHANGES AVEC LA VILLE

Dès la signature de son contrat, le titulaire prendra contact avec la Direction Architecture et Immobilier pour définir les modalités d'échanges avec la Ville. Une procédure sera rédigée fixant les obligations des parties, les méthodes d'échanges, et le format des informations échangées : la Ville désignera l'interlocuteur unique qui assurera les relations avec le titulaire.

De la même manière, il sera demandé un correspondant unique auprès du titulaire afin d'effectuer la liaison sur l'ensemble des prestations : gestion technique des lieux.

ARTICLE 6 – REDDITION DES COMPTES

Le titulaire rendra compte de sa gestion à échéance trimestrielle.
Cette reddition de comptes, qui sera faite fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre, concernera le trimestre civil écoulé et reprendra les recettes et dépenses effectuées au cours dudit trimestre.
Les documents seront transmis dans les 30 jours qui suivent la clôture du trimestre.

ARTICLE 7 – REMUNERATION DU TITULAIRE ET AVANCES

7-1 : Rémunération du titulaire:

La rémunération du titulaire sera établie comme suit :

Gestion Technique – Marché forfaitaire :

7-1-1 Base : Ensemble des locaux de la Mairie A + Annexes Techniques + Parking Extérieur

Une rémunération annuelle fixe d'un montant de 30 500 € HT, trente mille cinq cent euros hors taxes, pour l'ensemble des missions du titulaire, décrites au 3-1. « Missions du Titulaire – Gestion Technique » du présent mandat.

7-1-2 Salle Polyvalente + Annexes

- Une rémunération annuelle fixe 3 400 € HT, trois mille quatre cent euros hors taxes, pour l'ensemble des missions du mandataire, décrites au 3-1. « Missions du Titulaire – Gestion Technique » du présent mandat.

7-2 : Modalité de variation de la rémunération:

Le présent contrat est passé à prix révisibles annuellement lors de la reconduction du mandat.
Les acomptes relatif aux honoraires du Mandataire seront calculés avec un coefficient de révision égal à :

$$0,15 + 0,85 \frac{Im}{Io}$$

Io est l'index national Syntec publié ou à publier correspondant au mois Mo d'établissement des prix.

Im est l'index national Syntec publié correspondant au dernier indice connu.

Le présent contrat est établi sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de novembre 2016 (mois Mo).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Si la variation de l'indice est négative, aucune révision ne sera appliquée.

7-3 : Modalité de règlement des comptes:

7-3-1 : Acomptes et paiements partiels définitifs

Le règlement des rémunérations dues au mandataire au titre des attributions qui lui sont confiées fera l'objet d'un paiement trimestriel.

7-3-2 - Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le trimestre concerné ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les montants HT et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;

Les demandes de paiement accompagnées des bons de commande correspondants devront parvenir à l'adresse suivante :

Ville de MONTPELLIER
Direction des Finances
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER cedex 2
Ou par e-mail à fournisseurs@ville-montpellier.fr

7.3.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 8 - MODE D'EXECUTION DES ATTRIBUTIONS ; RESPONSABILITE DU MANDATAIRE

D'une façon générale, dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission de mandataire, le mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu'il agit en qualité de mandataire du mandant, et de ce qu'il est compétent pour la représenter en justice, tant en demande qu'en défense, pour des actions contractuelles liées à l'exécution du mandat signé par lui, à l'exception des actions en responsabilité biennale et décennale.

Le mandataire veillera à ce que la gestion technique soit réalisée dans les meilleures conditions et que l'enveloppe budgétaire prévisionnelle présentée au mandant soit respectée. Il signalera au mandant les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les corriger.

Il représentera le mandant, à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions ci-dessus.

Le mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du Code civil. De ce fait, il n'est tenu envers le mandant que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat. Le mandataire s'oblige à mettre tout en œuvre pour respecter le budget annuel alloué tout en assurant les prestations nécessaires au bon fonctionnement du bien, et à alerter le mandant au plus vite de tout risque de dépassement de budget.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Assurance de responsabilité civile professionnelle (RCP)

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 - PASSATION DES MARCHES

Les dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 25 juillet 2015 et de son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 qui s'imposent à la Collectivité sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés dans les conditions particulières définies ci-dessous.

Le mandataire devra également appliquer le guide interne du mandant relatif aux marchés en procédures adaptées.

Pour la mise en œuvre des modalités de transmission électronique des candidatures et des offres en application des dispositions du code des marchés publics, le mandataire aura recours à sa plateforme de dématérialisation.

10.1 Modes de passation des marchés

Le Mandataire utilisera les procédures de mise en concurrence prévues par l'ordonnance susvisée et par son décret d'application.

Il remplira les obligations de mise en concurrence et de publicité suivant les cas et les seuils prévus à ladite ordonnance et son décret d'application et en tenant compte des dispositions suivantes.

a) En cas d'appel d'offres :

Après accord du mandant, le mandataire utilisera les procédures d'appel d'offres soit ouvert, soit restreint. Après convocation par le mandant, le mandataire assistera aux séances de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Il établira, dans les délais prescrits, le rapport d'analyse des candidatures et le rapport d'analyse des offres établies selon les critères de choix fixés au règlement de consultation, ces deux documents étant soumis à l'accord préalable des services compétents de la Ville de Montpellier conformément à son guide des procédures, avant présentation devant la commission d'appel d'offres.

Après attribution par la CAO du mandant, le mandataire conclura le contrat.

b) En cas de procédure adaptée :

Le mandataire appliquera les règles internes de publicité et de mise en concurrence fixées par le mandant. Lorsque cela est requis par le guide interne précité, le mandataire conclura le contrat après décision d'attribution du mandant et transmission au contrôle de légalité.

c) En cas de procédure concurrentielle avec négociation :

Le Mandataire, après avoir satisfait, s'il y a lieu, aux obligations de publicité, assistera le mandant dans l'établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre.

Après fixation de cette liste par le mandant, le Mandataire adressera une lettre de consultation aux candidats et, sur la base des offres reçues, engagera les négociations avec chaque candidat.

Au terme de ces négociations, le Mandataire établira un rapport de négociation qui proposera un classement des offres. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat et de présenter les éléments de son rapport de négociation. Après attribution par la commission et accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat avec l'attributaire.

d) En cas de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables

Après accord préalable du mandant, le mandataire engagera les négociations avec le candidat.

Au terme de ces négociations le mandataire proposera un projet de marché sur la base d'un rapport de négociation. Ce rapport sera soumis à l'accord préalable des services compétents de la Ville de Montpellier, conformément au guide interne précité, avant présentation devant la commission d'appel d'offres ou le représentant du pouvoir adjudicateur.

Après convocation par le mandant, le mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Après accord préalable du mandant, le mandataire conclura le contrat.

10.2 Incidence financière du choix des cocontractants

S'il apparaît que les prix des offres des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, le mandataire devra en avvertir le mandant dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus. L'accord du mandant pour la signature du marché ne pourra alors être donné qu'après augmentation corrélative de l'enveloppe.

10.3 Rôle du mandataire

Plus généralement, le mandataire ouvrira les enveloppes comprenant les documents relatifs aux candidatures et à l'offre dans le cas où l'ouverture de ces enveloppes n'est pas réservée à la commission d'appel d'offres ou au jury, en enregistrera le contenu. Le mandataire préparera un rapport d'analyse des candidatures et des offres à l'attention de la commission d'appel d'offres, lorsque l'intervention de celle-ci est requise. Lorsque l'intervention d'un jury est requise, le mandataire participera à la commission technique préparatoire aux travaux du jury.

S'il le juge utile, le mandataire est habilité à demander aux candidats de régulariser leur dossier de candidature incomplet.

Il proposera, le cas échéant la composition du jury ou de la commission technique.

Il procédera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera les avis d'attribution.

10.4 Signature du marché

Le mandataire procédera à la mise au point du marché, à son établissement et à sa signature, après accord du mandant, et dans le respect des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés et du chapitre III de son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016, Les contrats devront indiquer que le mandataire agit au nom et pour le compte du mandant.

10.5 Transmission et notification

Le mandataire transmettra, lorsqu'il y a lieu en application de l'article L 2131-1 du CGCT, au nom et pour le compte du mandant, les marchés signés par lui au contrôle de légalité. Il établira, signera et transmettra au contrôle de légalité, le rapport établi par elle conformément à l'article 105 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Il notifiera ensuite ledit marché au cocontractant et en adressera copie au mandant.

ARTICLE 11 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE

11.1 Le mandant supportera seule la charge des dépenses engagées par le mandataire, telles que déterminées à l'article 3.1 ci-dessus.

Le budget annuel de fonctionnement sera proposé et fera l'objet d'une validation par la Ville.

Ce budget pour l'année 2016 est de 375 000 € TTC, trois cent soixante-quinze mille euros TTC.

Ce budget sera mis à jour chaque année

11.2 Le mandant avancera au mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer ou lui remboursera les dépenses payées d'ordre et pour compte dans les conditions définies ci-après.

1° Avance par le mandant

Le mandant s'oblige à mettre à la disposition du mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

A cet effet, le mandant versera :

- Sur demande expresse et écrite du mandataire, dès l'entrée en vigueur du contrat de mandat, une avance de 56 506 € TTC, soit une quote-part de 55 jours / 365 jours du budget prévisionnel annuel 2016.
- Sur demande expresse et écrite du mandataire, le mandant versera ensuite au début de chaque trimestre civil, un quart du dernier budget prévisionnel annuel défini à l'article 11.1.
- La reddition de cette avance interviendra au fur et à mesure des dépenses exposées par le Mandataire (hors rémunération).
- Un arrêté des comptes par année civile sera fait le 31/03 de chaque année.

En cas d'insuffisance de ces avances du fait du mandant, le mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

2° Remboursement par le mandant

Le mandant s'oblige à rembourser le mandataire au plus tard dans les trente (30) jours à compter de la réception de la demande de remboursement établie par le mandataire.

Le mandant paiera ou remboursera au mandataire le montant des charges financières qu'il aura supportées pour assurer ce préfinancement.

Le coût de ce préfinancement, effectué d'ordre et pour compte du mandant, sera égal au coût auquel le mandataire se sera procuré effectivement les fonds ou, en cas de prélèvement sur les disponibilités du mandataire au taux Eonia augmenté d'un point de pourcentage ou au taux de 1% si le taux Eonia est négatif.

Passé le délai prévu ci-dessus pour le remboursement du préfinancement, les sommes dues par le mandant seront majorées, de plein droit et sans qu'il y ait besoin d'une mise en demeure, d'un intérêt moratoire égal à quatre pour cent (4%) par an en cas de prélèvement sur les disponibilités du mandataire ou égal au taux d'intérêt moratoire de l'organisme tiers en cas de recours à un préfinancement extérieur.

37 Conséquences des retards de paiement.

En aucun cas, le mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des entreprises ou d'autres tiers du fait notamment du retard du mandant à verser les avances nécessaires aux règlements, de délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du mandataire.

ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE

12.1 Sur le plan technique

Sur le plan technique, le mandataire assurera sa mission jusqu'à la fin du mandat sauf résiliation anticipée.

12.2 Sur le plan financier

12.2.1 : Reddition des comptes de l'opération :

L'acceptation par le mandant de la reddition définitive des comptes, chaque année, vaut constatation de l'achèvement de la mission du mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

Le mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec avis de réception au mandant, cette reddition définitive des comptes au plus tard dans le délai de un an à compter de l'arrêté des comptes. Le mandant notifiera son acceptation de cette reddition des comptes dans les trois mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

12.2.2 : Décompte général des honoraires du mandataire :

Dès notification de l'acceptation de la reddition des comptes de l'opération par le mandant, le mandataire présentera le projet de décompte final de ses honoraires au mandant.

Ce dernier disposera d'un délai de 45 jours pour notifier au mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif de la présente convention.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

ARTICLE 13 - ACTIONS EN JUSTICE

Le mandataire représentera le mandant en justice, tant en demande qu'en défense, pour toute action contractuelle liée à l'exécution d'un marché par elle signé.

La SA3M portera recours, ou se défendra, en justice pour des litiges relevant des travaux et de la maintenance ou de la mise en cause des passations des contrats de travaux et de maintenance. Dans ces cas-là, elle prend un avocat et déclare le sinistre auprès de sa RCP et de sa protection juridique. Ces frais d'avocat sont portés par le mandant.

La présente délégation prendra fin à tout moment sur simple décision, dûment notifiée, du mandant et au plus tard à l'achèvement de la mission technique du mandataire. A cette date, le mandant se substituera au mandataire dans les procédures engagées.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le mandant d'agir lui-même, tant en demande qu'en défense.

ARTICLE 14 - CONTROLE TECHNIQUE PAR LA COLLECTIVITE

Le mandant sera tenu étroitement informé par le mandataire du déroulement de sa mission. A ce titre, le mandataire lui communiquera à la demande les documents de suivi de la maintenance et informera le mandant des réunions stratégiques qui seront organisées. L'ensemble des documents de suivi sera stocké et classé sur une plateforme en ligne, que le mandant pourra consulter à tout moment.

Le mandataire rendra compte trimestriellement au mandant de l'avancement de sa mission :

- Suivi de la maintenance
- Evolution financière
- Evolution de planning

Les représentants du mandant pourront suivre la maintenance, accéder à tout moment à l'immeuble, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au mandataire et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

Le mandant aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

ARTICLE 15 - CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER PAR LE MANDANT ; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES

Le mandataire accompagnera toute demande de paiement en application de l'article 16 des pièces justificatives correspondant aux dépenses engagées d'ordre et pour compte du mandant.

En outre, pour permettre au mandant d'exercer son droit à contrôle comptable, le mandataire doit :

- Tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte du mandant dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- Adresser chaque année avant le 31/08 au mandant un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
 - . Un bilan financier prévisionnel actualisé pour l'année en cours N, faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses (et en recettes le cas échéant), et d'autre part, l'estimation des dépenses (et, le cas échéant, des recettes) restant à réaliser ;
 - . Un budget prévisionnel pour l'année suivante N+1 ;
 - . Un plan de trésorerie actualisé pour l'année en cours N, faisant apparaître l'échéancier des dépenses (et des recettes éventuelles) ;
 - . Un plan de trésorerie prévisionnel pour l'année suivante N+1
- Au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle qui n'aurait pas déjà fait l'objet de l'application de l'article 2 ci-dessus, en expliquer les causes et si possible proposer des solutions ;
- Adresser au fur et à mesure du déroulement de l'opération, et au moins une fois par an, au mandant, une reddition des comptes de l'exercice écoulé. Cette dernière récapitulera l'ensemble des dépenses acquittées pour le compte du mandant au cours de l'exercice passé, en spécifiant celles qui ont supporté la TVA qui sera isolée, ainsi qu'éventuellement, les recettes encaissées pour son compte. Les copies des factures portant la mention de leur date de règlement seront jointes à l'appui de cette reddition de comptes ;
- Etablir en temps utile les états exigés par l'Administration pour les dépenses ouvrant droit au FCTVA ;
- Remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses et les recettes, à l'achèvement de l'opération.
- Actualiser le Plan Pluriannuel d'Investissement du bâtiment sur 5 ans.

ARTICLE 16 - RESILIATION

16.1 Résiliation sans faute

Le mandant peut résilier moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Dans tous les cas, le mandant devra régler immédiatement au mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d'ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Il devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée des dits contrats.

En outre, le mandataire aura droit à une indemnité forfaitaire fixée à 5% de la rémunération de l'année en cours.

16.2 Résiliation pour faute

16.2.1 : En cas de carence ou de faute caractérisée du mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, la convention pourra être résiliée sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent contrat. En tout état de cause, le mandataire a droit au remboursement de ses débours justifiés.

16.2.2 : En cas de carence ou de faute caractérisée du mandant, le mandataire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

16.3 Autres cas de résiliation

16.3.1 : En cas de non respect, par le titulaire, des obligations visées à l'article 23 ci-dessous, relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de mandat peut être résilié aux torts du mandataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le mandataire dispose de quinze (15) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

16.3.2 : En cas d'inexactitude des renseignements, fournis par le mandataire, mentionnés aux articles 44 et 46 du code des marchés publics et aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail, à la conclusion du contrat de mandat ou de son exécution, celui-ci sera résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

ARTICLE 17 – PENALITES

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute du mandataire visés à l'article 14.2.1, le mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées aux articles 3 et 6.

En cas de manquement du mandataire à ses obligations, le mandant se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération hors TVA, la convention pourra être résiliée aux torts exclusifs du mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité du mandant envers le mandataire.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

1) En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 15 par rapport aux délais fixés à ce même article : 150 € par jour de retard ;

2) En cas de retard dans la reddition définitive des comptes prévue à l'article 12.2 : 150 € par jour de retard ;

3) En cas de retard de paiement, par la faute du mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte du mandant, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du mandataire à titre de pénalités.

4) Pénalité pour travail dissimulé.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

5) Pénalités pour non-respect des délais de l'article 3.2
150 € par jour de retard.

- 6) Pénalités pour l'interruption des Services de la Police Municipale.
150 € par jour si la faute du mandataire est avérée et prouvée par le mandant.

ARTICLE 18 - PIÈCES À PRODUIRE PAR LE MANDANT

Le mandataire s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Le mandataire s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

ARTICLE 19 - LITIGES

Tous les litiges seront de la compétence du Tribunal administratif de Montpellier.

Fait en trois originaux

A.....le.....

Pour la Ville de Montpellier

Pour la SA3M

Annexes : Plan du bâtiment
Budget prévisionnel

**Attribution du marché n° 6D0029 passé selon une
procédure adaptée ouverte**
Lot n° 1 : Gardiennage de sites
Lot n° 2 : Surveillance d'expositions et
accompagnement de manifestations
Autorisation à signer le Marché
Retire et remplace la décision n° 2016/0322

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R en date du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de retirer et remplacer la décision n° 2016/0322 en raison d'une erreur matérielle ;
- Qu'il y a lieu de confier un marché à bons de commande portant sur chacun des deux lots suivants :
Lot n° 1 : Gardiennage de sites
Lot n° 2 : Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 21 juin 2016 selon une procédure adaptée ouverte immatriculée 6D0029, conformément à l'articles 28 du décret n° 2016 – 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum, passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres, et sera conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Ce marché pourra faire l'objet de 3 reconductions tacites possibles par périodes successives d'un an.
- Que le montant estimé pour la durée initiale de chaque lot sur 1 an est le suivant :
Lot n° 1 : 250 000,00 Euros H.T.
Lot n° 2 : 350 000,00 Euros H.T.
Estimation globale sur la durée totale des 2 marchés sur 4 ans : 2 400 000,00 Euros H.T.
- Que la Commission d'Appel d'Offres, en date du 20 septembre 2016 a décidé d'attribuer les deux lots aux sociétés ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
Lot n° 1 - Gardiennage de sites :
SURVEILLANCE MONTPELLIERAINE SECURITE PRIVEE sise La Fontaine aux Roses –
531 Rue André Le Nôtre – 34080 Montpellier
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %

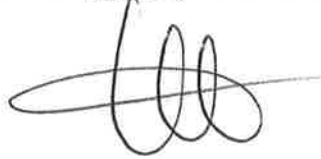
Lot n° 2 – Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations :
N SECURITE sise Parc d'Activités La Garrigue – B.P 21 – 34171 Castelnau Le Lez
- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 70 %
- Montant des prestations : 30 %

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés à bons de commande sans minimum ni maximum selon les deux lots aux sociétés suivantes :
Lot n° 1 - Gardiennage de sites :
SURVEILLANCE MONTPELLIERAINE SECURITE PRIVEE
Lot n° 2 – Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations :
N SECURITE
sur une durée initiale de 12 mois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer les marchés avec les sociétés retenues par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 05.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 09.11.2016
Notifiée le :

Contentieux

**SARL RRT 34
Recours contre refus de terrasse 2016**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la SARL RRT 34 conteste le refus de terrasse qui lui a été opposé pour 2016 (instance n°1603254-4) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10 . 11 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 16 . 11 . 2016
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
d'appel d'offres ouvert pour les achats de mobilier
scolaire.
(N° 6D0007)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de Mobilier scolaire pour les services de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, en date du 27 mai 2016, soumis aux articles 25-I. 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Cette consultation n°6D0007 est passée en application de l'article 78 dudit Décret relatif aux accords-cadres (Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum). Le marché est conclu pour une durée initiale d'exécution de un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit pour une durée de un an supplémentaire.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (*Mobilier scolaire pour les classes de maternelles*) étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 18 octobre 2016, a attribué le lot n°1 à la société DELAGRAVE, Espace Lognes, 8 rue Sainte Claire Deville, 77437 MARNE LA VALLEE cedex 2, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (*Mobilier scolaire pour les classes élémentaires*) étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 18 octobre 2016, a attribué le lot n°2 à la société DELAGRAVE, Espace Lognes, 8 rue Sainte Claire Deville, 77437 MARNE LA VALLEE cedex 2 qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°3 (*Tableaux*) étaient les suivants : le prix pour 80%, la performance en matière de protection de l'environnement pour 20%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 18 octobre 2016, a attribué le lot n°3 à la société ASB 34, 210 rue Charles Nungesser, ZI des cavaliers, 34135 MAUGUIO, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°4 (*Mobilier de restauration*) étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 18 octobre 2016, a attribué le lot n°4 à la société DELAGRAVE, Espace Lognes, 8 rue Sainte Claire Deville, 77437 MARNE LA VALLEE cedex 2 qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de mobilier scolaire n°6D0007 » :
 - Avec la société DELAGRAVE pour le lot n°1 (pour une estimation annuelle de commandes de 200 000 € HT).
 - Avec la société DELAGRAVE pour le lot n°2 (pour une estimation annuelle de commandes de 200 000 € HT).
 - Avec la société ASB 34 pour le lot n°3 (pour une estimation annuelle de commandes de 20 000 € HT).
 - Avec la société DELAGRAVE pour le lot n°4 (pour une estimation annuelle de commandes de 30 000 € HT).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement, nature 2184, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint délégué aux finances, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 17. 11. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 18. 11. 2016
Notifiée le :

Contentieux
Madame Isabelle DANCE
**Recours contre la décision du 19 mai 2016 imposant
une reprise du travail à temps complet**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame DANCE conteste (instance n°1603722-3) la décision du 19 mai 2016 lui imposant une reprise à temps complet ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10 . 11 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 16 . 11 . 2016
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie de recettes Archives
Municipales
Ouverture d'un compte de dépôt de fonds
Modification des recettes autorisées et des modes de
recouvrements

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu les décisions du 11 avril 2006 et du 17 mars 2009 modifiant la régie de recettes des Archives Municipales ;
- Vu la Décision 137 du 09/04/2010, permettant l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds ;
- Vu la Décision 0397 du 14/09/2011, élargissant les recettes encaissées ;
- Vu la Décision 226 du 28/05/2013 relative à la modification des modes de recouvrement ;
- Vu la Décision 0357 du 11/12/2013 relative à la création de fond de caisse et la modification des recettes autorisées ;
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 18 octobre 2016 ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes « Archives Municipales », il est nécessaire d'ouvrir un compte de dépôt de fonds, modifier les recettes autorisées et ajouter le virement bancaire aux modes de recouvrements.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie de recettes « Archives » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine ;
- Que, article 2, la régie est installée dans les locaux de la Médiathèque Emile Zola, 287, rue Poséidon, 34000 Montpellier ;
- **Que, article 3, la régie encaisse les produits suivants :**
 - **Photocopies et impressions papier,**
 - **Reprographies et travaux photographiques sur différents supports : papier, CD, DVD,**
 - **Les droits de réutilisation de données publiques,**
 - **La vente des publications des Archives Municipales ;**
- Que, article 4, les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrements suivants au chapitre 923 et perçues contre remise à l'usager d'un reçu, d'une quittance ou d'une facture acquittée.
 - Chèques
 - Numéraires
 - **Virements bancaires ;**
- Que, article 5, un fonds de caisse d'un montant de 10 euros est mis à disposition du régisseur ;
- **Que, article 6, un compte de dépôt de fonds est ouvert ;**
- Que, article 7, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le régisseur et les mandataires doivent prendre connaissance des conditions fixées dans l'acte de nomination ;
- Que, article 8, le montant maximum de l'encaisse autorisée à conserver par le régisseur est fixé à 400 euros ;
- Que, article 9, le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le montant maximum, fixé à l'article 8, et au minimum, une fois par mois ;
- Que, article 10, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
- Que, article 11, le régisseur, n'est pas assujéti au cautionnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 18.11.2016
Notifiée le :

**Marché à procédure adaptée n° 6B0129
"Travaux d'installation des Hivernales et d'entretien
du patrimoine électrique extérieur"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2079 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire – Déléguée au Commerce et à l'Artisanat;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'assurer les travaux d'installation de la manifestation des Hivernales 2016 et l'entretien du patrimoine électrique extérieur de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée, en application des articles 28, 78 et 80 du décret n°2016/360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à procédure adaptée à bons de commande.
- Que la durée de ce marché s'étend de la notification au 31 mars 2017.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:
 - Valeur technique 60%
 - Prix des prestations 40%
- Qu'après analyse, l'entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse est la société CITEOS ZA 242, avenue du Progrès 34820 Teyran ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6B0129 « Travaux d'installation des hivernales et d'entretien du patrimoine électrique extérieur » à la société CITEOS pour un montant maximum HT de 89 000 €, soit 106 800 €TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au titre de l'année 2016 nature 2315, 617, 6156, 61523/2, 6188 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement tout document relatif à cette affaire, avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 07.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 10.11.2016
Notifiée le :

**Attribution du marché 6C0030 portant sur le projet de
communication événementielle Miss France 2017
à Arena Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2076/T/R du 06/06/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour la réalisation d'une communication événementielle à l'occasion de l'élection de Miss France 2017 à l'Arena de Montpellier ; cette prestation inclut la communication événementielle print dans le quotidien régional Midi-Libre, le Direct Matin et le TV Magazine ainsi que la communication événementielle digitale Midilibre.fr, application Midi Libre avec une diffusion du 27 novembre au 17 décembre 2016 ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 30 I 10° du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la société MidiMédia a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société MidiMédia, Rue du Mas de Grille 34430 Saint Jean de Védas, pour un montant négocié maximum de 97 394 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920 nature 6231 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 15.11.2016
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0373

Contentieux

Madame CATALOGNAS Recours contre la décision verbale lui annonçant sa fin de contrat

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame CATALOGNAS a introduit un recours (n°1604964-3) contre la décision verbale du 06 août 2016 lui annonçant la fin de son contrat ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 16.11.2016
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0374

Contentieux
Monsieur Alain NICOLAS
Recours contre l'arrêté du 22 juin 2016 l'excluant
temporairement pour 3 jours

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :


- Que Monsieur Alain NICOLAS conteste (instance n°1605126-1) l'arrêté du 22 juin 2016 prononçant à son encontre une exclusion temporaire de 3 jours ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10 . 11 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16 . 11 . 2016
Notifiée le :

**ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE
AFFAIRE DEVERT**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le 4 avril 2012, Madame DEVERT a été victime d'un accident de travail à la crèche Adelaïde CAMBON ;
- Que Madame DEVERT impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16. 11. 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 16. 11. 2016
Notifiée le :

**Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
Mise en place d'une stratégie BIM
Accord-cadre n° 6B0114**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 27, 78 et 80 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

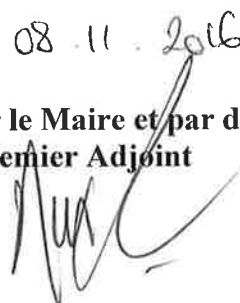
- Que la Ville de Montpellier souhaite missionner un prestataire pour l'accompagner dans la définition d'une stratégie pour le déploiement d'un processus BIM, cette stratégie devant être accompagnée d'un plan d'actions détaillé ;
- Qu'en conséquence, une procédure adaptée a été lancée, sous la référence 6B0114, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, avec un maximum de 85 000 € H.T, pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre (60%) et le prix des prestations (40%) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société BIM IN MOTION - Le Cargo, 157 Boulevard Macdonald, 75019 Paris - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre n° 6B0114 « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Mise en place d'une stratégie BIM » à la Société BIM IN MOTION ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Chapitre 920 – Fonction 020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint délégué, à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 . 11 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 15 . 11 . 2016
Notifiée le :

**ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE**

AFFAIRE BOUNAIM AURAND

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le 7 novembre 2013, Madame AURAND a fait une chute dans les locaux de l'école élémentaire Blaise Pascal ;
- Que Madame AURAND impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16. 11. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 16. 11. 2016
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0378

**Contentieux Ville/Guy RATTO
Appel de la décision des Prud'Hommes
décision d'ester**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre du transfert d'activités de la régie des Maisons à la Ville de Montpellier, Guy RATTO, ayant refusé le contrat de travail de droit public lui étant proposé, s'est vu licencier ;
- Que Guy RATTO a attaqué la Ville devant le Conseil des Prud'Hommes ;
- Que Guy RATTO a décidé d'interjeter appel de la décision rendue ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau Palies Noy Gauer et Associés, devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature fonction : 6227-920 000 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 15.11.2016
Notifiée le :

**Attribution du marché n° 6B0125 passé selon une
procédure adaptée
Mise en lieu de dépôt des animaux placés par le Maire
de la Ville de Montpellier
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 85 000,00 Euros H.T. (Quatre-vingt-cinq mille Euros H.T.) sur une durée de 48 mois et portant sur la mise en lieu de dépôt des animaux placés par le Maire de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 21 septembre 2016 pour un accord cadre à procédure adaptée immatriculé 6B0125, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-630 du 25 mars 2016, Le Centre Canin du Pilier des Masques sis 299 chemin de Predaïau – 34400 Saint Christol a présenté une offre économiquement acceptable selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 85 000,00 Euros H.T. au Centre Canin du Pilier des Masques sis 299 chemin de Predaïau – 34400 Saint Christol sur une durée de 48 mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction : 921/122 – Nature : 611 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 18.11.2016
Notifiée le :



**Attribution du marché n° 6C0024 passé selon une
procédure adaptée
Intervention et Assistance**

**Lot n° 1 : Actions de soutien d'urgence aux populations
sinistrées et d'encadrement des bénévoles**

**Lot n° 2 : Soutien logistique post-urgence aux actions
communales de sauvegarde
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R en date du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un accord cadre à bons de commande portant sur chacun des deux lots suivants :
 - Lot n° 1 : Actions de soutien d'urgence aux populations sinistrées et d'encadrement des bénévoles ;
 - Lot n° 2 : Soutien logistique post-urgence aux actions communales de sauvegarde ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 30 septembre 2016 selon une procédure adaptée ouverte immatriculée 6C0024, conformément à l'article 28 du décret n° 2016 – 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres, sans minimum, et avec un maximum suivant :
 - Lot n° 1 : 160 000,00 Euros H.T.
 - Lot n° 2 : 30 000,00 Euros H.T.
- Que la Croix Rouge Française – Délégation Départementale de l'Hérault sise 9 Rue Gaston Planté – 34790 Grabels a présenté l'offre économiquement acceptable pour le lot n° 1 selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %
- Qu'aucune offre n'a été remise pour le lot n° 2.
- Que la durée du marché est de 48 mois à compter de la notification du marché.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 160 000,00 Euros H.T. concernant le lot n° 1 : Actions de soutien d'urgence aux populations sinistrées et d'encadrement des bénévoles à la Croix Rouge Française – Délégation Départementale de l'Hérault sise 9 Rue Gaston Planté – 34790 Grabels pour une durée de 48 mois.
- De juger infructueux le lot n° 2 : Soutien logistique post-urgence aux actions communales de sauvegarde du fait d'aucune candidature ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Direction de la Règlementation et de la Tranquillité Publique – Chapitre 921 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16. 11. 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 18. 11. 2016
Notifiée le :

**Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de
la vitrerie de sites dépendant de la Mairie de
Montpellier
Accord-cadre n° 6D0013**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et en particulier les articles 13, 25, 67, 68, 78 et 80 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et en particulier l'article 36 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de faire réaliser des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier ;
- Qu'en conséquence, conformément aux articles 25, 67 et 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, un appel d'offres ouvert a été lancé sous la référence 6D0013 « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier » comportant 8 lots :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Montant estimé annuel en € HT</i>
1	Maisons pour Tous	300 000
2	Equipements sportifs	140 000
3	Mairies annexes, bureaux, postes de police, divers	138 000
4	GS Croix d'Argent Cévennes sud	40 000
5	GS Haut de Massane - Hôpitaux facs	40 000
6	GS Cévennes nord - Mosson	40 000
7	GS Centre Est - Centre Nord	40 000
8	GS Port Marianne – Prés d'Arènes (lot réservé)	40 000

- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum.
- Il est conclu pour une période initiale d'un an, qui peut être reconduite par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient : la valeur technique des prestations (60 %) et le prix (40 %) ;
- Que le lot n° 8 a été déclaré infructueux (aucun pli n'ayant été déposé) ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 4 octobre 2016, a attribué les accords-cadres aux entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses, à savoir :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Adresses</i>
1	Maisons pour Tous	SUD SERVICE	Parc d'Activités La Garrigue 34171 Castelnau-le-Lez
2	Equipements sportifs	DERICHEBOURG PROPRETE	Direction Sud-Ouest 13, rue André Villet Immeuble Périssud II 31400 Toulouse
3	Mairies annexes, bureaux, postes de police, divers	SUD SERVICE	Parc d'Activités La Garrigue 34171 Castelnau-le-Lez
4	GS Croix d'Argent Cévennes sud	CLEANING BIO	710, rue Favre de Saint Castor CS 17406 34184 Montpellier
5	GS Haut de Massane - Hôpitaux facs	CLEANING BIO	710, rue Favre de Saint Castor CS 17406 34184 Montpellier
6	GS Cévennes nord - Mosson	CLEANING BIO	710, rue Favre de Saint Castor CS 17406 34184 Montpellier
7	GS Centre Est - Centre Nord	CLEANING BIO	710, rue Favre de Saint Castor CS 17406 34184 Montpellier

Décide en conséquence :

- D'attribuer les accords-cadres n° 6D0013 « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier » aux entreprises ci-dessous désignées :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>
1	Maisons pour Tous	SUD SERVICE
2	Equipements sportifs	DERICHEBOURG PROPRETE
3	Mairies annexes, bureaux, postes de police, divers	SUD SERVICE
4	GS Croix d'Argent Cévennes sud	CLEANING BIO
5	GS Haut de Massane - Hôpitaux facs	CLEANING BIO
6	GS Cévennes nord - Mosson	CLEANING BIO
7	GS Centre Est - Centre Nord	CLEANING BIO

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Nature 6283 — Fonction 922/213 ; 924/411 ; 920/020 ; 924/4221.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint délégué, à signer les accords-cadres avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 18.11.2016
Notifiée le :

**Marché public: contrat de cession du spectacle Ubu
roi au théâtre Jean Vilar
n°6B0153**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville a choisi de présenter au théâtre Jean Vilar, les 1^{er}, 2 et 3 mars 2016, une adaptation du spectacle *Ubu Roi* ;
- Que le producteur, la Compagnie des Dramaticules, dispose du droit de représentation de ce spectacle ;
- Que toute mise en concurrence pour la conclusion de ce contrat est donc impossible ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de cession du spectacle Ubu Roi avec la Compagnie des Dramaticules, 16 avenue de Paris 94300 Vincennes, pour un montant global de 20 017.10 € HT (654 € HT au titre des droits d'auteurs liées à l'adaptation de l'œuvre, 18 440 € HT au titre de la cession et 923.10 € HT au titre des défraiements repas au tarif Syndeac) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 15. 11. 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 18. 11. 2016
Notifiée le :

**Etude urbaine sur deux axes majeurs de la ville
Avenue de Palavas et avenue de la Justice de Castelnau
Marché n° 6B0115**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2077/T/R du 6 juin 2016 donnant délégations de fonctions à Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe déléguée à l'Urbanisme ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une étude urbaine sur deux axes urbains majeurs de la ville de Montpellier, l'avenue de Palavas et l'avenue de la Justice de Castelnau ;
- Qu'à la suite d'une consultation (marché n°6B0115) de bureaux d'études du 17 août 2016 au 19 septembre 2016 inclus, conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le bureau d'études Tribeca a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6B0115 précité au bureau d'études Tribeca pour un montant de 20 925 € HT pour l'ensemble de la prestation ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville Nature : 2031 - Fonction : 908241 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 21.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée,
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 22.11.2016
Notifiée le :

**Marché public: conception, réalisation, livraison et
installation d'une statue en hommage au musicien
Manitas de Plata
n°6C0007**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de faire installer dans l'espace public une statue originale en hommage au musicien Manitas de Plata ;
- Qu'une procédure adaptée restreinte a été lancée en mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire, conformément aux articles 28 et 30 du code des marchés publics ;
- Que quatre candidats ont été admis à présenter une offre ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur artistique (60%) et le prix (40%)
- Qu'après analyse, l'atelier Jean-Loup Bouvier, 9 rue du Ponant, 30133 Les Angles, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de conception, réalisation, livraison et installation d'une statue en hommage au musicien Manitas de Plata à l'atelier Jean-Loup Bouvier, pour un montant de 105 820 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 15.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 15.11.2016
Notifiée le :

**Election de Miss France 2017
Location de l'Arena et du hall A2 du Parc des
Expositions de Montpellier auprès de Montpellier
Events
Gestion de la billetterie de la manifestation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la Culture

Considérant :

- Que la Ville accueille la finale de l'élection nationale Miss France 2017, organisée par Endemol Productions-Miss France Organisation SAS, le 17 décembre 2016 ;
- Que cette manifestation se déroulera dans la salle de l'Arena ainsi que dans le hall A2 du Parc des Expositions de Montpellier, salles que la Ville doit louer auprès du gestionnaire, Montpellier Events
- Qu'il convient également d'organiser la gestion de la billetterie de la manifestation ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de location de l'Arena (du 11 décembre 2016 à 14 heures au 18 décembre 2016 à 18 heures) et du hall A2 du Parc des Expositions de Montpellier (du 15 décembre 2016 au 18 décembre 2016 à 20 heures) auprès de Montpellier Events, joint en annexe, pour un montant global de 391 354.95 € HT ;
- De dire que la fabrication, la commercialisation et la gestion de la billetterie seront confiées par la Ville à Montpellier Events. La recette encaissée sera reversée à la Ville de Montpellier, déduction faite des frais de gestion (1 € HT par billet, y compris les gratuits, hors billetterie loges) et des frais de distribution (10% du prix du billet, prélevés par les réseaux de vente) ;
- De dire que la dépense de location et la recette de billetterie seront inscrits dans le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**

Publiée le : 18.11.2016
Notifiée le :

CONTRAT DE LOCATION ARENA MONTPELLIER



ELECTIONS DE MISS France 2017

Samedi 17 décembre 2016

Ce contrat vous est établi par Martine Vicériat
mviceriat@montpellier-events.com - Tel : n° 06 82 56 54 62
Djamel Zedam - Tel : n° 06 85 49 45 67 dzedam@montpellier-events.com
Olivier Gleizes ogleizes@montpellier-events.com

Montpellier, le 1^{er} juillet 2016

ENTRE

MONTPELLIER EVENTS, société d'économie mixte locale au capital de 35.368.881 €, dont le siège social est situé esplanade Charles de Gaulle Le Corum, à MONTPELLIER (34 000), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 382 591 881, Code APE numéro 9004 Z, représentée par son Directeur Général, **Monsieur Cédric FIOLET**.

Ci-après dénommée « Montpellier Events »
d'une part,

ET

MAIRIE DE MONTPELLIER, située 1 place Georges FRECHE, 34267 MONTPELLIER, représentée par son Maire, **Monsieur Philippe SAUREL**.

Ci-après dénommée "Le Bénéficiaire" d'autre
part.

CONDITIONS PARTICULIERES DE VENTE

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat de location a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles Montpellier Events met à disposition l'ARENA MONTPELLIER au Bénéficiaire et le mode de gestion de la billetterie.

Le présent contrat comporte :

- ♦ L'acceptation par le Bénéficiaire des Conditions Générales de Ventes Montpellier Events (ci-après appelé CGV), du règlement intérieur de la salle et du CCCP, à l'exception des dérogations ci-incluses dans le présent contrat.
- ♦ La prise en compte des éléments des tarifs de location de la salle.

ARTICLE 2 – INTITULE DE LA MANIFESTATION

Cette location est prévue pour la manifestation :

ELECTIONS MISS France 2017
Cette soirée est retransmise en direct sur TF1

- ♦ Configuration **8 155** places commercialisables (dont 1 200 places invitations réservées au Comité Miss France et 500 places invitations réservées à la Mairie de Montpellier, soient 1700 places invitations au total) selon plan de capacité définis par Montpellier Events en fonction des fiches techniques d'implantation d'espaces scéniques et fournis par le Bénéficiaire. Cette capacité pourra être éventuellement augmentée en fonction des éléments techniques apportés par le Bénéficiaire. Dans ce cas, un avenant au contrat sera établi pour fixer la nouvelle capacité de places commercialisables.
- ♦ Configuration en placement assis numéroté

ARTICLE 3 – DATE ET HORAIRES DE LA MANIFESTATION, DU MONTAGE ET DU DEMONTAGE

- ♦ **Manifestation en 1 séance**

Le samedi 17 décembre 2016 à 20h30



Les portes d'entrée de la salle seront impérativement ouvertes 2 heures avant le début de la manifestation soit au plus tard à 18h30-/ Fin de la manifestation à 23h30

♦ **Montage :**

Du dimanche 11 décembre (14h) au vendredi 16 décembre (24h)

♦ **Démontage :**

Début du démontage à la fin de la manifestation et se poursuivant jusqu'au dimanche 18 décembre 2016 18h.

ARTICLE 4 – CAPACITE DE LA SALLE

La capacité de la salle, selon la configuration choisie, est la suivante :

8 155 places commercialisables

Configuration **8 155** places commercialisables (dont 1 200 places invitations destinées au Comité Miss France et 500 places invitations destinées à la Mairie de Montpellier), selon plan de capacité transmis par Montpellier Events et sous réserve de modifications et de contraintes techniques, **déduction faite des 442 places loges partenaires de l'ARENA MONTPELLIER.**

442 places sont situées hors zone commercialisable par le Bénéficiaire :

- **266 places dans les rangs 20 et 21 des blocs B2, B3, B4, C1, C2, C3, D1, D2, D3 (derniers rangs des gradins fixes)**
- **88 places en Blocs B3**
Rang 14 places de 1 à 9
Rang 15 places de 1 à 15
Rangs 16, 17, 18 et 19 places de 1 à 16
- **88 places en Bloc D2**
Rang 14 places de 1 à 9
Rang 15 places de 1 à 15
Rangs 16, 17, 18 et 19 places de 1 à 16

Le Bénéficiaire n'est autorisé à mettre en vente que le nombre de places déterminé en fonction de la jauge choisie et des éventuelles réductions consécutives à des installations particulières (modification de la surface de scène, de décors, etc.). Tout changement de jauge doit être validé par la Direction de Montpellier Events, avant la mise en vente des places de la nouvelle capacité de salle, afin qu'un avenant au contrat soit établi.

ARTICLE 5 – BILLETTERIE

Le Bénéficiaire confie à Montpellier Events la fabrication, la commercialisation et la gestion de la billetterie.

Le Bénéficiaire fixera lui-même le nombre de ses invitations, celles-ci étant déduites du nombre total de places qu'il sera autorisé à commercialiser précisé à l'article 4, compte tenu de la jauge choisie et des éventuels aménagements spécifiques dans la salle nécessitant une diminution de la capacité du public.

La gestion de l'intégralité des billets (grand-public, partenaires, officiels, invitations...) inclue les actions suivantes :

- Une gestion optimisée de la salle.
- Une mise en vente en « temps réel » (tous les distributeurs ont accès au même réservoir, il n'est pas nécessaire de leurs attribuer des quotas).
- Un fonctionnement optimal du contrôle d'accès (tourniquets et PDA Skidata) grâce à son interfaçage avec le système de billetterie. Le contrôle d'accès de l'Arena vérifie tous les billets (thermiques, e-tickets et m-tickets) et supports (carte d'abonnés, accréditations). Tous sont dotés d'un code barre.
- Une présence sur place de l'équipe billetterie en lien avec les différents services (sécurité, accueil public et PMR,...) avant, pendant et après l'évènement.
- L'utilisation si nécessaire des caisses informatisées pour la vente sur place, qui permet d'éviter la pré-édition de billets et de générer des états de vente.
- Un service client performant et adapté (aide à la commande, traitement litiges, information client,...) géré par le prestataire Digitick
- Une gestion optimisée des PMR et de leurs accompagnateurs (avec accès et emplacements spécifiques).
- La possibilité de déporter des ventes dans n'importe quel endroit pourvu d'un PC, d'une imprimante et d'une connexion internet grâce à l'utilisation du Guichet Web Partenaire.
- La liberté de choix des distributeurs grand-public.
- Un reporting régulier des ventes communiqué selon un planning convenu avec le Bénéficiaire

Plan de Salle

Il s'agit d'une billetterie de places assises numérotées. La capacité totale de la salle sera définie en accord avec le service spectacles de Montpellier Events et le Bénéficiaire.

Les répartitions du nombre de place à la vente, du nombre d'invitations, des différentes catégories de tarifs par catégorie seront définies par le Bénéficiaire, en accord avec Miss France Organisation.

Contrôle d'accès

Afin de garantir le fonctionnement du contrôle d'accès, tous les billets émis seront dotés d'un code barre et transmis au contrôle d'accès via le système billetterie. La mise à disposition des PDA et des bornes ainsi que leur paramétrage est compris dans la prestation, ainsi que l'intégration de tous les billets émis.

Chaque billet donne l'accès à la salle une seule fois. Toute sortie est définitive.

Le Bénéficiaire communiquera à Montpellier Events les règles d'accréditation pour son personnel ainsi que pour ses prestataires.

Gestion

Cette prestation comprend les actions suivantes :

- paramétrage (salle, tarifs, représentation,...).
- maquettage (e-ticket, billet thermique).
- relations et négociations avec les distributeurs (frais de distribution, ITR, mise en avant en magasin,...).
- impression et/ou envoi des billets (mail ou courrier).
- paramétrage du contrôle d'accès.
- intégration des billets avec les conditions d'accès définies préalablement.
- suivi des ventes.
- mise à disposition d'un interlocuteur billetterie qui suivra votre dossier.

Chaque étape sera préalablement soumise au Bénéficiaire pour validation. Le coût de gestion sera d'1€ HT par billet (billets payants et gratuits), hors billetterie loge (gérée directement par Montpellier Events).

La recette billetterie est encaissée par Digitick, puis reversée à Montpellier Events à l'issue de la manifestation.

La recette de billetterie, déduite des frais de gestion et de distribution détaillée dans ce contrat, sera ensuite reversée au Bénéficiaire sous forme de virement bancaire.

Distribution

La distribution sera effectuée via les réseaux de vente (France Billet, TicketNet, Digitick), et sur le site internet de l'Arena de Montpellier.

Des frais de location seront prélevés par le vendeur du billet, uniquement pour les réseaux de ventes. Ceux-ci, officiellement de 10% (avec un mini de 1.80€) du prix de vente du billet, ont été négociés au mieux avec les réseaux par Montpellier Events: cf. Grille de Tarifs V1 en annexe.

Guichet Web

Un guichet de vente déporté, avec login et mot de passe (4 caractères minimum, à nous fournir), pourra être mis à disposition du Bénéficiaire sur demande. Celui-ci permet de vendre, d'imprimer ou d'envoyer des places en e-ticket par mail.

Ouverture d'un guichet

A la demande du Bénéficiaire, un guichet pourra être mis en place le jour de la manifestation pour commercialiser des billets restant éventuellement à la vente au public ou pour distribuer des invitations. Cette prestation sera décomptée sur le reversement de la recette de billetterie, en fonction des besoins communiqués par le Bénéficiaire (nombre de guichetiers, horaires d'ouverture, amplitude horaire). Le coût horaire d'un guichetier est de 20.48€ HT / heure (minimum 4 heures / jour). Le PC et imprimante nécessaires pour éditer les billets seront fournis par le service de billetterie de Montpellier Events dans le cadre de sa mission.

TVA, TAXE FISCALE, SACEM

Les différentes taxes conformes aux législations en vigueur sont à la charge du Bénéficiaire.

ARTICLE 6 – PRECISIONS COMPLEMENTAIRES

5.1. Installations techniques

5.1.1. Scène / Régie / Equipements spéciaux

La scène sera fournie par le Comité Miss France

La salle est mise à disposition avec une régie de 6 mètres d'ouverture sur 10 mètres de profondeur dont les dimensions et l'emplacement seront déterminés par les demandes de la fiche technique du spectacle communiquée au minimum 1 mois avant la manifestation.

L'installation d'équipements spéciaux doit se faire dans le respect des législations en vigueur. Tous les matériels (tables de mixage, projecteurs, générateurs de fumée, etc.) devront obligatoirement être installés dans un espace régie protégé et réservé à cet effet.

5.1.2. Fiche technique/Accroches

Dès la réservation de la salle, le Bénéficiaire devra fournir une fiche technique détaillée.

L'utilisateur doit recevoir l'accord de la Direction de Montpellier Events sur la fiche technique présentée. Le Bénéficiaire prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir la conformité des accroches et a obligation de saisir au moment du montage un bureau de contrôle adapté pour validation des charges et des accroches. Les prestations d'accroche sont à la charge du Comité Miss France et traitées en direct avec un prestataire recommandé par Montpellier Events.

5.1.3. Installations espaces annexes

Les espaces annexes (grande loge Miss Backstage pour habillage et maquillage, espace 12 finalistes, loge Comité Miss France + Miss France 2016, loge danseurs, loges artistes, espace tweet room, photo call, espace régie vote, espace stockage stylisme, espace presse et conférence de presse, espace cocktail VIP, espace délégué partenaire) sont installés en fonction des demandes transmises par le Comité Miss France.

5.2. Loges /catering/bureaux

Montpellier Events met à disposition du Bénéficiaire l'ensemble des loges artistes ainsi que les espaces de restauration artiste et 3 bureaux de production.

Les clés des locaux utilisés seront remises au représentant du Bénéficiaire et devront être restituées à la fin du spectacle.

Toute observation sera portée sur les fiches prévues à cet effet. Toute disparition, dégradation de mobilier ou de matériel restera entièrement à la charge du Bénéficiaire.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

Le Bénéficiaire remettra à la Direction de Montpellier Events la photocopie des attestations d'assurance précisées aux CGV au moment de la signature du présent contrat.

ARTICLE 8 – MERCHANDISING

Montpellier Events autorise la vente ou la distribution gratuite de produits dérivés (merchandising, programmes, etc.) dans le hall d'entrée de l'Arena Montpellier. Montpellier Events met à la disposition du Bénéficiaire, qui en informera le vendeur, un espace réservé pour la vente ou la distribution, équipé d'un comptoir. Le Bénéficiaire informera Montpellier Events du prestataire choisi pour assurer cette mission.

Montpellier Events ne percevra pas de redevance sur cette vente.

ARTICLE 9 – PRIX & MODALITES DE PAIEMENT

9.1. Location de l'Arena Montpellier

Réf.	Qté	Désignation	PU € HT	PT € HT
	1	Location de l'ARENA MONTPELLIER période du dimanche 11 décembre au dimanche 18 décembre 2016 inclus	105 460,00	105 460,00
	1	Fourniture des énergies pour la période et location des groupes électrogènes	49 640,00	49 640,00
	1	Nettoyage pour toute la période et remise en état	16 101,00	16 101,00
	1	Aménagement et mise en configuration de tous les espaces annexes, fourniture de tous les mobiliers	63 328,10	63 328,10
	1	Prestations de personnels techniques (horaire de nuit hors forfait) période de montage	1 112,50	1 112,50
	1	Prestations personnels gardiennage et sécurité période de montage et répétition du vendredi 16 décembre	21 194,85	21 194,85
	1	Prestations de personnels de sécurité, contrôle, placement, premiers soins, surveillance incendie le samedi 17 décembre 2016	19 372,90	19 372,90
TOTAL HT				276 209,35
T.V.A. (20%)				55 241,87
TOTAL TTC				331 451,22

Les prestations suivantes :

- LES FLUIDES (fourniture et consommation)
- LES PRESTATIONS DE PERSONNELS DE SECURITE (Incendie, contrôle d'accès, sureté des personnes, dispositif général de sécurité)
- LES PRESTATIONS DE CONTROLE DE BILLET ET DE PLACEMENT
- LES PRESTATIONS DE NETTOYAGE

sont les prestations accessoires indissociables des espaces et sont fournies par Montpellier Events en exclusivité. En cas d'interruption des services liés à ces prestations, seule la responsabilité des entreprises auprès desquelles Montpellier Events s'approvisionne pourra être recherchée.

9.2. Modalités de paiement

Le Bénéficiaire remet à la salle :

- à la signature du contrat, le paiement par chèque ou par virement bancaire d'un acompte au contrat de 25 000 €.
- L'apurement des comptes sera fait à l'issue de la manifestation et le Bénéficiaire remettra à Montpellier Events un chèque ou procédera à un virement bancaire d'un montant correspondant à la somme totale restant due.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire fera respecter les règles de sécurité à l'intérieur de la salle. Montpellier Events se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires d'urgence pour garantir la sécurité du public et des équipements (renforcement des personnels de contrôle et de sécurité) et d'en faire supporter le coût au Bénéficiaire.

Au plus tard quinze jours avant la date du spectacle, le Bénéficiaire s'engage à communiquer par écrit à Montpellier Events :

- Toutes modifications éventuelles d'horaires
- Les puissances électriques définitives nécessaires à la représentation.
- La fiche technique du spectacle et toutes installations techniques particulières (laser, projections d'images, ...).
- Tous les éléments susceptibles d'avoir un impact sur la capacité de la salle (emplacement et dimension des régies, stands intérieurs, proscenium, barrières de sécurité, etc...)

ARTICLE 11 – RETOUR DU CONTRAT

Ces contrats paraphés sur chaque page et signés, accompagnés des CGV paraphées sur chaque page et signées, des chèques (cf. article 9.2 du contrat) et de l'attestation d'assurance (cf. article 7 du contrat) devront être renvoyés par retour du courrier à l'adresse ci-dessous :

MONTPELLIER EVENTS
BP 2200
34 027 Montpellier Cedex 1

Montpellier Events
Monsieur Cédric FIOLET
Directeur Général

Fait à Montpellier
Le

(mention « lu & approuvé » manuscrite et signature)

Le Bénéficiaire
Mairie de Montpellier
Monsieur Philippe SAUREL
Maire de Montpellier

Fait à
Le

(mention « lu & approuvé » manuscrite et signature)

**Convention de mise à disposition du Carré Sainte
Anne à la société Razel-Bec le 16 novembre 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la société Razel-Bec a déposé une demande en vue d'organiser une manifestation (cocktail et exposition) au Carré Sainte Anne le 16 novembre 2016 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des expositions ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 2 000 € sera due par la société Razel-Bec en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération n°2016/259 du 22 juin 2016 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15. 11. 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 16. 11. 2016
Notifiée le :

**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU
CARRE SAINTE-ANNE**

ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Philippe SAUREL, dûment autorisé en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014

ci-après dénommée « LA VILLE DE MONTPELLIER »

ET

RAZEL-BEC

Société par Actions Simplifiée, au capital de 20.000.000 €
Dont le siège social est fixé 3, rue René Razel – Christ de Saclay – 91892 ORSAY CEDEX
Immatriculée au Registre du Commerce d'Evry sous le B 562 136 036,
Représentée par Monsieur Gilles PATROSSO, en qualité de Directeur Général Adjoint

ci-après dénommée « L'Utilisateur »

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régler les modalités d'occupation par l'Utilisateur des espaces du Carré Sainte-Anne, sis 2, rue Philippy – Montpellier, définis à l'article 2 ci-dessous, dans le cadre de la manifestation suivante :

Cocktail + exposition
Organisé le mercredi 16 novembre 2016

ARTICLE 2 : Descriptif des biens mis à disposition

Les biens mis à disposition par LA VILLE DE MONTPELLIER sont les locaux suivants :

- Espace d'exposition du Carré Sainte-Anne
- Espace de repos du Carré Sainte-Anne (zone administrative)

ARTICLE 3 : Caractère personnel de l'occupation

L'Utilisateur est tenu d'occuper personnellement – par ses représentants, personnels, adhérents et invités – les biens mis à disposition définis à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 4 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. En conséquence, l'Utilisateur ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou à l'occupation et à quelque autre droit.

ARTICLE 5 : Respect de l'affectation

L'Utilisateur occupe les locaux de manière paisible et conforme à leur destination et ne doit exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettre aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ou d'engager la responsabilité de LA VILLE DE MONTPELLIER envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

ARTICLE 6 : Dispositions relatives à la sécurité

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'Utilisateur reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques convenues avec LA VILLE DE MONTPELLIER dans le dossier de sécurité remis au Pôle ERP de la Ville.
- Avoir procédé avec le régisseur technique ou son représentant à une visite des locaux utilisés et des voies d'accès à emprunter et en accepter les conditions.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'Utilisateur s'engage à :

- faire respecter l'interdiction réglementaire de fumer dans les locaux,
- observer la capacité d'accueil autorisée,
- respecter les créneaux horaires autorisés.

ARTICLE 7 : Dispositions financières

En contrepartie de cette mise à disposition, l'Utilisateur versera à LA VILLE DE MONTPELLIER la somme globale de 2 000 € (deux mille euros), conformément aux tarifs approuvés pour l'année 2016 par la délibération 2016/259 du 22 juin 2016. Le titre de recettes correspondant sera émis par LA VILLE DE MONTPELLIER.

Cette somme comprend le coût de location de la salle ainsi que les dépenses de fonctionnement inhérentes au déroulement de la manifestation visée à l'article 1, et notamment les frais de personnel technique, de personnel de sécurité, les frais de nettoyage et de personnel d'accueil.

ARTICLE 8 : Dispositions relatives à l'utilisation des espaces

Cadre horaire

Les heures de travail du personnel se dérouleront selon les durées et amplitudes autorisées par la réglementation en vigueur.

Personnel

L'Utilisateur reconnaît être entièrement responsable et versera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, les cachets, primes et indemnités, de son propre personnel artistique, technique et administratif ou autre attaché aux spectacles le cas échéant.

Information au public

La programmation des manifestations dans les locaux, soit par les organisateurs extérieurs, soit par des associations locales, n'engage nullement la responsabilité de LA VILLE DE MONTPELLIER, tant en ce qui concerne le contenu que l'information du public.

L'Utilisateur des espaces fera le cas échéant son affaire de tous les aspects liés à la communication : l'élaboration et la diffusion des affiches, des programmes, des insertions publicitaires dans la presse, des contacts radios et télévisuels.

ARTICLE 9 : Responsabilité

L'Utilisateur est responsable de tous les dommages causés aux biens et aux personnes, par les activités qui y sont liées pendant la période de mise à disposition telle que définie à l'article 1, sans pouvoir s'exonérer par l'invocation du fait d'un tiers, co-contractant et/ou préposé.

En cas de sinistre, l'Utilisateur s'engage à prendre toute mesure utile afin d'en circonscrire les conséquences et d'en limiter la portée, notamment en réduisant au maximum la durée d'interruption de l'activité.

ARTICLE 10 : Assurance

L'Utilisateur est tenu, de manière générale, de souscrire toute police d'assurance nécessaire pour couvrir les risques découlant de l'exploitation des locaux et de l'exercice de ses activités. Au titre de chacune des polices qu'il aura contracté et à hauteur de la totalité des montants de garantie dont il dispose, l'Utilisateur s'engage à obtenir de son ou de ses assureurs que LA VILLE DE MONTPELLIER soit considéré comme assuré additionnel, le ou les assureurs garantissant ainsi toute responsabilité personnelle de LA VILLE DE MONTPELLIER. Les compagnies d'assurances auront communication de la présente convention. De façon plus précise, l'Utilisateur devra contracter des polices d'assurances garantissant des montants qui ne peuvent être inférieurs aux limites usuellement pratiquées sur le marché européen de l'assurance, et présentant nécessairement les caractéristiques suivantes :

Assurance de responsabilité civile : cette assurance couvre l'Utilisateur des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile définie aux articles 1382 et suivants du Code Civil qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et des usagers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine notamment, dans l'exécution ou l'inexécution de ses obligations légales ou contractuelles : ainsi que dans les biens dont elle a la garde.

ARTICLE 11 : Justification des assurances

L'Utilisateur justifiera de ces assurances et de l'acquis exact des primes à toute demande de LA VILLE DE MONTPELLIER.

Les attestations d'assurances devront être communiquées à LA VILLE DE MONTPELLIER dans les huit jours suivant la signature de la présente convention.

ARTICLE 12 : Durée de la convention

La durée de la présente convention se confond avec la durée de la mise à disposition telle que précisée à l'article 1.

ARTICLE 13 : Litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de la présente convention avant d'engager une procédure devant la juridiction compétente de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
En deux exemplaires originaux

L'Utilisateur
Pour Razel Bec

RAZEL-BEC S.A.S.

CS 20030

34433 SAINT JEAN de VEDAS

Tel. 33 (0)4 67 10 10 10 - Fax 33 (0)4 67 10 10 01

RCS Evry 562 136 036 - APE : 4299Z

Gilles PATROSSO

LA VILLE DE MONTPELLIER
Pour Monsieur le Maire et par délégation

Sonia Kerangueven,
Adjointe déléguée à la culture

Théâtre Jean Vilar
**Autorisation de dépôt de demandes de subventions
auprès de l'Etat et des collectivités territoriales**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que les spectacles, projets et activités proposés par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public comme des établissements scolaires (service éducatif) ou des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, notamment le Ministère de la Culture et de la Communication, ou encore par les collectivités territoriales ;
- Qu'il convient d'autoriser le dépôt des demandes de subventions correspondantes

Décide en conséquence :

- D'autoriser le dépôt de demandes de subventions le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15. 11. 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**

Publiée le : 18. 11. 2016
Notifiée le :



**Avenant au marché de numérisation et indexation des
registres de délibérations et arrêtés du Conseil
municipal de 1791 à 1896
Marché n°6B0017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Qu'en raison de contraintes techniques, il y a lieu de reporter le début d'exécution du marché de numérisation et indexation des registres de délibérations et arrêtés du Conseil municipal de 1791 à 1896 ;
- Que les lots 1 et 2, prévus en 2016, seront ainsi exécutés en 2017, avec le lot n°3 ;
- Que cet avenant ne modifie ni la durée globale du marché ni son montant ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché précité au bénéfice de l'entreprise Arkhenum, 43 avenue Charles de Gaulle, 33 200 Bordeaux Mérignac ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 . 11 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**

Publiée le : 18 . 11 . 2016
Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : ARKHENUM, 43 avenue Charles de Gaulle, 33200 Bordeaux Caudéran

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Numérisation et indexation des registres de délibérations et arrêtés du Conseil municipal de 1791 à 1896

N° du marché : 6B0017

Notifié le : 14 mars 2016

Montant initial du marché :

Montant HT : 30 000 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier les délais d'exécution des 3 lots composant le marché : les lots 1 et 2, initialement prévus en 2016, seront exécutés avec le lot 3, en 2017.

ARTICLE 2

Le montant de l'avenant au contrat ne modifie pas le montant initial du marché, qui s'établit à 30 000 € H.T maximum pour la durée du marché

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée (24 mois)

D. Signatures des parties

A, le

L'entrepreneur,

Le Directeur Général Adjoint,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

ASSURANCE
EXPOSITIONS
Police AXA ART n° F.1009.654
Avenant exercice 2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que les expositions organisées par la Ville sont garanties par une police d'assurance « tous risques expositions » dont la prime est révisable en fonction du montant des œuvres exposées dans l'année ;
- Que le montant de ces œuvres pour l'année 2015 s'élève à 6 908 515,01 € ce qui représente une prime en régularisation d'un montant de 4 673,02 € ;
- Que le paiement de cette prime en régularisation fait l'objet d'un avenant ;

Décide en conséquence :

- D'approuver les termes dudit avenant fixant le montant de la prime en régularisation pour l'exercice 2015 à 4 673,02 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 17 . 11 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 18 . 11 . 2016
Notifiée le :

Agence ou Courtier	N° de Contrat	Catégorie	Modèle	Exce	Nature	Date d'émission
GRAS SAVOYE	1009.654	94	15/09/2000		AVENANT	05/10/2016
Immeuble Quai 33- 33/34 quai de Dion Bouton - CS 70001 - 92814 PUTEAUX Cedex						
Souscripteur : VILLE DE MONTPELLIER HOTEL DE VILLE 1 PLACE GEORGES FRECHE 34267 MONTPELLIER CEDEX 2			Intitulé : REGULARISATION EXERCICE 2015			
Période du au		Prime HT	Taxes	Catastrophes Naturelles		Prime TTC
01/01/2015 31/12/2015		4 030,47	286,89	355,65		4 673,02

AVENANT DE REGULARISATION DES EXPOSITIONS TEMPORAIRES - EXERCICE 2015
Voir détail en annexe jointe

Le présent avenant fait partie intégrante du contrat, toutes les autres clauses et conditions y insérées demeurent valables en tant que non-contraires à celles du présent acte.

Il n'est rien dérogé aux clauses et conditions du contrat.

Fait en double exemplaire, à Puteaux le

05/10/2016

LE SOUSCRIPTEUR

GRAS SAVOYE
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1.432.600 €
Immeuble Quai 33. 33/34 Quai de Dion-Bouton
CS 70001 92814 Puteaux Cedex
☎ 01 41 43 50 00 - Télécopie 01 41 43 55 55
☎ 01 248 637 R.C.S NANTERRE - N° FR 61 311 248 637
Immatriculation ORIAS : 07 001 707

POUR LA SOCIETE


Didier CARREIRAS
Chargé des Affaires Spéciales



Contrat 1009 654
Compagnie: AXA - ART FRANCE
REGULARISATION DU 01/01/2015 AU 31/12/2015
EXPOSITIONS
VILLE DE MONTPELLIER

rdon Exposition	Lieu	Date de début de Garantie	Date de fin de Garantie	Cantons en euros	Prime Transport	Prime saupr TTC	Prime TTC	Observations
ALERTE AUX CLIMATS	MAISON DE LA PREVENTION - MONTPELLIER	07/01/2015	05/02/2015	1 400,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
LEOPOLD RABUS	CARRE STE ANNE - MONTPELLIER	10/01/2015	01/06/2015	582 650,00	116,53	233,60	350,13	Prime minimum
PORTRAITS DE MUSICIENS	MAISON POUR TOUS ANDRE CHAMSON - MONTPELLIER	12/01/2015	09/02/2015	4 250,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
MATHILDE CAMBON	MAISON POUR TOUS FREDERIC CHOPIN - MONTPELLIER	13/01/2016	23/01/2015	8 787,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
CULTURELLE CUBAINE	MAISON POUR TOUS MELINA MERCOURI - MONTPELLIER	21/01/2015	17/02/2015	1 085,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
SHUANG GAO	MAISON POUR TOUS MARIE CURIE - MONTPELLIER	21/01/2015	09/02/2015	3 000,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
PATRICE PALACIO : JE X	ESPACE DOMINIQUE BAGOUET - MONTPELLIER	01/02/2015	19/05/2015	235 200,00	39,23	73,96	113,19	Prime minimum
JUEY	MPT PAUL EMILE VICTOR - MONTPELLIER	23/02/2015	13/03/2015	14 200,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
MARIE COUCHINHO	MPT F CHOPIN - MONTPELLIER	27/02/2015	07/03/2015	2 040,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
COULEUR BRESIL	MPT ANDRE CHAMSON - MONTPELLIER	02/03/2015	30/03/2015	1 000,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
LE LIVRE C'EST BON POUR LES BEBES	MAISON POUR TOUS MICHEL COLUCCI - MONTPELLIER	02/03/2015	30/03/2015	4 500,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
LA VIE EN KODAK : COLORAMA PUBLICITAIRES DES ANNEES 1950 A 1970	PAVILLON POPULAIRE - MONTPELLIER	04/03/2015	17/08/2015	15 700,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
FESTIVAL CELA NOVA - PAVOTS ET CABARETS	MAISON POUR TOUS MARIE CURIE - MONTPELLIER	05/03/2015	20/03/2015	56 250,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
NICOLE RAFAEL COSAR - PEINTURE PERUVIENNE	MPT F CHOPIN - MONTPELLIER	09/03/2015	20/03/2015	3 270,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
OLIVIER SCHER	MPT BORIS VIAN	09/03/2015	24/03/2015	3 395,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
REGARDS SUR LA PEINTURE	MPT PAGNOL - MONTPELLIER	16/03/2015	03/04/2015	7 440,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
SEMAINE COLOMBIENNE	MPT ESCOUTAIRE - MONTPELLIER	23/03/2015	28/03/2015	20 730,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
QUINZAINE CULTURELLE ITALIENNE	MAISON POUR TOUS F. VILLON - MONTPELLIER	30/03/2015	10/04/2015	2 830,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
TROIS EXPOSITIONS	MPT ESCOUTAIRE - MONTPELLIER	30/03/2015	30/04/2015	7 500,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
PAUL COUDSI	MPT MARIE CURIE - MONTPELLIER	03/04/2015	13/04/2015	7 250,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
GRANDES FIGURES DU BLUES	MPT M. PAGNOL	07/04/2015	24/04/2015	15 180,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
FESTIVAL DE FIL EN AIGUILLE	MPT MELINA MERCOURI - MONTPELLIER	23/04/2015	07/05/2015	6 450,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
CREER, C'EST RESISTER DE PIERRE MARQUES	ESPACE DOMINIQUE BAGOUET - MONTPELLIER	27/04/2015	01/06/2015	58 047,41	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
SAUVAGE	MPT BORIS VIAN	07/05/2015	29/05/2015	2 740,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
ELECTISME SOYEUX	MPT ESCOUTAIRE - MONTPELLIER	11/05/2015	29/05/2015	11 350,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
GEORGES DEZEUXE, NATURES MORTES	ESPACE D. BAGOUET - MONTPELLIER	12/05/2015	30/11/2015	285 700,00	47,31	166,09	213,40	Prime minimum
FESTIVAL SINGULIEREMENT VOTRE	MPT F. CHOPIN - MONTPELLIER	14/05/2015	18/05/2015	313 053,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
JAKOB TUGGEWER	PAVILLON POPULAIRE	05/06/2015	31/10/2015	630 000,00	166,00	332,97	498,97	Prime minimum
A LA CROISEE DES ARTS	MPT ANDRE CHAMSON - MONTPELLIER	08/06/2015	29/06/2015	2 490,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
ABOVE AND BELOW	CARRE SAINTE-ANNE - MONTPELLIER	10/06/2015	15/11/2015	793 296,00	108,33	329,25	438,58	Prime minimum
LE MONDE NATUREL DE L'ABEILLE	MAISON POUR TOUS GEORGES BRASSENS - MONTPELLIER	12/06/2015	22/06/2015	8 000,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
PEINTURE	MAISON POUR TOUS MARIE CURIE - MONTPELLIER	12/06/2015	25/06/2015	6 080,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
MOUSTIQUE TIGRE	MAISON DE LA PREVENTION	01/07/2015	30/08/2015	700,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
MONTPELLIER AU 21EME SIECLE	HALL DE L'HOTEL DE VILLE - MONTPELLIER	31/08/2015	02/10/2015	28 650,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
DIVERSES OEUVRES	MPT F. CHOPIN - MONTPELLIER	11/09/2015	18/09/2015	4 230,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
DENIS ROCHE	PAVILLON POPULAIRE - MONTPELLIER	01/10/2015	15/03/2016	27 300,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
NATURALEZA Y SOCIEDAD	MPT F. CHOPIN - MONTPELLIER	02/10/2015	18/10/2015	9 150,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
JACKY SCHMITT	MAISON POUR TOUS MARCEL PAGNOL - MONTPELLIER	22/10/2015	13/11/2015	5 980,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
ANATOMIE DE L'AUTOMATE	LA PANACEE - MONTPELLIER	26/10/2015	30/03/2016	3 056 550,00	572,92	1 277,34	1 850,26	Prime minimum
MANEQUINS COSTUMISES DE CORINNE BRACCO	MAISON POUR TOUS MARIE CURIE - MONTPELLIER	06/11/2015	20/11/2015	42 500,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
LA CALLIGRAPHIE CHINOISE TOUT UN ART	MPT ANDRE CHAMSON - MONTPELLIER	10/11/2015	02/12/2015	4 272,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
JOSE SALES ALBELLA - CHANT DE TERRE ET D'ICI	ESPACE DOMINIQUE BAGOUET - MONTPELLIER	15/11/2015	31/01/2016	99 000,00	15,38	23,13	38,49	Prime minimum
ECOLE COREENNE DE MONTPELLIER	MAISON POUR TOUS PAUL-EMILE VICTOR - MONTPELLIER	16/11/2015	20/11/2015	15 335,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
FESTIVAL CAPHARTNAUM	MAISON POUR TOUS ROSA LEE PARKS - MONTPELLIER	16/11/2015	30/11/2015	7 141,60	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
A QUI J'APPARTIENS	MAISON POUR TOUS ANDRE CHAMSON - MONTPELLIER	30/11/2015	05/01/2016	1 415,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
REGIONALISSIMA DE LOR T	MPT ESCOUTAIRE - MONTPELLIER	07/12/2015	18/12/2015	28 900,00	0,00	30,00	30,00	Prime minimum
TOTAL				6 908 515,01	1 066,88	3 606,34	4 573,02	

374

**MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété TOURRIER
49 rue de la Cavalerie
Exercice du droit de préemption**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R en date du 6 juin 2016 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement durable ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 24 octobre 2016.

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;

- que le 19 septembre 2016, Monsieur Philippe TOURRIER a déposé une déclaration d'intention d'aliéner une maison située 49 rue de la Cavalerie, cadastrée section CD 177, au prix de 250 000 € plus 13 441 € de commission d'agence ;
- que cette déclaration d'intention d'aliéner est liée avec celle concernant la vente d'un immeuble situé 5 impasse du Chapeau Rouge, cadastré section HO 86, les deux ventes étant indissociables ;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur". Les objectifs du volet habitat de l'opération visent à réactiver et diversifier le marché du logement, d'une part par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé et d'autre part par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes ;
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme, de ce périmètre et d'un bilan financier prévisionnel, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020" ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de le réhabiliter complètement et de le remettre aux normes d'habitabilité.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur Philippe TOURRIER, située 49 rue de la Cavalerie, cadastrée section CD 177, au prix de 250 000 € plus 13 441 € de commission d'agence ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **14 NOV. 2016**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN**

Publiée le : 18.11.2016
Notifiée le :



**MONTPELLIER GRAND COEUR
DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

49 rue de la Cavalerie

Propriété de Monsieur TOURRIER Philippe, CLAPIERS (34)

Acquéreur : CLEMIUM MONTPELLIER, MONTPELLIER (34)

Désignation du bien

- Immeuble sis 49 rue de la Cavalerie
- Parcelle CD 177 pour une superficie cadastrale de 207 m²

Description

Immeuble entier (R+2) d'une superficie d'environ 207 m² se composant de :

- 4 logements dont 1 occupé
- immeuble en mauvais état
- parties communes (toitures et façade) et privatives à réhabiliter ;

Valeur du bien

- surface totale : environ 207 m²
- prix de la DIA : 250 000 €
- prix au m² : 1 203 €
- estimation des Domaines : 250 000 €
- préemption au prix du service des Domaines soit **250 000 €, conforme au prix de la DIA.**

Analyse

- Immeuble à l'état très dégradé devant faire l'objet de travaux de réhabilitation en parties communes (toiture, façade) et mise aux normes d'habitabilité ;
- Immeuble situé proche du Corum ;

Demande de préemption

Préemption demandée pour les raisons suivantes :

- Réhabilitation complète de l'immeuble ;

Motivation de la préemption urbaine

Conformément à l'article L 211-1 du code de l'urbanisme, afin de réactiver et diversifier le marché du logement, permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du secteur sauvegardé et aux objectifs de l'opération Montpellier Grand Cœur, et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant en l'occurrence pour objet de mettre en oeuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat.

Au vu des objectifs et du programme de la Concession d'aménagement confiée à la SA3M par décision du Conseil municipal du 7 octobre 2013, reçue en Préfecture le 10 décembre 2013.

Observation

Selon les termes de la Concession d'aménagement, la SA3M est tiers payeur et perçoit une rémunération de 3 % HT du prix d'acquisition.

Proposition de la mission Grand Cœur

Demande de préemption au prix du service des Domaines soit 250 000 €, conforme au prix de la DIA.

Date limite pour exercer le droit de préemption

19 novembre 2016

**Marché de services à procédure adaptée pour
l'entretien du vignoble du Mas Nouguier - N°6B0072**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux d'entretien du vignoble de l'Agriparc du Mas Nouguier ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée en application de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, non alloué pour une durée de 1 an à compter de la notification.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique 60 %
 - o Prix 40 % des prestations
- Qu'après analyse, l'établissement suivant a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :
 - o ESAT « Les Compagnons de Maguelone » sise Atelier de Prévost, 34250 Palavas les Flots

Décide en conséquence :

- De confier le marché 6B0072 précité à l'entreprise ESAT Les Compagnons de Maguelone, pour un montant minimum de 0 € et maximum 85 000 € HT.
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, section fonctionnement 928 et section d'investissement 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21.11.2016

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 22.11.2016
Notifiée le :

**Quartier Hôpitaux Facultés
Secteur Croix Lavit
Mandat d'études Ville/SA3M**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R en date du 06/06/2016 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier donnant à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonctions ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique de réinvestissements des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé globalement entre la rue du Puech Villa, la rue Galéra et les ensembles de logements existants le long de la rue Saint Priest ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte-urbaniste en chef de l'opération ;
- Que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est à même d'assurer la mission de conduite de l'ensemble des études à réaliser ainsi que leur règlement dans le cadre d'une convention de mandat d'études à conclure avec la Ville de Montpellier ;
- Que le statut de SPLA de la SA3M autorise la Ville de Montpellier à conclure ce marché sans mise en concurrence préalable ;
- Que la convention de mandat annexée à la présente porte d'une part sur la définition des missions de suivi et d'encadrement confiées par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte) à la SA3M, pour la bonne réalisation de ces études, et d'autre part sur les conditions de financement de ces études dont le montant prévisionnel est estimé à 285 000 € HT (342 000€ TTC) ;

Décide en conséquence :

- De conclure un marché de mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SA3M, telle qu'annexé à la présente décision, pour un montant prévisionnel total d'études de 285 000 € HT (342 000€ TTC) et pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat ;
- De dire que les honoraires de la SA3M pour l'exécution de sa mission seront établis au montant forfaitaire total de 90 000 € HT (108 000 € TTC) ;

- D'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnels ;
- De dire que la dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Montpellier (Chapitre : 908241 ; Nature : 2031) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 24 NOV. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 25 NOV. 2016
Notifiée le :

SOCIETE D'AMENAGEMENT

VILLE DE MONTPELLIER

DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

SA3M

*MANDAT D'ETUDES PREALABLES A L'AMENAGEMENT
DU SECTEUR CROIX LAVIT*

Décision du Maire du :

Signature du mandat d'études le :

Transmis au représentant de l'Etat par le Mandant le :

Publicité de la décision de signer le mandat d'études le :

Notifiée par le Mandant au mandataire le :

ENTRE :

La ville de Montpellier, représentée par Madame Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu de la décision en date du 2016 et reçue en Préfecture de l'Hérault le 2016;

Ci-après dénommée « la Collectivité » ou « le mandant »

d'une part,

ET :

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale (SPL) au capital de 1 770 000 Euros, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le n° 521 130 716, dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

Représentée par Monsieur Christophe PEREZ, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société, en date du 18 septembre 2014,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts.

et désignée dans ce qui suit par "la Société"

d' autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

La ville de Montpellier envisage de réaliser un ensemble d'études préalables destinées principalement à l'aménagement d'un secteur d'environ 25 ha appelé Croix Lavit (annexe 1).

L'objectif de la ville est de définir la programmation urbaine et d'évaluer au mieux la faisabilité et les modalités de réalisation pour l'engagement éventuel d'une opération d'aménagement.

Le présent contrat n'est pas régi par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016, conformément aux dispositions de l'article 17 I de ladite ordonnance relative aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel il exerce un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services et qui réalise l'essentiel de ses activités pour lui.

Le présent contrat est destiné à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles le mandataire réalisera ses missions, sous le contrôle de la Collectivité. Les conditions générales du contrôle exercé par les collectivités actionnaires de la SA3M sur celle-ci, de manière analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, sont définies par ailleurs dans les documents qui régissent le fonctionnement structurel de la société (notamment la charte de la SA3M) et ne sont pas reprises dans le présent contrat.

Conformément aux dispositions de l'article L 300-3 du Code de l'urbanisme et afin de réaliser les études pré-opérationnelles, la Ville de Montpellier a décidé, par décision du Maire en date du 2016, de confier à la SA3M le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte des études préalables dans le cadre d'un **mandat d'études régi par les dispositions du Code de l'urbanisme susvisées et les dispositions de la présente convention.**

La présente convention a pour objet de préciser la nature, le contenu et les conditions de réalisation des missions confiées à la SA3M et les modalités suivant lesquelles elle les réalisera ainsi que les conditions de financement.

La ville de Montpellier désigne son représentant légal, ou la personne habilitée par son organe délibérant comme étant compétent pour la représenter pour l'application de la présente convention sous réserve des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment pour donner son accord :

- sur le choix du mode de dévolution des divers contrats relatifs à l'exécution des phases d'études, y compris leur financement ;
- pour approuver le choix des co-contractants aux différentes phases d'avancement ;
- pour autoriser la signature des marchés et accepter les études réalisées par les tiers.

La Collectivité pourra à tout moment notifier au mandataire une modification de ces personnes.

ARTICLE 1 - OBJET DU MANDAT ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE

1.1 - Conformément aux dispositions de l'article L 300-3 du Code de l'urbanisme et afin de réaliser les études pré-opérationnelles, la Collectivité demande au mandataire, qui accepte, de faire procéder en son nom et pour son compte, dans les conditions définies ci-après, à des études dans les limites financières telles que définies ci-dessous et réaliser, à titre accessoire, les prestations nécessaires pour accompagner l'intervention des tiers.

Elle lui donne à cet effet mandat de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques nécessaires pour la bonne réalisation de sa mission dans les limites fixées par la convention.

Ces études devront permettre au Conseil municipal les orientations, la stratégie, le programme et le parti d'aménagement de l'opération décrite dans l'exposé ci-avant et de réaliser les études pré-opérationnelles nécessaires à sa mise en œuvre.

1.2 Attribution du mandataire :

Le mandataire exercera les attributions suivantes telles que précisées dans le présent mandat :

- définition des conditions administratives selon lesquelles les études et prestations seront exécutées,
- mise au point du processus d'études et propositions des études et prestations complémentaires éventuelles (cf. détail annexé), dans le respect de l'enveloppe financière d'ensemble,
- réalisation d'une enquête foncière et d'une cartographie associée, avec estimations des biens dont l'acquisition des nécessaires à l'opération.
- dans le respect de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016, préparation du choix des tiers intervenants, établissement, signature et gestion des contrats,
- pilotage et coordination des tiers et intervenants, sous le contrôle du mandant,
- synthèse aux différents stades des études et de l'avancement des prestations (aspects techniques, sociaux, environnementaux, économiques et financiers),
- préparation et mise en forme des différents dossiers administratifs nécessaires à la définition de l'opération d'aménagement,
- Réalisation d'un échéancier de l'opération et définition d'un projet de bilan financier prévisionnel
- participation et accompagnement dans le cadre de la phase de concertation du public, le cas échéant,
- participation aux comités d'orientations ou de pilotage que pourrait instaurer le maître d'ouvrage,
- réception des études et prestations des tiers,
- règlement des dépenses liées à l'accomplissement des missions du mandat, y compris des frais techniques,
- gestion des flux financiers et établissement des demandes d'avances et de remboursement par le Mandant,

D'une façon générale, le mandataire effectue des missions de coordination et de pilotage des études et de la démarche, en relation avec le Mandant et sous son contrôle. Il apporte son concours aux différentes étapes du processus, chacune d'entre elle fait l'objet de décisions du Mandant.

Pour ce faire, le Mandataire accomplit un ensemble de prestations et assume des coûts techniques nécessaires pour mener à bien ses différentes missions (reprographie, déplacements, recherches documentaires et de références spécifiques...).

En aucun cas le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de la Commune.

1.3 Définition du contenu des études confiées par le mandataire à des tiers

Le mandant confie au mandataire le soin de faire réaliser par des tiers les études préalables suivantes :

1. Missions de géomètre permettant l'établissement des fonds de plan, aux échelles d'application opérantes pour le périmètre d'ensemble comprenant le relevé topographie et le relevé des réseaux existants publics et privés.
2. Étude de programmation urbaine, permettant en particulier de préciser l'offre résidentielle adaptée, les typologies d'habitat, ainsi que le potentiel commercial.
3. Etudes paysagères et urbaines pour la définition du parti pris d'aménagement ; Analyse des dispositions du PLU et accompagnement aux évolutions potentielles ; une mise en concurrence de prestataires avec rendu graphique sera organisée pour cela. Assistance à la concertation préalable et dossier de création de ZAC, le cas échéant.
4. Etude V.R.D. ; étude hydraulique ; pré-chiffrage des travaux de paysage et d'aménagement
5. Etude d'impact, avec un volet trafic-circulation, stationnement.

6. Ensemble des prestations et coûts techniques nécessaires pour mener à bien ces différentes missions (reprographie, déplacements, recherches de documentaires et de références spécifiques...).

Les contrats pourront intégrer des éléments, en tranches optionnelles, qui vont au-delà du délai d'exécution et de l'enveloppe financière des études préalables décrites ci-dessus. Ces éléments permettront d'anticiper un éventuel « passage à l'opérationnel ». Les tranches optionnelles de ces marchés ne seront pas affermies par le mandataire dans le cadre du présent mandat d'études et pourront l'être ultérieurement par le Mandant ou par toute autre personne désignée par elle.

Le programme des études et prestations pourra être précisé, modifié ou adapté par la Collectivité, le cas échéant sur proposition du mandataire comme indiqué à l'article 4 ci – dessous.

ARTICLE 2 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE DU MANDAT - DELAIS D'EXECUTION DES ETUDES

Le mandant notifiera au mandataire le présent mandat d'études signé en lui faisant connaître la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat. Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification. Le mandat expirera à l'achèvement de la mission du Mandataire qui interviendra dans les conditions prévues à l'article 10 ci-après.

Le mandataire s'engage à faire toute diligence pour faire réaliser et pour présenter au mandant les études confiées dans un délai de 24 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent contrat.

ARTICLE 3 - DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE

Le montant prévisionnel des dépenses à engager par le mandataire pour la réalisation des études est évalué à 285 000 € HT (valeur Aout 2016). Le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle figure en annexe 3 aux présentes. Son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le mandataire pour la réalisation des études.

Ces dépenses comprennent notamment :

1. le coût des études ;
2. les charges financières que le mandataire aura éventuellement supportées pour préfinancer les dépenses. Celles-ci seront calculées comme prévu à l'article 8 ci-après.
3. et, en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, la réalisation des études.

ARTICLE 4 - MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle pourront être précisés, adaptés ou modifiés dans les conditions suivantes.

Le Mandataire veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle par ses co-contractants.

Par ailleurs, il ne saurait prendre, sans l'accord du Mandant, une quelconque décision pouvant entraîner le non respect du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et doit informer le Mandant des conséquences financières de toute décision de modification du programme que celui-ci prendrait. Cependant, il peut et même doit proposer au Mandant au cours de sa mission toutes modifications ou solutions qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes soit techniquement soit financièrement, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient perturber les prévisions faites.

Dans tous les cas où le Mandataire demande une modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle qui est refusée par le Mandant et si le Mandataire estime ne pas pouvoir satisfaire aux contre-propositions du Mandant (ré-étude des études préalables, nouvelle consultation, mesures d'économie...), le Mandataire est en droit de résilier le présent contrat de mandat. Dans ce cas, le Mandant supportera seule les conséquences financières de la résiliation dans les conditions précisées à l'article 11.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION DU MANDATAIRE - CONTRÔLE DU MANDANT

5.1 - Le Mandant s'engage à fournir au mandataire, dès la notification du mandat, toutes les études en sa possession qui pourraient lui être nécessaires pour l'exécution de sa mission.

Il s'engage à intervenir, le cas échéant, auprès des concessionnaires des services publics, des Administrations et des particuliers, afin de faciliter au mandataire l'accomplissement de sa mission.

5.2 - Le mandataire veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais et de l'enveloppe financière fixés. Il signalera au mandant les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

En cas de phases définies par le mandant, le mandataire ne pourra engager une phase sans avoir présenté les résultats des études de la phase antérieure ni avoir obtenu l'accord exprès du mandant sur la poursuite de la réalisation des études dans des délais permettant le respect du délai global prévisionnel fixé pour la réalisation des études.

5.3 - Le mandataire représentera le mandant maître de l'ouvrage à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions confiées.

5.4 - Le mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil. De ce fait, il n'est tenu envers le maître de l'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat.

5.5 - Assurances

Le mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

5.6 - Contrôle technique du Mandant

La Collectivité sera tenue régulièrement informée par le mandataire de l'avancement de sa mission.

Ses représentants pourront suivre les études et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au mandataire et non directement aux prestataires.

Le mandant désignera son ou ses représentants chargés de suivre le déroulement des missions du mandataire au sein d'un comité technique spécifique. Ce comité technique fixera les modalités pratiques d'échange d'information, notamment les modalités permettant aux représentants du mandant d'être informés des réunions organisées par le mandataire et de pouvoir y participer ou de s'y faire représenter.

Le Mandant aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

Le mandataire s'engage à participer à toutes réunions demandées par la Collectivité ayant pour objet l'examen de problèmes concernant l'opération envisagée, l'information du Conseil Municipal, des administrations et du public.

D'une façon générale, toute modification importante du programme des études à la demande de la Mandant ou apparaissant nécessaire ou souhaitable en cours d'étude doit faire l'objet d'un accord exprès de la collectivité qui approuvera en même temps les modifications de l'enveloppe financière prévisionnelle qui pourraient en être la conséquence.

5.7 - Contrôle comptable et financier de la collectivité

La SA3M accompagnera toute demande de règlement des factures ou décomptes des pièces justificatives correspondants aux dépenses engagées d'ordre et pour compte de la collectivité mandante telles que définies à la rubrique n°81 de l'annexe I à l'article D 1617-19 du CGCT.

En outre, pour permettre à la collectivité mandante d'exercer son droit à contrôle comptable, le mandataire doit :

- tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte de la collectivité dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- adresser chaque année au mandant un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
 - un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses et d'autre part, l'estimation des dépenses restant à réaliser ;
 - un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des dépenses ;
- au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle en expliquer les causes et si possible proposer des solutions;
- remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses à l'achèvement des études.

ARTICLE 6 - PASSATION DES MARCHES

Les dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret d'application n° 2016-360 en date du 25 mars 2016, applicables au mandant, ainsi que celles décrites dans son guide interne des procédures sont applicables au mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés conclus au nom et pour le compte du mandant dans les conditions particulières définies ci-dessous.

Pour la mise en œuvre des modalités de transmission électronique des candidatures et des offres en application des dispositions des textes précités, le mandataire à la plateforme achatpublic.com.

6.1 Mode de passation des marchés

Le mandataire utilisera les procédures de mise en concurrence prévues par l'ordonnance du 23 juillet 2015 et le décret du 25 mars 2016.

Il remplira les obligations de mise en concurrence et de publicité suivant les cas et les seuils prévus par ces textes ainsi que dans le cadre de la politique d'achat public définie par le Mandant, et en tenant compte des dispositions suivantes.

a) En cas d'appel d'offres :

Le Mandataire utilisera librement les procédures d'appel d'offres ouvert ou restreint. Après convocation par la Collectivité, le mandataire assistera aux séances de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Après accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le mandataire conclura le contrat.

b) En cas de procédure adaptée :

Le Mandataire appliquera les règles internes de publicité et de mise en concurrence fixées par la Collectivité.

c) En cas de procédure concurrentielle avec négociation :

Le mandataire, après avoir satisfait, s'il y a lieu, aux obligations de publicité, assistera le mandant dans l'établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre.

Après fixation de cette liste par le mandant, le mandataire adressera la lettre d'invitation à soumissionner aux candidats et, sur la base des offres initiales reçues, engagera les négociations avec chaque candidat.

Au terme de ces négociations, le mandataire établira un rapport de négociation qui proposera un classement des offres. Après convocation par la Collectivité, le mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat et de présenter les éléments de son rapport de négociation. Après attribution par la commission et accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le mandataire conclura le contrat avec l'attributaire.

Conformément aux dispositions de l'article 73 du décret du 25 mars 2016, le mandataire pourra également indiquer dans l'avis de marché que le marché sera attribué sur la base des offres initiales sans négociation. Le mandataire n'informerait cependant les candidats de la non mise en œuvre de la négociation qu'après décision en ce sens du représentant du mandant.

d) En cas de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables

Le mandataire engagera les négociations avec le candidat.

Au terme de ces négociations le mandataire proposera un projet de marché sur la base d'un rapport de négociation. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat et de présenter les éléments de son rapport de négociation.

Après attribution par la commission et accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

e) En cas de procédure de dialogue compétitif (art. 75 et 76 du décret du 25 mars 2016) :

Le mandataire mettra en œuvre une procédure de dialogue compétitif.

Le Mandataire procédera aux obligations de publicité.

Après analyse des candidatures, le mandataire assistera le mandant dans l'établissement de la liste des candidats invités à dialoguer.

Après fixation de la liste des candidats admis à participer au dialogue, le mandataire adressera une lettre de consultation aux candidats admis et le dialogue s'engagera dans les conditions définies au règlement de la consultation identifiant les différents organes intervenants dans le déroulement du dialogue. La procédure pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre de solutions à discuter, le cas échéant.

Une fois le dialogue mené à son terme, le mandataire en informera les candidats et les invitera à remettre leur offre finale.

Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la commission d'appel d'offres pour en assurer le secrétariat. Après le choix du candidat par cette dernière et autorisation de la signature du marché, le mandataire conclura le marché avec l'attributaire.

6.2 - Incidence financière du choix des cocontractants

S'il apparaît que les prix des offres des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle de la présente convention de mandat, le mandataire devra en avvertir la collectivité dans les conditions définies à l'article 5 ci-dessus. Cette dernière devra lui donner son accord exprès pour la signature des marchés et l'augmentation corrélative de la dite enveloppe.

6.3 - Rôle du mandataire

Plus généralement, le mandataire ouvrira les enveloppes des candidatures, en enregistrera le contenu et les examinera. S'il le juge utile, le mandataire est habilité à demander aux candidats de produire ou compléter les pièces manquantes. Le mandataire préparera le rapport d'analyse des candidatures, rendu définitif dès validation par les services de la Collectivité, pour présentation à la Commission d'Appel d'Offres. Le mandataire est chargé, en relation étroite avec les services de la Collectivité, de l'analyse des offres et de la rédaction du rapport provisoire d'analyse des offres qui deviendra définitif après validation par le mandant.

Le mandataire procédera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera, en tant que de besoin les avis d'attribution.

6.4 - Signature des contrats et marchés

Le mandataire procédera à la mise au point du marché, à son établissement et à sa signature, dans le cadre de la politique d'achat public définie par le Mandant. La signature ne pourra intervenir, sauf en cas de procédure adaptée, avant un délai de 11 jours courant, à compter de l'envoi de la notification, transmise par voie électronique, aux candidats du rejet de leurs offres.

Les contrats devront indiquer que le mandataire agit au nom et pour le compte du mandant.

6.5 - Transmission et notification

Le mandataire transmettra le cas échéant, lorsque cela est rendu nécessaire par la réglementation en vigueur, au nom et pour le compte du mandant, les marchés signés par lui au représentant de l'Etat dans le département dans lequel est situé le Mandant. Il établira, signera et transmettra, s'il y a lieu, le rapport établi par la Collectivité conformément à l'article 105 du décret du 25 mars 2016.

Il notifiera ensuite ledit marché au co-contractant et en adressera copie au mandant.

ARTICLE 7 – SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES

7.1 – Accord sur les programmes d'études

Le Comité Technique qui sera instauré par le maître d'ouvrage précisera les modalités de son accord éventuel sur les programmes détaillés des études et prestations préalablement à l'engagement des mises en concurrence correspondantes.

7.2 - Gestion des marchés

Le mandataire assurera la gestion des marchés au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016, de manière à garantir les intérêts du mandant.

A cette fin, notamment :

- Il vérifiera les demandes de paiement présentées par les prestataires et procédera à leur paiement.
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement.
- Il prendra en compte ou refusera les cessions de créances qui lui seront notifiées.
- Il statuera sur les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats.

7.3 - Suivi des études

Le mandataire représentera si nécessaire le mandant dans toutes réunions ou visites relatives au suivi des études. Il veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais, de la qualité des prestations et signalera au mandant les anomalies qui pourraient survenir. Il s'efforcera d'obtenir des prestataires des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera le Mandant et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

7.4 - Réception des études

Le Comité Technique fixera les modalités de réception et d'acceptation des études dans des conditions et délais cohérents et compatibles avec ceux fixés par le CCAG PI.

ARTICLE 8 – REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITES DE PAIEMENT, AVANCES

8.1 - Montant de la rémunération du mandataire

Le montant de la rémunération forfaitaire est de :

Montant HT : 90 000,00 €

TVA au taux de 20% Montant : 18 000,00 €.

Montant TTC 108 000,00 €

Montant TTC (en lettres) : CENT HUIT MILLE EUROS.

Le montant de la rémunération forfaitaire est établi sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois d'Août 2016 (mois Mo).

8.2 - Forme du prix

Le présent contrat est passé à prix révisable.

Les acomptes relatif aux honoraires du mandataire des mois postérieurs au mois Mo seront calculés avec un coefficient de révision égal à :

$$0,15 + 0,85 \frac{Im}{Io}$$

Io est l'index national Syntec publié à la date de la signature du présent mandat correspondant au mois Mo.
Im est l'index national Syntec publié ou à publier correspondant au mois d'exécution des prestations.

8.3 - Avances

Aucune avance n'est demandée.

8.4 - Règlement de la rémunération

8.4.1 - Délai de règlement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement de la rémunération du mandataire et de l'avance forfaitaire est de 30 jours à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'ouvrage.

Le délai de paiement du solde est de 30 jours à compter de la notification du décompte général de la rémunération du mandataire.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 2 points.

8.4.2 - Modalités de règlement

Les modalités de règlement retenues sont les suivantes :

- Au démarrage (notification du contrat) : 15 k€ HT.
- A la désignation des prestataires : 15 k€ HT (2017)
- Pour la réalisation des missions, à l'avancement : 50 k€ HT (2017-2018).
- A la réception de l'état récapitulatif des dépenses, le solde soit 10k€ HT (2018).

8.4.3 - Mode de règlement

Le mandant se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par virement établi à l'ordre du titulaire.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE

9.1 - Le mandant supportera seule la charge des dépenses engagées par le mandataire, telles que déterminées à l'article 3 ci-dessus.

9.2 - Le mandant avancera au mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer ou lui remboursera les dépenses payées d'ordre et pour compte dans les conditions définies ci-après.

1 / Avance par le Mandant

Le Mandant s'oblige à mettre à la disposition du mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

A cet effet, il versera dès l'entrée en vigueur de la présente convention et sur demande expresse du mandataire, une avance égale à 60 k€.

En cas d'insuffisance de ces avances, le mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités, sauf dans le cas de mise en œuvre des dispositions du 9.2.3..

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

2 / Remboursement par le Mandant

Au fur et à mesure de la réalisation des études, le Mandant versera au mandataire les sommes correspondantes aux dépenses effectuées pour son compte, affectées d'un coefficient de 80 % (ou la totalité après apurement du compte d'avance), dans les 35 jours de la présentation des factures correspondantes qui comprennent :

- le remboursement des débours effectués par la mandataire pour le compte du Mandant, y compris les frais financiers éventuels.

A cet effet, la Société adressera au Mandant toutes les factures accompagnées le cas échéant de toutes pièces ou attestations justificatives telles que définies par le décret n° 88-74 du 21 janvier 1988 modifié par le décret n° 92-1123 du 2 octobre 1992.

Passés les délais, et faute pour le Mandant de respecter les échéances ci-dessus, elle deviendrait seule responsable des conséquences des retards dans les délais de réalisation (intérêts ou pénalités de retard, variation des prix, report des délais de réalisation, etc ...) sans que la responsabilité du mandataire puisse être mise en cause à ce sujet.

Le solde des paiements sera effectué, dans le mois suivant la présentation des Décomptes Généraux Définitifs.

3 / Préfinancement par le mandataire

Toutefois, la Collectivité pourra demander au mandataire, d'assurer le préfinancement d'une partie des dépenses dans la limite de 25 %, soit sur ses disponibilités, soit par recours à un organisme tiers.

Le coût de ce préfinancement, effectué d'ordre et pour compte du Mandant, sera égal au coût auquel le mandataire se sera procuré effectivement les fonds ou, en cas de prélèvement sur les disponibilités du mandataire au taux maximum du T4M (taux Moyen Mensuel du Marché Monétaire) flooré + 1%.

Passé le délai prévu ci-dessus pour le remboursement du préfinancement, les sommes dues par le mandant seront majorées, de plein droit et sans qu'il y ait besoin d'une mise en demeure, d'un intérêt moratoire égal à quatre pour cent par an en cas de prélèvement sur les disponibilités du mandataire ou égal au taux d'intérêt moratoire de l'organisme tiers en cas de recours à un préfinancement extérieur.

4°/ Conséquences des retards de paiement

En aucun cas le mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des prestataires du fait notamment du retard de le Mandant à verser les avances nécessaires aux règlements, de délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du mandataire.

ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE

10.1 - Sur le plan technique

Le mandataire assurera sa mission jusqu'à la remise à la Collectivité de la dernière des études réalisées dans le cadre du mandat. Après remise de l'ensemble des études par le mandataire la Collectivité notifiera son approbation de la mission du mandataire dans un délai maximal de 2 mois à compter de la réception de ces documents. A défaut de réponse dans ce délai, l'approbation de la Collectivité est réputée acquise.

10.2 - Sur le plan financier

10.2.1 - Reddition des comptes de l'opération

Le mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception au Mandant, une reddition définitive des comptes au plus tard dans le délai de un an à compter du dernier décompte général et définitif des prestataires.

Le Mandant notifiera son acceptation de cette reddition des comptes dans les trois mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

L'acceptation par le Mandant de la reddition définitive des comptes vaut constatation de l'achèvement de la mission du mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

10.2.2 - Décompte général des honoraires du mandataire

Dès notification de l'acceptation de la reddition des comptes de l'opération par le Mandant, le mandataire présentera son projet de décompte final de ses honoraires au Mandant.

Celle-ci disposera d'un délai de 30 jours pour notifier au mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

ARTICLE 11 – RESILIATION

11.1 - Résiliation sans faute

Le mandant pourra résilier pendant la réalisation des études, moyennant le respect d'un préavis de trois mois sauf carence manifeste de la part du mandataire.

Dans tous les cas, la Collectivité devra régler immédiatement au mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d'ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Elle devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée desdits contrats.

En outre, le mandataire aura droit à une indemnité forfaitaire fixée à 20 % de la rémunération dont il se trouve privé du fait de la résiliation anticipée du contrat, le cas échéant majorée dans le cas où le mandataire justifie d'un préjudice supérieur.

11.2 - Résiliation pour faute

En cas de carence ou de faute caractérisée du mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, la convention pourra être résiliée, sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 12. En tout état de cause, le mandataire a droit au remboursement de ses débours justifiés.

En cas de carence ou de faute caractérisée du mandant, le mandataire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

ARTICLE 12 - PENALITES

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute visé à l'article précédent, le mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées à l'article 5 ci dessus.

En cas de manquement du mandataire à ses obligations, la Collectivité se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous ou à déterminer par les parties en

fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi. Dans ce dernier cas, à défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération HT, la convention pourra être résiliée aux torts exclusifs du mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité du mandant envers le mandataire.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

- 1°) absence d'accord préalable de la Collectivité sur le choix des prestataires dans les cas et selon les modalités fixées par le Comité Technique (hors cas d'accords tacites) : 1000€.
- 2°) en cas de retard de paiement, par la faute du mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte de la collectivité, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du mandataire à titre de pénalités ;

ARTICLE 13 – UTILISATION DES RESULTATS

Toutes les études et tous les documents établis en application de la présente convention seront la propriété du mandant qui pourra les utiliser sous réserve des droits d'auteur qui y sont attachés.

Le mandataire s'engage à ne pas communiquer à des tiers externes à la réalisation de l'opération les documents qui pourraient lui être confiés au cours de sa mission sauf accord exprès du mandant.

ARTICLE 14 - PRESENTATION ET TRANSMISSION DES DOCUMENTS

Tous les documents graphiques établis pas les soins du mandataire du maître d'ouvrage devront respecter les dispositions graphiques du mandant et le cas échéant celles définies par le Comité Technique.

Tous les dossiers provisoires et définitifs seront établis dans le cadre de la mission prévue à l'article 1 et transmis au mandant, en 5 exemplaires :

- 1 sur support numérique,
- 1 exemplaire sur papier relié
- 1 exemplaire sur papier reproductible.

ARTICLE 15 - LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution du présent mandat d'études sera de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,

Le

En trois exemplaires originaux

Pour la Commune

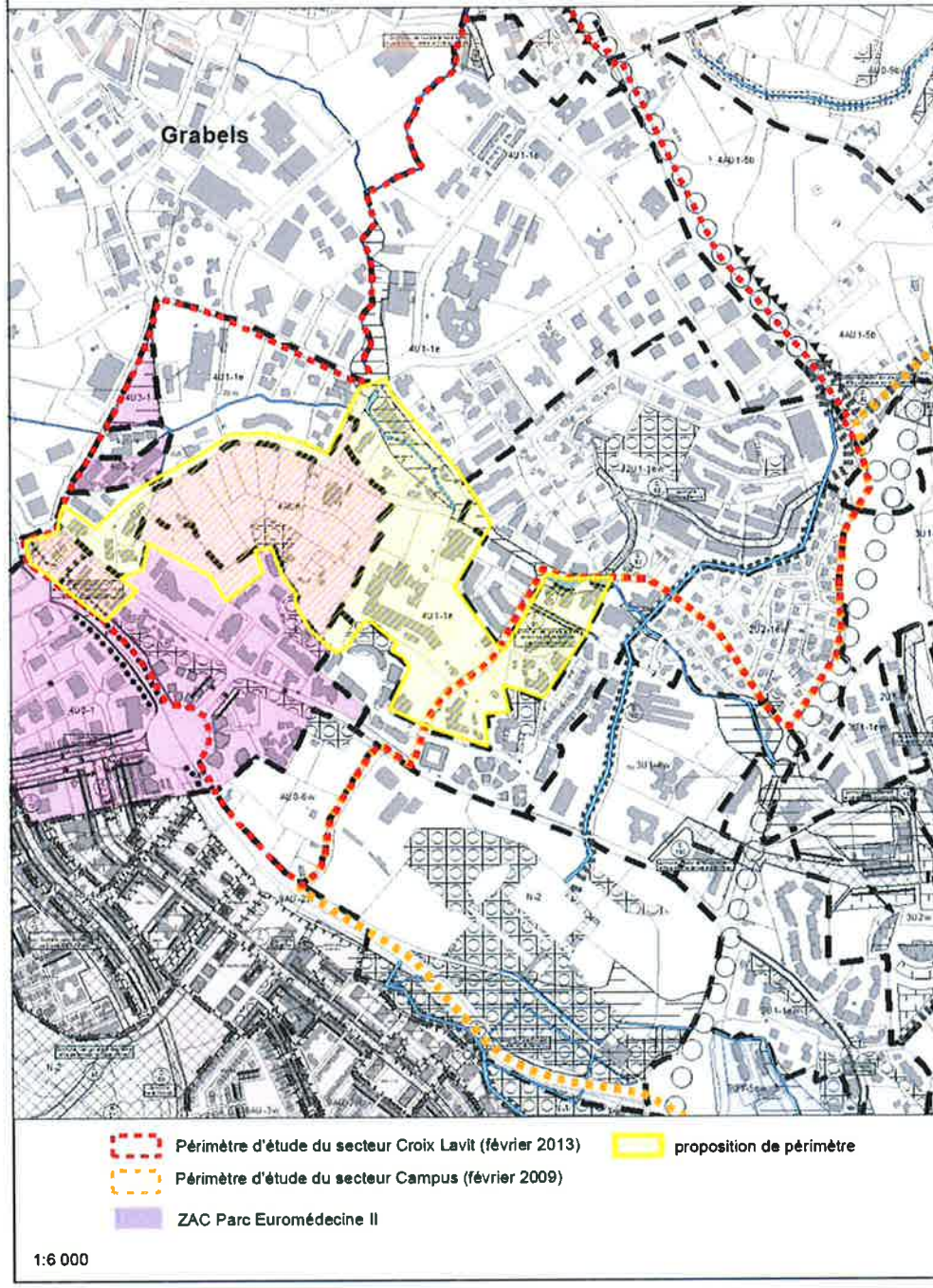
Pour le mandataire

Annexes :

- 1- Plans du périmètre des études
- 2- Programme et calendrier prévisionnel des études à faire réaliser
- 3- Enveloppe financière prévisionnelle.

ANNEXE 1 : Plan du périmètre des études

SECTEUR CROIX LAVIT : PROPOSITION DE PERIMETRE DE MANDAT VILLE/ SAAM



ANNEXE 2 : Programme et calendrier prévisionnel des études à faire réaliser

[illegible]

ANNEXE 3 : Enveloppe financière prévisionnelle

	Sujets	Montants HT
Etudes à tiers	Urbaniste / paysagiste	125 000,00 €
	Programmist e logements et commerces	20 000,00 €
	VRD Paysage chiffrages - Etude hydraulique - Dossier LES	60 000,00 €
	Géomètre	20 000,00 €
	Etude d'impact - volet faune flore - trafic - stationnement	50 000,00 €
	Divers (reprographie, AO, frais financiers)	10 000,00 €
	TOTAL Etudes de tiers	285 000,00 €

MISSION GRAND COEUR
**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat
de proximité**
Cession de fonds de commerce
Propriété de la Société BARKINGDEDD
22 rue Diderot
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R en date du 6 juin 2016 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement durable ;
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015 approuvant l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 9 novembre 2016.

Considérant :

- que le 19 septembre 2016, la société BARKINGDEDD a déposé une déclaration de cession d'un fonds de commerce de salon de thé, café, petite restauration, situé 22 rue Diderot et boulevard Victor Hugo, cadastré section HV 146, au prix de 90.000 € ;
- que la dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération Montpellier Grand Cœur lancée en 2003 par la Ville pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment ;
- que la Ville a décidé par délibération du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux, périmètre ayant été étendu par délibération du 29 septembre 2015 ;

- que l'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité ;

- que le boulevard Victor Hugo, de faible qualité commerciale, est pourtant situé stratégiquement entre la place de la Comédie et les Halles Laissac au contact de toutes les lignes de tramway et qu'il est donc important de favoriser le développement d'une diversité commerciale de cet axe pour qu'il soit animé, que sa localisation favorable soit exploitée et qu'un rééquilibrage de la rue, entre commerces et services, soit trouvé ;

- que l'acquéreur du fonds de commerce 22 rue Diderot et boulevard Victor Hugo, souhaite créer un bar de nuit, activité n'apportant pas de diversité commerciale sur ce secteur ;

- que l'acquisition par la Ville de ce fonds de commerce permettra, dans le cadre des dispositifs prévus par les articles L 214-1 et suivants du code de l'urbanisme, de retrouver un repreneur pour ce local qui y développera une activité compatible avec le projet de redynamisation commerciale de la Ville.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de société BARKINGDEDD, situé 22 rue Diderot, et cadastré section HV 146, au prix proposé dans la déclaration de 90.000 € ;

- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et acquittera les loyers et les frais relatifs à cette acquisition le temps qu'un repreneur soit retrouvé pour ce local ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16 NOV. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 21.11.2016
Notifiée le :

**MONTPELLIER GRAND COEUR
DROIT DE PREEMPTION COMMERCIAL**

3 bd Victor Hugo et 20 rue Diderot

Vendeur : SAS BARKINGDEDD

Bailleur : SCI DIDEROT- HUGO(en cours d'acquisition suite à préemption)

Désignation du bien :

- immeuble R + 2 sis 3 bd Victor Hugo et 20 rue Diderot à Montpellier ;
- HV 146/ 362 pour une superficie cadastrale de 304 m² et de 6 m²;

Description

- Fond de commerce concernant un local de 196 m²
- Activité existante : Bar à chicha
- Activité future : Bar de nuit

Valeur du bien :

- surface : 196 m²
- prix de la DIA : 90 000 €
- estimation des Domaines : en cours
- **proposition de préempter au prix de 90 000 €, conforme au prix de la DIA.**

Analyse

- Local en bon état donnant sur la rue Diderot, bd Victor Hugo et une visibilité sur le square de la Babotte
- Secteur prioritaire d'intervention dont l'objet est de soutenir les activités commerciales du quartier ;
- Activité envisagée n'apporte aucune diversité dans la rue et le quartier

Demande de préemption

Préemption demandée pour les raisons suivantes :

- Secteur stratégique prioritaire (axe majeur) ;
- immeuble situé dans un secteur prioritaire d'intervention ;
- situation secteur sauvegardé

Motivation de la préemption urbaine

Conformément à l'article L 214-1 du code de l'urbanisme, afin de redynamiser le commerce, permettre la sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs de l'opération Montpellier Grand Cœur, et à l'article L 300.1 du code de l'urbanisme faisant référence aux actions ou opérations d'aménagement ayant en l'occurrence pour objet l'organisation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

Acquisition dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers en vue notamment de faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités commerciales en cas de cession de droit au bail, de commercialiser en cohérence avec le développement commercial du secteur et des projets à venir en cas de vacance ou encore mettre en œuvre des projets novateurs ou susceptibles de contribuer au développement urbain et économique.

Au vu des termes de la Concession d'aménagement confiée à la SA3M par décision du Conseil municipal du 7 Octobre 2013, reçue en Préfecture le 10 Décembre 2013.

Observations

Pas de difficulté particulière au regard notamment du prix et de l'emplacement du local.

Selon les termes de la Concession d'aménagement, la SA3M est tiers payeur et perçoit une rémunération de 3 % HT du prix d'acquisition .

Proposition de la mission Grand Cœur

Préempter au prix du service des Domaines soit 90 000 €, conforme au prix de la DIA.

Date limite pour exercer le droit de préemption

19 novembre 2016

**MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
propriété TOURRIER
5 impasse du Chapeau Rouge
Exercice du droit de préemption**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R en date du 6 juin 2016 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement durable ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1^{er} septembre 1977 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 24 octobre 2016 ;

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 19 septembre 2016, Monsieur Philippe TOURRIER a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble de 3 étages se composant de deux locaux commerciaux et de 6 logements situé 5 impasse du Chapeau Rouge, cadastré section HO86, au prix de 680 000 €, plus 36 559 € de commission d'agence ;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur". Les objectifs du volet habitat de l'opération visent à réactiver et diversifier le marché du logement, d'une part par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé et d'autre part par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées.
- que sur la base de ce programme, de ce périmètre et d'un bilan financier prévisionnel, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de le réhabiliter complètement et de réaliser des logements en loyer conventionné.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur Philippe TOURRIER, située 5 Impasse du Chapeau Rouge, et cadastrée section HO86 au prix de 680 000 €, plus 36 559 € de commission d'agence ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **14 NOV. 2016**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 21.11.2016
Notifiée le :

**MONTPELLIER GRAND COEUR
DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

5 impasse chapeau rouge

Propriété de Monsieur TOURRIER Philippe, CLAPIERS (34)

Acquéreur : CLEMIUM MONTPELLIER, MONTPELLIER (34)

Désignation du bien

- Immeuble sis 5 impasse Chapeau Rouge
- Parcelle HO 86 pour une superficie cadastrale de 154 m²
- Immeuble situé en en secteur sauvegardé

Description

Immeuble entier (R+3) d'une superficie d'environ 418 m² se composant de :

- deux locaux commerciaux occupés par un bar/ café de 65.20 m² et d'un snack de 32.30 m²
- 6 logements dont 2 occupés d'une surface de 320.75 m²
- immeuble en mauvais état
- parties communes (toitures et façade) et privatives à réhabiliter ;

Valeur du bien

- surface totale : environ 418 m²
- prix de la DIA : 680 000 €
- prix au m² : 1 626 €
- estimation des Domaines : 680 000 €
- préemption au prix du service des Domaines soit **680 000 €, conforme au prix de la DIA.**

Analyse

- Immeuble à l'état très dégradé devant faire l'objet de travaux de réhabilitation en parties communes (toiture, façade) et mise aux normes d'habitabilité ;
- Immeuble situé dans un secteur où l'on trouve une population captive ,
- Immeuble situé en tête d'ilôt visible ;
- Immeuble situé près du Corum ;

Demande de préemption

Préemption demandée pour les raisons suivantes :

- Réhabilitation complète de l'immeuble ;
- Immeuble situé dans un secteur prioritaire d'intervention ;
- Immeuble situé en Secteur Sauvegardé, dans le périmètre de la future OPAH RU « Courreau-Figuerolles- Nord Ecusson »
- Réalisation de logements, pour partie, en loyer conventionné

Motivation de la préemption urbaine

Conformément à l'article L 211-1 du code de l'urbanisme, afin de réactiver et diversifier le marché du logement, permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du secteur sauvegardé et aux objectifs de l'opération Montpellier Grand Cœur, et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant en l'occurrence pour objet de mettre en oeuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat.

Au vu de la localisation de cet immeuble situé en Secteur Sauvegardé.

Acquisition de cet immeuble en vue de la réalisation, pour partie, de logements en loyer conventionné conformément aux objectifs de la Concession d'aménagement.

Au vu des objectifs et du programme de la Concession d'aménagement confiée à la SA3M par décision du Conseil municipal du 7 octobre 2013, reçue en Préfecture le 10 décembre 2013.

Observation

Selon les termes de la Concession d'aménagement, la SA3M est tiers payeur et perçoit une rémunération de 3 % HT du prix d'acquisition.

Proposition de la mission Grand Cœur

Demande de préemption au prix du service des Domaines soit 680 000 €, conforme au prix de la DIA.

Date limite pour exercer le droit de préemption

19 novembre 2016